



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Services des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

CANADIAN THESES

THÈSES CANADIENNES

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED**

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE**

FEMMES ET PRAXIS REVOLUTIONNAIRE:
LE CAS DE LA FORMATION SOCIALE
DE CUBA: 1959-1981

par

Ginette Bouchard

Thèse présentée à l'Ecole des études
supérieures de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la maîtrise
de sociologie

TABLE DES MATIERES

	Pages
REMERCIEMENTS.....	iii
INTRODUCTION.....	1
Cadre d'analyse.....	2
Méthodes et sources.....	6
Notion de praxis.....	8
Cadres conceptuels d'analyse.....	11
Survol de cadres d'analyse occidentaux.....	14
Base d'une théorie féministe tiers-mondiste.....	32
 Chapitre	
I. APERCU HISTORIQUE DE LA SITUATION DES FEMMES CUBAINES AVANT 1959	
1.1 - Au niveau des instances économiques.....	51
- Cuba sous l'Amendement Platt (1902-1934).....	52
- Le gouvernement Batista (1934-1958).....	54
1.2 - Au niveau des instances juridico-politiques..	64
- La période colonialiste	65
- La pseudo-république (1903-1959)	71
1.3 - Au niveau des instances idéologiques.....	91
- L'époque coloniale.....	91
- La période de la pseudo-république.....	98
 II. ANALYSE DE LA PRAXIS REVOLUTIONNAIRE DES FEMMES CUBAINES (1959-1981)	
2.1 - Au niveau des instances économiques.....	105
- Rôle de la Fédération des femmes cubaines....	106
- Les femmes en milieu rural.....	110
- Les femmes en milieu urbain.....	117
- Rôle des femmes dans le secteur éducation....	141
- Rôle des femmes dans le secteur santé.....	150

	Pages
2.2 - Au niveau des instances juridico-politiques..	169
2.21- Mesures législatives.....	169
- La Constitution de la République de Cuba.....	170
- Le Code de la famille.....	175
- La loi de la maternité de la travailleuse....	181
- La loi électorale du 7 juillet 1976.....	186
- Le code pénal.....	187
- La loi d'organisation du système judiciaire..	188
- Autres lois et réglementations.....	190
2.22- Participation politique.....	194
- L'enquête sur les élections du Pouvoir popu- laire à Matanzas.....	195
- Les organes du Pouvoir populaire (1975-1981).	201
- Les relations internationales.....	212
2.3 - Au niveau des instances idéologiques.....	219
- Les racines du <u>machismo</u>	220
- Les concepts d' <u>honor y vergüenza</u>	225
- Les mass-media: véhicule d'une nouvelle idéo- logie.....	229
- La femme nouvelle.....	236
CONCLUSIONS.....	239
NOTES DE RENVOI	
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXE (Tableaux)	

REMERCIEMENTS

Nous remercions le professeur Raumundo DeAndrade pour ses critiques, suggestions et encouragements. Les faiblesses du travail n'appartiennent qu'à nous.

INTRODUCTION

Notre mémoire repose sur l'analyse de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines à travers l'histoire des vingt dernières années de la formation sociale de Cuba.

Notre objet est de faire ressortir la spécificité et la signification de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines dans le contexte latino-américain. Dans cette perspective, il s'agit de démontrer comment la praxis des femmes cubaines s'insère dans le processus révolutionnaire pour la libération nationale du peuple cubain et à travers l'édification du socialisme dans la formation sociale cubaine.

A travers la pratique quotidienne de la Révolution, nous tâcherons de cerner l'essence même de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines dans l'analyse des structures où se jouent la dynamique des rapports hommes/femmes.

Dans l'introduction, nous préciserons la notion de praxis révolutionnaire à laquelle nous nous référons et par lequel nous

tenterons de dégager un cadre d'analyse pertinent à l'étude dialectique du rapport homme/femme à l'intérieur même du processus révolutionnaire de Cuba.

Cadre d'analyse

Notre cadre d'analyse permettra de démontrer le type d'oppression économique, juridique, politique vécu par les femmes cubaines. C'est pourquoi nous en préciserons les prémisses de base dans la seconde partie de l'introduction. Théoriquement, nous nous appuierons sur le cadre analytique défini par le Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe¹ pour étayer la spécificité du féminisme des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, et d'autre part, pour préciser ultérieurement à la lumière de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines la spécificité de l'oppression, de l'exploitation et de l'appropriation des femmes cubaines tout au long de leur histoire, avant la Révolution et plus spécifiquement entre 1959 et 1981.

Nous souhaitons dans ce sens mettre en évidence certains facteurs spécifiques aux luttes des femmes du Tiers Monde et qui sont le plus souvent occultés dans les cadres d'analyse occidentaux, soient; les cadres libéral, marxiste, féministe radical, féministe socialiste et féministe matérialiste.

Notre projet ne cherche pas à nier le fait que les théories féministes occidentales puissent expliquer la problématique des

relations hommes/femmes dans les pays développés occidentaux, mais nous remettons en question l'adéquation de ces théories pour expliquer les rapports hommes/femmes des pays du Tiers Monde.

C'est dans ce sens que l'analyse de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines aux niveaux des instances économiques, juridico-politiques et idéologiques devrait nous permettre de faire ressortir d'une part, les similitudes qui existent entre le vécu des femmes à Cuba et celui des femmes des pays développés, mais aussi les différences de ces vécus liés à la position de la formation sociale étudiée dans le système capitaliste mondial et aux classes sociales des femmes qui la composent.

Notre problématique et notre cadre d'analyse étant posés, exposons brièvement les diverses sections qui nous permettront d'y répondre.

Dans la mesure où il nous apparaît important de situer la condition des femmes cubaines dans son contexte historique particulier, nous abordons le premier chapitre de notre mémoire en présentant un survol historique de la situation des femmes cubaines avant la Révolution de 1959, sous les trois aspects économique, juridico-politique et idéologique.

Ce chapitre retrace les origines de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines d'une part, au sens politique par leur par-

ticipation à la lutte insurrectionnelle contre la domination espagnole, puis contre l'impérialisme américain; d'autre part, dans son sens dynamique, à l'intérieur des structures familiales au niveau de leur contribution socio-économique avant 1959. Nous y présenterons les femmes qui participèrent aux luttes insurrectionnelles des guerres d'Indépendance de 1868, de 1895, à celle de l'attaque de la Moncada et de la Sierra Maestra, luttes qui sont toutes imbriquées dans l'histoire du processus révolutionnaire de Cuba. A quelle-s classe-s sociale-s appartenaient ces femmes? Sur quels fronts se sont jouées leur luttes? Voilà quelques-unes des questions auxquelles nous tenterons de répondre.

Le deuxième chapitre nous amène au coeur de l'analyse de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines pour la période de 1959 à 1981, c'est-à-dire après la Révolution. L'analyse des structures où se jouent la dynamique des relations hommes/femmes soutend toute la compréhension de cette praxis révolutionnaire. C'est pourquoi la compréhension des transformations subies au sein des structures économiques et juridico-politiques est essentielle pour cerner notre objet. Par ailleurs, elle n'est pas suffisante, car les structures idéologiques influent considérablement sur les perceptions mentales, bien que plus subtilement et plus lentement. Les structures idéologiques prennent des formes diverses et leurs représentations se modifient à travers les stéréotypes véhiculés par les media. Nous pouvons les saisir et les observer concrète-

ment à travers les relations hommes/femmes, femmes/famille et femmes/société. L'analyse de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines se fera principalement à travers le rôle joué par la Fédération des femmes cubaines aux niveaux des instances économique, juridico-politique et idéologique en interaction.

La première partie du deuxième chapitre traite de la praxis révolutionnaire des Cubaines dans la dynamique des transformations économiques qui les ont touchées en milieu rural: dans l'agriculture, les coopératives agricoles, les industries sucrière, du tabac et du café; en milieu urbain: dans les secteurs tertiaire, de l'éducation et de la santé. Existe-t-il des obstacles à l'intégration des femmes au marché du travail? Quel est le rôle des syndicats et de la Fédération des femmes cubaines dans ce sens?

La deuxième partie du second chapitre s'insère dans la compréhension des instances juridico-politiques mises en place à Cuba pour améliorer les conditions de vie, de travail, d'éducation et de santé des femmes cubaines. Comment s'est élaboré le Code de la famille en 1974? Quelles sont les lois qui permettent la reconnaissance légale des droits des femmes quant au mariage, au divorce, à la maternité de la travailleuse, à la reconnaissance légitime des enfants, au partage des tâches domestiques entre l'homme et la femme, au service de garderie?

5

La troisième partie du deuxième chapitre analyse les instances idéologiques à travers le rôle du Parti communiste cubain, les images de femmes véhiculées par les mass media: journaux, revues, radio, panneaux publicitaires, télévision, cinéma et art.

Quelle est dans cette optique l'influence de l'idéologie socialiste sur la perception politique des femmes par elles-mêmes et par les hommes. L'idéologie patriarcale du machismo a-t-elle eu tendance à s'estomper dans les relations hommes/femmes depuis la Révolution dans les milieux de travail, à l'école et à la maison?

En conclusion, nous essaierons de brosser à la lumière de l'analyse de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines les grandes lignes d'un cadre d'analyse féministe propre à la situation et au vécu socio-économique et politique des femmes du Tiers Monde.

Méthodes et sources

Notre recherche s'est effectuée principalement à partir de l'analyse de renseignements recueillis sur place lors de deux stages d'étude d'un mois à Cuba en mai 1981 et en mars et avril 1982. Le premier stage organisé conjointement avec l'Institut de développement et de coopération internationale de l'Université d'Ottawa et l'Institut cubain d'amitié avec les peuples nous a

perais de saisir le fonctionnement de l'ensemble des structures économiques, politiques et culturelles dans le cadre du processus révolutionnaire cubain: visites de manufactures et d'industries sucrière, de tabac et de verre, de coopératives agricoles, d'écoles vocationnelles, de studios de radio et de télévision, du rôle des organes du Pouvoir populaire tels que: l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), la Fédération des femmes cubaines (FMC), les Comités de défense de la révolution (CDR), la Centrale des travailleurs cubains (CTC) et l'Union des Jeunes communistes (UJC).

Le deuxième stage d'étude, organisé conjointement par la Ligue des femmes du Québec et la Fédération des femmes cubaines, nous a permis de comprendre spécifiquement le rôle de la FMC dans la praxis révolutionnaire même des femmes cubaines à travers les réalisations de celle-ci: implantation de réseaux de garderie, droits à l'éducation, au travail, rôle national et international de l'École de formation des dirigeantes de la FMC, rôle des brigades sanitaires, des mères combattantes, de la milice, etc. De plus, la réalisation de quelques entrevues avec des femmes cubaines rencontrées pendant notre séjour et le dépouillement des rapports officiels des Congrès de la FMC, de livres, de documents tels que le Code de la famille, la Loi de la maternité de la travailleuse, la Constitution de la République de Cuba, ainsi que du journal Granma et de la revue Mujeres nous a permis d'obtenir des précisions sur de nombreux sujets qui ont contribué à alimenter la problématique de notre mémoire.

Notion de praxis

Le mot praxis vient du grec prattein qui signifie action, agir. Historiquement, chez Marx et les marxistes, il désigne la relation dialectique entre l'homme et la nature par laquelle l'homme en transformant la nature par son travail se transforme lui-même.²

Pour certains Hegéliens et principalement pour Marx la praxis joue un rôle dans la mesure où l'action collective, technique, économique, sociale est le fondement et le juge de la pensée théorique, de l'idéologie. Chez certains, l'opposition de la praxis à l'idéologie finit par n'être plus guère que celle de la science et de la technique à la philosophie.³

La notion de praxis se définit donc par opposition à la philosophie et à l'attitude contemplative du philosophe. Elle émerge littérairement dans les premiers textes de Marx: Les Manuscrits de 1844, Les Thèses sur Feuerbach, La Sainte Famille et l'Idéologie allemande.

Marx dans les Thèses sur Feuerbach définit le contexte dans lequel s'inscrit la praxis:

"La vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la praxis humaine et dans la compréhension de cette praxis.

Le principal défaut de tout le matérialisme passé - y compris celui de Feuerbach - est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, en tant que praxis, de façon non subjective."4

La notion de praxis qui nous intéresse est celle qui tient compte des interactions, du rapport entre les humains et ses oeuvres, c'est-à-dire les aspects dialectiques fondamentaux entre les besoins de l'homme et son travail.

La praxis atteint ce niveau créateur dans l'activité révolutionnaire. C'est la praxis que nous qualifions de révolutionnaire parce qu'elle s'exerce à la fois dans la connaissance, dans l'idéologie ou dans l'action politique. Dans l'action politique, elle vise à atteindre un phénomène total: la révolution.

La notion de praxis révolutionnaire auquel nous nous référons dans ce mémoire s'entend dans le sens général de pratique sociale à travers l'analyse de l'ensemble des rapports sociaux dans lesquels sont imbriqués les individus qui composent une formation sociale donnée. Dans son sens politique, la praxis est atteinte dans l'action politique qui passe par une série de changements partiels pour atteindre à un phénomène total: la révolution.

La praxis révolutionnaire s'exerce donc à travers le pro-

cessus révolutionnaire afin de transformer le mode de production, les rapports de production et de propriété, les idées, les institutions et la façon de vivre d'une population dans une formation sociale. ⁵

En introduisant la dialectique dans les rapports sociaux, la praxis révolutionnaire contient l'idée fondamentale de dépassement. Elle suppose la remise en question des formes et des contenus, des institutions composées des superstructures et des forces productives situées à la base. Elle implique une confrontation entre la réalité et les représentations.

En tant que nécessité historique, les transformations radicales peuvent s'accomplir de deux manières. Dans la praxis révolutionnaire, elles se font de bas en haut, c'est-à-dire à partir de la base jusqu'aux superstructures; d'une façon autoritaire, elles se font de haut en bas, c'est-à-dire à partir des superstructures vers la base, par les hommes d'Etat. ⁶

L'analyse de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines nous amènera à recenser et critiquer les transformations radicales qu'a amenées la Révolution à Cuba dans les vingt dernières années. Nous examinerons également comment les femmes ont joué un rôle dans l'élaboration de ces changements radicaux.

Nous verrons concrètement dans les chapitres subséquents à quoi se rattache notre analyse de la praxis révolutionnaire des

femmes cubaines. En ce sens, nous analyserons l'ensemble des interactions où se situent les femmes cubaines, en tant qu'acteurs sociaux.

Nous exposerons les interactions qui existent à l'intérieur des rapports concrets hommes/femmes, femmes/famille et femmes/société.

La praxis révolutionnaire des femmes cubaines est double. Parce qu'elle se manifeste à deux niveaux: politiquement, contre la praxis conservatrice du régime au pouvoir avant 1959 pour la dépasser et atteindre à la libération nationale du peuple cubain; et dialectiquement, parce qu'elle s'insère dans la lutte pour la libération des femmes cubaines en tant que groupe social dominé par le patriarcat, et où elle devient aussi praxis révolutionnaire à l'intérieur des rapports de sexage⁷, sexage étant utilisé au sens d'un rapport social déterminé où les hommes sont le groupe dominant et les femmes, le groupe dominé.

Cadres conceptuels d'analyse

Dans cette section, nous essaierons de mettre en place les éléments d'une analyse complète de la base matérielle de l'oppression des femmes adéquats pour expliquer la situation des femmes du Tiers Monde, lequel s'appliquerait conséquemment à la réalité des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe et à celle des femmes à Cuba.

Nous présenterons dans un premier temps un survol des différents cadres d'analyse féministe occidentaux, soient: les cadres libéral, marxiste, féministe radical, féministe socialiste et féministe matérialiste. Celui-ci s'inscrit dans une réflexion critique des théories féministes spécifiques à la situation des femmes en Occident. Sans pour autant nier l'apport et l'importance de ces divers courants dans leur contexte précis, nous tenterons d'en démontrer les limites lorsqu'appliqués comme cadre d'analyse à la situation des femmes du Tiers Monde, et plus particulièrement dans le cas présent à la situation des femmes dans la formation sociale de Cuba.

Dans ce sens, nous souhaitons mettre en évidence certains facteurs spécifiques aux luttes des femmes du Tiers Monde qui sont le plus souvent occultés dans les cadres d'analyse féministe occidentaux. Nous tenterons de faire ressortir les différences profondes qui existent entre les vécus des femmes des pays développés et celles des pays en développement, différences liées à la position qu'occupe chaque formation sociale étudiée à l'intérieur du système capitaliste mondial ainsi qu'au statut social reconnu aux femmes dans chacune de ces sociétés.

Ce n'est qu'en établissant ces prémisses de base qu'il nous sera possible de cerner et de comprendre la spécificité de l'oppression, de l'exploitation et de l'appropriation des femmes là où elles existent en évitant les généralisations à outrance.⁸

Ultimement, nous voulons dénoncer les mystifications idéologiques qui se camouflent sous les divers mouvements féministes dans les sociétés capitalistes avancées, lesquels sont récupérés subséquemment par les media du système capitaliste pour diviser les femmes entre elles.

Par ailleurs, notre position ne conteste pas le fait qu'une et/ou plusieurs théories féministes occidentales aient permis d'expliquer la problématique des relations hommes/femmes dans les pays développés, mais nous remettons en question leur adéquation en ce qui a trait à la problématique des rapports hommes/femmes dans les pays du Tiers Monde. Car, en tentant de les appliquer ne tomberions-nous pas dans une forme de néo-colonialisme féministe?

Dans un deuxième temps, nous tenterons de faire ressortir les éléments d'une analyse matérielle de l'oppression des femmes du Tiers Monde. Nous nous baserons sur le cadre analytique féministe socialiste, tel que défini par des femmes du Tiers Monde, le Collectif des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe. A partir de ce cadre, nous devrions être en mesure de déterminer quelle adéquation existe entre celui-ci et la situation des femmes cubaines.

Tout au long des chapitres subséquents, nous apporterons les éléments qui nous permettront soit de réfuter, soit de compléter les données de base mises en place à partir du cadre d'analyse fémi-

niste socialiste du Collectif des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe. Car, bien que Cuba se définit encore comme faisant partie des pays du Tiers Monde, il y a eu depuis 1959 de nombreux changements qui ont modifié la situation des femmes cubaines aux niveaux économique, juridico-politique et idéologique et qui modifient leur situation par rapport à celle des femmes des autres pays d'Amérique latine.

Dans cette perspective globale, notre analyse de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines à travers l'historique des vingt dernières années de la formation sociale de Cuba devrait nous permettre de vérifier les idées avancées dans cette introduction pour une analyse féministe socialiste, sous l'angle du Collectif des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe.

Survol de cadres d'analyse occidentaux

Avant d'aborder concrètement les différents cadres d'analyse occidentaux, nous donnons quelques définitions de base qui nous permettront de mieux comprendre les réalités auxquelles nous nous référerons tout au long de cette étude.

Les cadres d'analyse féministe reflètent des théories visant à expliquer l'oppression de la femme sous différents angles d'analyse. L'oppression est un terme général qui se rapporte à la domination d'un groupe ou d'une personne et à la souffrance et à l'injustice vécues par la personne ou le groupe dominé-e. ⁹

Lorsqu'on parle de l'oppression des femmes, on fait souvent référence à leur exploitation et aussi à leur sur-exploitation. L'exploitation, au sens marxiste du terme, correspond sous le capitalisme à l'extraction de la plus-value produite par des travailleurs ou des travailleuses salarié-e-s. Dans ce sens, la surexploitation a trait généralement à une extraction de la plus-value plus intense que la moyenne. ¹⁰

En quoi les femmes dans les sociétés capitaliste sont-elles sur-exploitées?Lorsqu'on s'y réfère dans le contexte capitaliste, nous pouvons effectivement vérifier que dans plusieurs pays capitalistes, la majorité des femmes sont confinées à des emplois particuliers qu'on appelle ghettos d'emplois féminins, lesquels sont sous-payés considérablement comparativement à ceux réservés aux hommes. ¹¹

D'autre part, cette sur-exploitation implique également qu'elles sont utilisées au gré des besoins en main-d'oeuvre du capitalisme, tout en étant constamment partagées par le travail domestique (à la maison) et le travail rémunéré à l'extérieur du foyer. Nous pouvons donc parler de sur-exploitation des femmes car celle-ci se rapporte au fait que les femmes ont une rémunération située au-dessous du seuil de reproduction socialement nécessaire. En étant confinées dans des emplois de ghettos féminins et aussi longtemps que les femmes sont renvoyées à leur économie domestique pour assurer leur reproduction, elles sont

insérées dans un procès de sur-exploitation.

Cette sur-exploitation est un aspect important de la base matérielle de l'oppression des femmes à l'intérieur du système capitaliste, mais il ne représente pas l'unique aspect. Et ce, parce que ce point de vue se réfère strictement à l'aspect économique de l'oppression des femmes et sous-entend que la discrimination au travail constitue l'élément principal du maintien du sexisme dans la société capitaliste. Si les femmes sont plus exploitées que les hommes quantitativement, étant donné qu'elles font partie d'une sous-catégorie de travailleurs et de travailleuses sur-exploitées (comme les travailleurs immigrants), la fin de l'oppression des femmes doit donc passer par des changements sur les lieux du travail et conséquemment la famille changera dès que l'on modifiera la base matérielle de l'oppression des femmes, soit la production de type capitaliste. C'est à partir de ce raisonnement que plusieurs cadres d'analyse féministe (libéral, marxiste, radical, socialiste, matérialiste) s'appuient pour amener leur revendication principale, justifiée par ailleurs, soit: le droit à un salaire égal pour un travail d'égale valeur.

Cette analyse nous apparaît partielle, cependant, parce que limitée strictement aux aspects économistes de l'oppression des femmes. Nous soutenons au contraire que l'oppression des femmes est un tout lié à un ensemble de facteurs économiques, d'une part, mais aussi, historiques, psychologiques et idéolo-

giques lesquels se renforcent les uns les autres. Bien que ce sont les rapports économiques qui créent un contexte particulier et établissent des limites dans lesquelles les autres facteurs agissent.

Le dernier terme que nous voulons définir a trait à l'appropriation des femmes. L'appropriation des femmes, concept élaboré par Colette Guillaumin, implique que celles-ci sont réduites à l'état d'objet matériel à l'intérieur d'un rapport de pouvoir de la classe des hommes sur la classe des femmes. Pour Guillaumin, les femmes constituent une classe par rapport aux hommes en tant que groupe particulier, déterminé par son appartenance au sexe féminin à un certain type de rapport où il y a appropriation de leur force de travail dans le cas précis du travail domestique. C'est l'existence de ces rapports particuliers dans la société, à la fois aux niveaux privé et collectif, qui créent une classe de femmes et une classe d'hommes, d'où l'existence de rapports de sexage. ¹²

Ces définitions de base étant établies, nous aborderons maintenant plus en détail les cadres théoriques d'analyse suivants:

- Cadre libéral
- Cadre marxiste traditionnel
- Cadre féministe radical
- Cadre féministe socialiste
- Cadre féministe matérialiste

Les cinq cadres d'analyse que nous examinons ont été élaborés dans des pays capitalistes développés: principalement, en Europe et en Amérique du Nord. Les deux premiers cadres d'analyse considèrent l'oppression et l'exploitation des femmes comme une contradiction secondaire au système, tandis que les trois derniers les soulignent comme principale. Les cadres libéral et marxiste sont d'abord des cadres d'analyse sociétaux mais à l'intérieur desquels on retrouve aussi des féministes, telles que les féministes fonctionnalistes qui s'insèrent dans le cadre libéral; quant aux féministes marxistes, elles se considèrent d'abord comme marxistes puis comme féministes.

Tandis que les cadres féministe radical, féministe socialiste et féministe matérialiste sont spécifiquement des cadres d'analyse féministe avec chacun une orientation politique particulière. Leur analyse s'applique principalement à expliquer l'oppression, l'exploitation et l'appropriation des femmes dans les pays développés.

Cadre libéral

Le cadre libéral prend ses racines dans la pensée libérale qui apparaît en Europe aux 16^e, 17^e et 18^e siècles. Le libéralisme en tant que philosophie est associé au rationalisme, à l'idée de progrès et d'utilitarisme des Descartes, Boileau, Condorcet et Rousseau.

Selon la théorie libérale, pour vaincre l'oppression des femmes, il faut procéder à des réformes sociales car c'est l'acquis social et non le biologique qui est pour ces théoriciens la cause de l'oppression des femmes. En donnant aux femmes accès à certains droits civiques et à l'éducation, celles-ci seront libérées.

Le féministe Condorcet s'inscrit dans ce courant au 18^e siècle en publiant trois ouvrages en faveur de la libération de la femme. L'image du progrès passe par l'émancipation de la femme pour lui en réclamant entre autre des droits politiques pour celle-ci :

"Les hommes n'ont-ils pas violé le principe de l'égalité des droits en privant la moitié du genre humain de celui de concourir à la formation des lois?" ¹³

Le libéralisme est un courant ambivalent qui s'abreuve aux espoirs féministes de la Révolution française et se retrouve avec les déboires du Code civil napoléonien par lequel la femme mariée devint une mineure à vie. ¹⁴ Le Code civil français contribua grandement à diffuser l'infériorité légale de la femme mariée.

Le courant libéral féministe est marqué par les progrès de l'industrialisation qui jettent les femmes prolétaires sur le marché du travail dans les manufactures qui s'ouvrent en Europe au 18^e siècle. Avec cette mutation au travail moderne, apparaît aussi l'exclusion des femmes de certaines professions libérales, notamment la profession médicale, et les différences de salaire entre les ouvriers et les ouvrières. Par ailleurs, l'écart est grand entre les conditions de vie des ouvrières qui luttent pour de meilleurs salaires et les femmes des classes aisées qui s'essaient dans les arts et les lettres. Le féminisme libéral des 18^e et 19^e siècles en est un de contradictions flagrantes.

Bref, le cadre libéral ne s'attaque pas aux causes des inégalités entre les sexes, mais tente d'y remédier par des réformes superficielles. Il occulte le contexte de la lutte des classes et propose tout au plus, dans des périodes de prospérité économique, des mesures réformistes pour améliorer la situation des femmes partiellement sans toutefois modifier en profondeur les structures et les législations du système qui l'entravent.

Cadre marxiste traditionnel

Les origines du discours marxiste sur l'oppression de la femme sont basées sur les théories de Marx, Engels, Bebel, Lafargue, Guesde, Lénine et Staline. On retrouve une anthologie de ces textes dans un ouvrage de Jean Fréville, ¹⁵

Pour les marxistes traditionnels, la contradiction majeure réside dans le conflit entre la classe bourgeoise et la classe prolétarienne. L'oppression et l'exploitation de la femme sont une conséquence secondaire résultant de l'instauration du régime de la propriété privée et de l'appropriation des moyens de production par la classe dominante. Le cadre marxiste traditionnel rejette la perspective conservatrice du déterminisme biologique et celle du libéralisme. Les causes des inégalités entre les femmes et les hommes résident dans l'avènement du capitalisme et de l'impérialisme.

Engels, dans son très célèbre ouvrage L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, utilise les concepts du matérialisme historique afin de déterminer quel serait le fondement économique de l'inégalité entre les hommes et les femmes. S'appuyant sur les thèses de Morgan et de Bachofen, il fait l'analyse matérialiste des différents modes de production qui ont marqué les stades du développement de notre société. L'explication de l'oppression et de l'exploitation des femmes apparaît

avec la fin du matriarcat lequel est dû à l'instauration de la propriété privée. Avec le règne de la propriété privée, les femmes perdent le droit à la filiation en ligne féminine de même que tout pouvoir économique et social. Avec la nouvelle division du travail qui évince les femmes de la production et l'instauration de la filiation masculine naît le patriarcat, et, avec lui, la domination des femmes à travers les régimes esclavagiste, féodal et capitaliste. Naissance de la double oppression de la femme: la première, au sein de la société et la seconde au sein de la famille. Ainsi, l'oppression du sexe masculin sur le sexe féminin correspond à la première opposition de classe. ¹⁶

La solution marxiste au problème féminin consiste à restaurer un régime sans propriété privée des biens de production, c'est-à-dire collectiviser ceux-ci. Toujours pour Engels,

"...l'affranchissement de la femme dépend de la rentrée en masse du sexe féminin dans l'industrie publique et la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société." ¹⁷

Bebel, dans La femme et le socialisme, fait ressortir le lien nécessaire entre l'émancipation des femmes et celle de la classe ouvrière. ¹⁸ Paul Lafargue, gendre de Marx, dénonce dans La question de la femme ¹⁹, la thèse bourgeoise de la femme au foyer. Pour lui, l'antagonisme des sexes trouvera sa fin dans l'émancipation de la classe ouvrière contre le Capital. ²⁰

Les femmes ont beaucoup contribué au développement de la théorie marxiste au 19^e siècle. Flora Tristan se fera notamment l'apôtre de l'Union ouvrière. ²¹ Au sein des féministes marxistes, existent deux tendances: une première pour laquelle lutte des sexes et lutte des classes sont les deux faces d'une même oppression; et, une seconde tendance qui distingue spécifiquement ces deux luttes. ²²

Aline Valette présenta en 1893 dans Socialisme et sexualisme ²³ tous les grands thèmes du marxisme sur la question féministe. Ce qu'elle fait ressortir essentiellement c'est que:

"... le double asservissement des femmes résulte de leur double qualité de reproductrices et productrices." ²⁴

En 1910, une brochure importante est publiée par Lydie Pissarjevski, secrétaire du Congrès international permanent féministe, Socialisme et féminisme. Ce texte, d'une modernité surprenante, refuse dès le départ la confusion entre la lutte des classes et la lutte des sexes. De plus, il lança une idée qui est tout à fait nouvelle jusqu'à ce jour, soit l'idée que la femme est doublement exploitée: à la fois par le capital et par l'époux. Idée qui selon nous, sera reprise plus tard au 20^e siècle par les féministes matérialistes, radicales et socialistes. D'ailleurs, le texte de Pissarjevski prévoyait que:

"si le 18^e siècle a révélé la question féministe, si le 19^e siècle l'a fait évoluer, le 20^e siècle

peut, sous certaines conditions favorables, être envahi par elle." 25

L'ensemble de ces textes inscrits dans le courant marxiste et écrits au 19^e siècle laisse entendre que la révolution socialiste, par l'abolition de la propriété privée et la collectivisation des moyens de production, amènera la libération des femmes. Nous ne remettons pas en question la pertinence de ces textes dans le contexte de l'époque, mais nous sommes obligées de constater que la révolution socialiste s'est faite, dans de nombreux pays depuis, sans pour autant enrayer complètement l'oppression et l'exploitation des femmes.

cadre féministe radical

Le postulat de base du féminisme radical avance que l'oppression des femmes constitue la contradiction fondamentale à éliminer. Il se résume aux quatre idées de base suivantes:

1) Les femmes sont historiquement le premier groupe opprimé et l'oppression des femmes est celle qui est la plus répandue dans toutes les sociétés.

2) L'oppression des femmes est l'oppression la plus profonde, donc la plus difficile à enrayer et ne disparaîtra nullement par des changements sociaux tels que l'abolition d'une société de classes sociales.

3) L'oppression des femmes engendre la plus grande souffrance pour ses victimes quantitativement et qualitativement, même si

cette souffrance n'est pas toujours reconnue en raison des préjugés de la part des oppresseurs et des victimes.

4) L'oppression de la femme fournit, selon Shulamith Firestone, un modèle conceptuel qui permet de comprendre aussi toutes les autres formes d'oppression (racisme, oppression de classes, etc.)²⁶

Toutes les féministes radicales sont d'accord sur les trois points premiers mais divergent d'opinion en ce qui a trait aux causes de l'oppression des femmes.

Deux auteurs s'inscrivant dans cette théorie, Shulamith Firestone et Charlotte Bunch, reconnaissent toutes les deux que l'origine de l'oppression des femmes est biologique et reliée à leur fonction de maternité. La solution proposée par Firestone dans La dialectique des sexes réside dans une révolution biologique qui permette la reproduction extra-utérine des enfants.

Quant à Charlotte Bunch, elle propose dans son livre Lesbians in Revolt d'opter pour le lesbianisme, car c'est la seule décision politique qui permettra aux femmes d'atteindre à l'éradication du sexisme.

L'aspect de cette théorie que nous critiquons est lié au fait que l'on reprend le discours conservateur en prétendant que le caractère reproductif des femmes est, comme facteur biologique, responsable de la subordination des femmes. Selon les postulats de base du féminisme radical, il apparaît clairement

que l'homme est reconnu comme l'ennemi principal de l'oppression des femmes. Le système d'organisation sociale ne joue aucun rôle dans cette oppression. Logiquement, nous comprenons que, pour les féministes radicales, le lesbianisme apparaisse comme la seule solution politique, mais nous croyons qu'il mène à un ghetto de femmes puisque la lutte à ce niveau isole complètement les hommes de la lutte des femmes contre le sexisme. Ce choix nous apparaît d'ailleurs comme une solution applicable strictement aux femmes des pays développés, car elle implique un choix politique que la majorité des femmes dans les pays du Tiers Monde ne peuvent même pas imaginer en raison de leur situation spécifique. Ce cadre d'analyse est inapplicable à la condition des femmes du Tiers Monde.

Cadre féministe socialiste

Le féminisme socialiste refuse l'explication du déterminisme biologique comme cause de l'oppression des femmes mais remet en question le rôle des institutions sociales et du conditionnement social pour maintenir les femmes dans leur oppression, au foyer comme au travail. La théorie féministe socialiste analyse l'oppression des femmes par rapport à la lutte des classes et au phénomène patriarcal tout en mettant l'accent sur l'articulation qui existe entre l'une et l'autre.

Basée sur l'approche du matérialisme historique de Marx et Engels, cette théorie remet en cause globalement toutes les institutions de la société capitaliste et la famille en tant que

cellule nucléaire. Le féminisme socialiste naît en Europe à la fin du 19^e siècle avec l'industrialisation et l'incorporation massive des femmes dans le capitalisme jusqu'en 1920. Après cinquante ans de silence, où se sont opérées des transformations économiques et sociales en Europe et Amérique du nord, il resurgit vers la fin des années soixante, armé de revendications beaucoup plus radicales. 27

La divergence entre les féministes socialistes et les marxistes traditionnel-le-s réside dans l'incapacité chez ces dernière-s à fournir une explication adéquate de l'oppression des femmes. Les féministes socialistes considèrent que les femmes ne subissent pas toutes la même oppression dépendant de la classe sociale à laquelle elles appartiennent.

C'est pourquoi l'analyse des féministes socialistes repose sur le marxisme, mais reconnaît que le sexisme et le capitalisme sont inséparables l'un de l'autre. Il n'y a pas d'oppression secondaire pour elles, mais bien deux formes d'oppression, l'une sexiste et l'autre économique qui se renforcent mutuellement.

Ce sont elles qui ont élaboré la critique la plus poussée du rôle de la famille dans la société capitaliste. La famille nucléaire contemporaine par ses fonctions économique, sociale et idéologique constitue un support indéniable au fonctionnement du système capitaliste. Au niveau économique, la famille joue le

rôle de cellule économique de base pour la consommation des produits du capitalisme. En isolant les femmes au foyer, le système capitaliste a isolé les femmes et les a rendues économiquement dépendantes de l'homme. Celles-ci constituent en même temps l'armée de réserve pour la main-d'oeuvre que les gouvernements n'hésitent pas à utiliser en temps de guerre et à renvoyer au sein du foyer quand les besoins du capitalisme le demandent. Au niveau social, la famille joue un rôle primordial dans la société capitaliste pour inculquer les normes et les valeurs du système capitaliste et de la propriété privée. Au niveau idéologique, la famille est le véhicule des valeurs traditionnelles du capitalisme : valeurs d'autorité, de compétition, de possession, de chauvinisme, entre autres.

La stratégie proposée par cette théorie passe par le processus de la révolution anti-capitaliste. Selon Françoise Le Calvez,²⁸ la base d'une stratégie révolutionnaire pour le mouvement féministe socialiste réside dans un programme de revendications démocratiques et transitoires, élaborées à partir des besoins de la majorité des femmes dans une phase transitoire qui permettra d'atteindre la révolution socialiste.

Les principales revendications sont de quatre ordres. La reconnaissance du droit au contrôle sur son propre corps, c'est-à-dire droit à l'avortement, à la contraception et à la prise de décision. La libération de l'esclavage domestique qui implique la création de garderies ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-qua-

tre, de services collectifs, de cafeterias, de buanderies, le droit à un salaire pour le travail domestique. L'indépendance économique et l'égalité dans l'éducation.

Quelles sont les actions à envisager pour obtenir la reconnaissance de ces revendications? Selon les féministes socialistes, bien que les femmes des différentes classes sociales souffrent à des degrés divers de l'absence de garderies, de l'inégalité des salaires, de la discrimination dans l'emploi et du conditionnement social, il existe une base objective sur laquelle unifier la lutte des femmes de différentes classes et nationalités. Toutes les femmes sont opprimées en tant que femmes par le capitalisme, car l'oppression des femmes est universelle. Les femmes sont unies à la fois par l'oppression sexiste et divisées par la société de classes.

Le fait que les femmes souffrent de leur oppression à des degrés divers selon leur classe sociale rend nécessaire d'organiser des groupes différents et autonomes à partir de leur oppression spécifique: groupes d'étudiantes, groupes d'immigrantes, groupes de travailleuses, groupes de lesbiennes, etc. Ces différents groupes malgré leur diversité auront comme but commun d'aboutir à la destruction du capitalisme.

Cadre féministe matérialiste

La théorie féministe matérialiste utilise le matérialisme

historique pour expliquer l'oppression des femmes. Elle utilise la même méthode que les féministes socialistes, sauf qu'elle applique celle-ci aux relations matérielles patriarcales au lieu des relations matérielles capitalistes. L'oppression patriarcale occupe le coeur de leur analyse dans les rapports hommes/femmes. Elle nie que l'oppression de classes bourgeoisie-prolétariat soit pertinente à l'analyse de l'oppression des femmes. Pour les féministes matérialistes, l'ennemi principal de la femme n'est pas le capitalisme mais bien le système patriarcal.

"Nous souhaitons qu'une science féministe puisse advenir, qui rende compte de la formation patriarcale hiérarchique (et de son impact sur les individus), et par là-même modifie l'analyse globale de la société".²⁹

Pour les féministes matérialistes, il existe deux systèmes de production. Le mode de production capitaliste (MPC) où la femme vend sa force de travail sur le marché capitaliste; et le mode de production patriarcal (MPP) où la femme donne sa force de travail par appropriation privée dans l'institution du mariage.

Pour Christine Delphy, bien que toutes les femmes ne sont pas toutes issues des mêmes classes sociales, on ne peut contester le fait qu'il y a bien une classe de femmes qui subissent toutes la même oppression, soit l'oppression patriarcale. Ce système spécifique qu'elle appelle patriarcat est:

"... un système de production comportant des rapports de production particuliers entre les sexes" -- "et dans lequel" -- "... l'ensemble des femmes (celles qui font la "double journée" et les femmes au foyer) subissent une exploitation économique commune que ne subissent pas les hommes... dans des rapports de production autres que capitalistes: la production des services domestiques sur le mode gratuit".³⁰

Les femmes, en tant que groupe soumis à ce type de rapport (dans le mode de production patriarcal) où il y a appropriation de leur force de travail (par le travail domestique effectué gratuitement), constituent une classe de sexe. C'est en raison de ce rapport particulier des femmes avec le travail domestique dans le cadre du mode de production patriarcal que Delphy conclut à l'existence de rapports de sexage. Ces rapports de sexage se traduisent par l'appropriation privée et collective sociale de toutes les femmes sur laquelle Colette Guillaumin a également élaboré.³¹

En résumé, le cadre d'analyse féministe matérialiste se caractérise par deux postulats de base:

- 1) L'existence de rapports de sexage;
- 2) et, celle d'un mode de production patriarcal comme mode de production.

Les féministes matérialistes rejettent toutes les autres ana-

lyses féministes parce qu'elles sont détachées du contenu de l'oppression spécifique des femmes. Mais, elles utilisent le matérialisme historique comme méthode d'analyse de l'oppression, de l'exploitation et de l'appropriation des femmes en le transposant au mode de production patriarcal.

Base d'une théorie féministe tiers-mondiste

Après avoir présenté un survol des cadres conceptuels d'analyse occidentaux, nous tenterons ici de les critiquer en faisant ressortir les points faibles de chacun d'eux par rapport à la situation des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe.

Notre réflexion s'appuie principalement sur le texte du Collectif des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, Des latino-américaines. 32

L'objectif de cette section est de produire un cadre théorique féministe adéquat à l'analyse de la situation des femmes latino-américaines et conséquemment à celle des femmes cubaines.

1) Nous réfutons l'adéquation du cadre libéral qui présente le sexisme comme une inégalité législative entre les hommes et les femmes. Cependant, comme la théorie libérale ne se préoccupe pas des causes de cette inégalité, les solutions qu'elle propose s'en trouvent limitées parce qu'elles ne touchent principalement que le monde du travail où tous les individus sont supposés avoir des chances égales au départ. La place qu'occupe chaque personne dans la société en termes de classe sociale ne constitue pas pour cette théorie un critère pertinent d'analyse de l'oppression des femmes. C'est aussi ce qui en fait sa limite. De plus, l'absence de perspective historique pour analyser la société capitaliste est une autre lacune de ce cadre d'analyse.

2) Nous réfutons le cadre marxiste traditionnel où le sexisme est analysé comme résultat direct des conflits de la lutte des classes. Le sexisme apparaît comme un phénomène secondaire par rapport à la lutte des classes qui est la contradiction fondamentale. Conséquemment, pour les marxistes, la révolution socialiste amènera la libération des femmes. Nous pensons au contraire que ceci n'est pas automatique: prenons notamment l'exemple de l'Algérie, où les femmes ont fait la révolution avec les hommes pour être ensuite réintégrées dans leurs foyers et sous leur voile. 33

D'autre part, les marxistes traditionnel-le-s ne remettent pas en question la responsabilité des femmes face aux tâches domestiques. Aucune solution du point de vue sociétal n'est envisa-

gé face à ce problème. Ceci représente une contradiction puisque le marxisme vise à l'intégration des femmes dans la production créant ainsi la réalité de la double journée (travail domestique et travail productif) pour toutes les femmes sur le marché du travail.

3) Nous réfutons le féminisme radical, théorie où le sexisme constitue la contradiction principale. Cette théorie vise à réorganiser la vie économique afin que les femmes puissent s'y intégrer et occuper des postes de pouvoir. Le choix du lesbianisme comme décision politique pour atteindre à l'élimination du sexisme nous apparaît difficilement réalisable dans un contexte autre qu'occidental et plus particulièrement dans le contexte latino-américain où ce choix devient pratiquement utopique en raison des structures sociales en place et des traditions du machismo. 34

Le véritable problème est d'éliminer le rapport de domination qui existe entre les hommes et les femmes et non pas l'homme comme être biologique. Car, c'est tomber dans le piège de la "nature" que de dire que l'homme constitue l'ennemi principal.

4) Le féminisme socialiste analyse l'oppression des femmes en termes d'interdépendance du genre et de la classe sociale. Dans cette théorie, les deux expressions sont fondamentales. Les oppressions, sexiste et économique, sont liées à l'interdépendance du sexisme et du capitalisme. Théoriquement, cette analyse

est applicable à la réalité des femmes du Tiers Monde parce qu'elle tient compte aussi du rôle impérialiste des pays capitalistes avancés sur les pays du Tiers Monde. Mais en pratique, à la lecture des textes théoriques issus de ce courant, nous réalisons que les revendications de certaines féministes socialistes telles que le Collectif italien³⁵ ainsi que Maria Rosa Della Costa et Selma James³⁶ sur le droit des femmes à un salaire en échange du travail ménager n'est applicable que dans le cadre d'une société capitaliste avancée et non dans les pays du Tiers Monde comme en Amérique latine où subsistent des formes pré-capitalistes de production. Nous contestons donc la pertinence de cette revendication en soutenant que le fait de verser un salaire à chaque ménagère pour son travail domestique mènerait les femmes à une plus grande ghettoïisation de celles-ci et à leur confinement aux tâches domestiques.

5) Le féminisme matérialiste utilise le matérialisme historique comme méthode d'analyse de l'oppression des femmes et l'applique au mode de production patriarcal. Le sexisme y est analysé en fonction des relations matérielles patriarcales qui sont constitutives du mode de production patriarcal et indépendamment du mode de production capitaliste. L'existence de ce mode de production patriarcal sous-entend que l'exploitation, l'oppression et l'appropriation des femmes à l'intérieur des rapports de sexe sont les mêmes pour toutes les femmes à l'échelle mondiale.

Nous sommes d'accord sur le fait que toutes les femmes subissent une oppression qui prend différentes formes, mais nous réfutons les féministes matérialistes lorsqu'elles mettent sur un pied d'égalité l'oppression, l'exploitation et l'appropriation vécues par les femmes de la classe bourgeoise avec celles des femmes de la classe ouvrière et ce particulièrement en Amérique latine où les écarts de richesse entre l'une et l'autre classe empêchent toute comparaison.

Enfin, nous contestons le fait que les féministes matérialistes ne reconnaissent pas que les intérêts de classe peuvent être parfois plus forts entre un homme et une femme de la classe bourgeoise que les intérêts de sexe de deux femmes de classes antagonistes, l'une bourgeoise, l'autre prolétaire, bien que ces deux femmes partagent la responsabilité commune du travail ménager: la bourgeoise, en planifiant le travail ménager de sa (ou ses) domestique-s et l'ouvrière, en l'effectuant elle-même après sa journée de travail à la manufacture. La réalité quotidienne des femmes dans la plupart des pays d'Amérique latine (sauf Cuba) présente ces deux conditions de vie fondamentalement différentes qui font ressortir davantage la primauté des intérêts de classe sur les intérêts de genre dans certaines conditions données.

Essayons de définir clairement maintenant quels sont les dangers d'une transposition arbitraire des objectifs de lutte propres aux mouvements féministes des pays développés occidentaux à l'Amé-

rique latine et la Caraïbe.

La première question à se poser est de savoir de quel droit, nous Occidentales, pourrions-nous prétendre que nos modèles théoriques féministes définis et élaborés à partir de nos besoins et de nos problèmes en tant que femmes vivant dans des sociétés capitalistes avancées, ont quelque raison de correspondre à la situation matérielle des femmes du Tiers Monde en général, et dans le cas présent à celle des femmes en Amérique latine, ou à Cuba plus précisément?

Nous oublions souvent en tant qu'Occidentales ou Occidentaux que le colonialisme intellectuel est une forme de domination aussi présente et aiguë actuellement que le fut le colonialisme européen en Afrique ou en Amérique latine dans les siècles passés.

Ceci étant posé, tâchons maintenant de cerner les critiques que des femmes du Tiers Monde ont adressées aux modèles féministes américains et européens.

Le Collectif des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe a mis en lumière un certain conditionnement de l'Occident à vouloir imposer ses valeurs comme universelles. Ceci constitue une longue tradition héritée de nos ancêtres colonialistes et qui a tendance à se manifester au 20^e siècle par l'imposition de modèles socio-culturels imposés aux peuples du Tiers Monde sous dif-

férentes formes.

En tant que féministes, les Occidentales sont en train de tomber exactement dans ce même modèle avec les principes idéalistes de "sororité", c'est-à-dire de solidarité féminine universelle. Bref, toutes les théories féministes qui s'inspirent du postulat: "nous sommes toutes soeurs et égales" ³⁷ (notamment, les féministes libérales, radicales et matérialistes) tentent d'occulter un élément d'analyse essentiel à la compréhension de l'oppression spécifique à chaque femme, "cette oppression ne se posant pas dans les mêmes termes pour la femme bourgeoise et pour la femme prolétaire" ³⁸, soit le rapport qui existe entre la lutte des femmes d'une part, et la lutte des classes, d'autre part.

Concrètement, les Latino-américaines précisent en effet que le point fondamental ne se situe pas au niveau des similitudes qui existent entre toutes les femmes, mais surtout au niveau des différences et que c'est par les liens qui seront créés entre les mouvements de libération des femmes et les organisations politiques révolutionnaires que naîtront des solutions pour l'élimination de l'oppression des femmes.

Le second aspect sur lequel nous devons apporter un éclaircissement touche la conséquence de l'application des objectifs et des revendications des mouvements féministes des pays capitalistes avancés qui conduit à la formation de mouvement féminis-

te latino-américain élitiste, c'est-à-dire réservé aux femmes de la classe bourgeoise. Conséquemment, la majorité des femmes paysannes, ouvrières et sous-prolétaires ne sont aucunement concernées par ces mouvements dont les revendications sont pensées par des Occidentales qui ne vivent aucunement les mêmes problèmes qu'elles.

Nous examinerons maintenant comment certaines revendications et certains objectifs des mouvements féministes occidentaux excluent par leurs pratiques la défense des intérêts des femmes des classes prolétaires d'Amérique latine et de la Caraïbe.

1) La revendication du salaire égal pour un travail d'égale valeur est commune à toutes les théories féministes occidentales (sauf le cadre conservateur). Mais, elle devient absurde dans plusieurs pays latino-américains où il y a subsistance du mode de production pré-capitaliste. Dans les zones rurales, la famille paysanne constitue l'unité productive et reçoit en tant que telle : soit, un salaire global pour la famille (constituée habituellement du père, de la mère et des enfants), soit une partie de la récolte en échange du travail de tous les membres de la famille. Il n'y a donc pas dans ce cas, de salaire pour l'homme ou pour la femme, mais bien une rémunération collective versée au sein du mode de production pré-capitaliste au service du système capitaliste.

Cependant, cette revendication s'avère juste dans le cas où les femmes sont incorporées au mode de production capitaliste, bien qu'elle reste limitée si elle n'implique pas une remise en question globale de toutes les structures sociales. Car, dans la majorité des pays latino-américains, l'exploitation capitaliste touche durement les hommes et encore plus les femmes qui sont intégré-e-s au processus de production capitaliste. En Amérique latine, les femmes sont recrutées par les multinationales pour travailler dans les secteurs spécifiques d'activités aliénantes et ennuyeuses telles que: l'exploitation minière ³⁹, l'agriculture, l'industrie manufacturière et le secteur tertiaire en général.

A Cuba, cependant les femmes sont intégrées en bonne partie dans le processus de production socialiste mais ne sont pas concernées par cette revendication car elles reçoivent un salaire égal à celui des hommes pour un même travail.

2) La seconde revendication contestée par les femmes latino-américaines a trait à la revendication du droit à un salaire pour toutes les femmes au foyer effectuant le travail domestique. Cette revendication a été adressée par les féministes matérialistes (Delphy), certaines féministes socialistes d'Europe (le Collectif italien: Etre exploitées) et des féministes socialistes des Etats-Unis.

Rappelons le postulat de base sur lequel s'appuie cette

revendication. Le travail domestique est du travail productif (il existe beaucoup de divergences d'opinion sur ce point par rapport au sens marxiste du terme productif qui est relié à la production de plus-value); toutes les femmes sont à la limite des ménagères; donc, l'Etat doit verser à toutes les femmes au foyer un salaire en contrepartie de leur travail domestique.

La critique majeure des Latino-américaines sur cette revendication concerne l'imposition de l'extérieur, soit de l'Europe et des Etats-Unis, d'un point de vue individualiste et réformiste sur le travail domestique aux pays latino-américains. Elles réfutent cette position parce que la solution proposée ne résoud pas le problème du travail domestique, elle ne fait que le rendre encore plus spécifique aux femmes. La déviation des Occidentales réside dans cet endoctrinement de valeurs capitalistes qui évitent de régler les problèmes en s'attaquant à leur racine, soit la prise en charge de l'organisation du travail ménager par la société et la transformation de la base et des structures sociales du système capitaliste. ⁴⁰

Par ailleurs, les définitions que les Occidentales ont donné du travail domestique varient à ce point qu'il va du travail matériel proprement dit (cuisine, ménage, lessive) aux services physiques, émotionnels et sexuels. Zancan Marina a défini le travail domestique en ces termes:

"... le travail matériel, l'activité sexuelle et l'ensemble du domaine affectif que l'on exige de nous et que nous avons le devoir d'accomplir puisque finalement nous sommes disponibles d'abord au bien-être de l'"autre" avant même de satisfaire nos propres besoins." ⁴¹

Bref, à la limite certaines féministes en sont venues à considérer comme du travail, toute activité effectuée par une femme au sein du foyer en y incluant les relations affectives et inter-personnelles. Pour le Collectif des Latino-américaines cette confusion devient une aberration:

"Car, mettre sur le même plan le travail, les relations sociales, le domaine de l'expression personnelle et la "domesticité" en tant que servitude "féminine", c'est nier toute possibilité créatrice aux rapports humains et vider de tout son sens la notion de travail." ⁴²

Enfin, dans la conjoncture actuelle de crise économique mondiale, réclamer un salaire pour les femmes au foyer est une mesure qui contribue à renforcer la structure familiale et le système capitaliste ⁴³, car le salaire versé aux femmes au foyer pourrait très bien devenir le prétexte qu'utiliserait un Etat capitaliste pour renvoyer toutes les femmes travaillant à l'extérieur dans leur foyer respectif. Ce serait ni plus ni moins que:

"d'institutionnaliser la division du travail par sexes et la discrimination permanente des femmes. De plus, au lieu de stimuler un changement, cette

mesure renforcerait les structures mentales qui soutiennent le système traditionnel de rapports homme-femme, la structure de la famille patriarcale et, par conséquent, le système capitaliste." 44

Conséquemment, la solution que propose le Collectif des femmes de l'Amérique latine et de la Caraïbe en ce qui a trait au travail domestique exige que celui-ci soit pris en charge par des hommes et des femmes hors du contexte familial par des mesures d'ordre social très précises. Nous aurons l'occasion de discuter dans le second chapitre des mesures législatives qui ont été mises en place pour le partage des tâches domestiques entre les hommes et les femmes à Cuba.

3) Les autres revendications émises par les mouvements féministes occidentaux touchent principalement les secteurs de santé et d'éducation. Au niveau de la santé, les féministes occidentales de tendance radicale, matérialiste et socialiste ont beaucoup manifesté pour obtenir un contrôle de leur propre corps au niveau de la contraception, de la maternité, du droit à l'avortement. Pendant ce temps, des milliers de femmes latino-américaines étaient stérilisées et contraceptées massivement pour avoir droit à l'aide économique des pays impérialistes luttant pour le contrôle de la surpopulation dans le Tiers Monde. Ainsi Eduardo Galeano cite Robert McNamara dans son livre Las venas abiertas de America Latina (McNamara était à l'époque président de la Banque mondiale):

"L'explosion démographique constitue l'obstacle le plus grand pour le progrès de l'Amérique

latine"...les prêts octroyés par la Banque mondiale iront prioritairement aux pays qui appliquent des plans de contrôle de la natalité." 45

Toute revendication concernant l'amélioration de la santé des femmes nécessite qu'il y ait au départ un service médical accessible à l'ensemble de la population ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays d'Amérique latine. Il n'y a pratiquement que la classe bourgeoise qui ait les moyens de se payer des soins de santé.

4) — Pour ce qui est des revendications pour de meilleurs établissements d'enseignement pour les femmes, elles n'ont pas de sens en Amérique latine parce qu'en général le système d'éducation est très limité et réservé à l'élite; les femmes n'y ont accès que pour les premières années du cycle primaire quand c'est possible financièrement pour une famille. Pour plus de précision, on n'a qu'à consulter les données relatives sur les taux d'analphabétisme en Amérique latine et dans la Caraïbe.

6) Les législations sur le divorce et les pensions alimentaires sont également très irréalistes pour les femmes d'Amérique latine, car dans plusieurs de ces pays :

"40% de la population vit en concubinage et considère l'institution matrimoniale comme un luxe réservé uniquement aux "riches". 46

La lutte des femmes latino-américaines doit s'engager sur tous-les fronts à la fois pour atteindre à leur propre libération. Elle doit s'engager d'une part, pour atteindre à la libération nationale de leur société et d'autre part, pour obtenir leur libération personnelle comme femmes. Dans le contexte latino-américain, il est essentiel de comprendre qu'une lutte de femmes isolée et déconnectée des autres luttes des travailleurs et travailleuses de chaque formation sociale est pratiquement vouée à l'échec. Parce que ce qui permettra aux femmes de se défaire de leur carcan d'oppression dépend directement des liens et de la solidarité qu'elles pourront établir entre leurs pratiques de luttes et celles de l'ensemble de la masse prolétarienne. Car, comme le souligne le Collectif des femmes latino-américaines et de la Caraïbe:

"En définitive, ces femmes travailleuses non seulement en feront partie mais de leurs luttes naîtront aussi les tactiques et la pratique quotidienne qui vont orienter ces mouvements. Ceux-ci devront à leur tour influencer dans le processus politique général de chaque pays." ⁴⁷

Au niveau des pratiques quotidiennes de lutte, un mouvement de femmes, dans le contexte des pays plus industrialisés d'Amérique latine tels l'Argentine, le Brésil, le Mexique et Porto Rico devra se préoccuper de l'organisation de ces femmes ouvrières au sein des syndicats. Une prise de conscience des travailleurs et des travailleuses uni-e-s dans une même grève pour des revendications salariales peut se combiner à celle de l'oppression spécifi-

que des femmes. Et les organisations syndicales d'institutrices, d'infirmières et d'ouvrières du textile sont des secteurs où beaucoup d'actions touchant l'amélioration de la condition des femmes peuvent être favorisées car les femmes y sont majoritaires. Par contre, les secteurs où se retrouvent des employées domestiques, des couturières, des travailleuses à la pièce, des femmes qui travaillent au noir sont des secteurs où les femmes sont complètement isolées. Le regroupement de ces femmes devient une priorité pour un véritable mouvement de femmes qui prend racine à la base même de l'oppression de celles-ci.

Quant aux pays où l'agriculture est l'activité principale, les femmes paysannes sont impliquées directement, tout comme les hommes, au processus de production. Les luttes sociales concernent autant les femmes que les hommes dans ce secteur. Plusieurs groupes de paysannes ont d'ailleurs dirigés des occupations de terre en Bolivie, en Equateur, au Pérou. Lors du premier Congrès des femmes paysannes réalisé en 1973 à Ovejas, en Colombie, les femmes paysannes colombiennes ont démontré que la lutte des femmes ne pouvait pas être séparée de la lutte pour l'émancipation des classes exploitées.

"Nous ne voulons pas être des esclaves d'esclaves",
ont-elles dit".⁴⁸

Cet exemple illustre clairement que la lutte féministe et la lutte politique contre l'oppression capitaliste peut se faire simultanément.

Pour ce qui est des femmes au foyer, le Collectif des femmes latino-américaines et de la Caraïbe propose de considérer ces femmes selon la classe sociale à laquelle elles appartiennent. Car leurs vécus et leurs revendications sont tout à fait différents. En haut de l'échelle, on retrouve un petit pourcentage de femmes de la classe bourgeoise qui ont plusieurs domestiques à leur service et ne travaillent pas. Les femmes de la petite bourgeoisie sont plus nombreuses et elles sont habituellement réfractaires à tout changement. Il faut donc viser à regrouper ces femmes dans une politique de prise de conscience rattachée à leur milieu de vie par différents moyens tels que des demandes pour des services collectifs, des écoles, des services de planning familial volontaire, des cours de perfectionnement aux adultes, etc. ⁴⁹

Au bas de l'échelle socio-économique, on retrouve les femmes des bidonvilles, extrêmement démunies qui sont en chômage ou travaillent occasionnellement pour des salaires dérisoires (entre autres les employées domestiques).

Pour toutes ces femmes, bien que leur prise de conscience sera différente selon leurs conditions socio-économiques, leur libération doit nécessairement passer par leur incorporation directe au processus de production. Car c'est la première étape pour atteindre à l'indépendance économique. Cependant, cette indépendance économique ne peut pas être atteinte si les gouvernements en place ne manifestent aucune volonté politique pour intégrer les

femmes au procès de production. D'où la nécessité pour toutes les femmes de s'unir à des groupes politiques mixtes qui feront des actions dans ce sens.

Il existe déjà certains groupes féministes en Amérique latine et dans la Caraïbe composés de femmes intellectuelles de la petite bourgeoisie et de la classe moyenne; ceux-ci sont inspirés des mouvements féministes occidentaux et ne répondent qu'aux besoins d'une certaine élite. C'est pourquoi il faut que tout mouvement de libération de femmes en Amérique latine puisse d'abord:

"exprimer les espoirs de la plupart des femmes d'Amérique latine. Pour cela, il doit être un mouvement populaire inscrit dans une praxis révolutionnaire." 50

Cette réflexion sur la situation générale des femmes en Amérique latine et dans la Caraïbe nous a permis de saisir les points essentiels aux pratiques de lutte d'un véritable mouvement de femmes dont les racines touchent aux causes profondes de l'oppression économique de tout un peuple et à celles de l'oppression spécifique des femmes latino-américaines.

Nous analyserons maintenant comment la praxis révolutionnaire des femmes cubaines s'inscrit dans un mouvement véritable de femmes engagées dans une vision dialectique des nombreuses forces qui jouent au sein de la société selon des rapports complexes. Le cadre d'analyse féministe que nous proposons pour examiner la base

matérielle de l'oppression des femmes dans toute formation sociale doit tenir compte des facteurs suivants:

- Analyser dans une double perspective matérialiste historique et féministe l'ensemble des facteurs économiques, juridico-politiques et idéologiques qui ont contribué à maintenir l'oppression des femmes à travers l'histoire d'une formation sociale donnée. C'est-à-dire analyser concrètement la réalité matérielle des femmes aux niveaux de la production et la reproduction à l'intérieur des rapports hommes/femmes, femmes/famille et femmes/société.

Nous croyons aussi que toute analyse de l'oppression des femmes doit tenir compte de la position qu'occupe une formation sociale donnée dans le système capitaliste mondial afin de saisir les rapports de domination qui déterminent la base matérielle de l'oppression d'un pays sur un autre et de percevoir les conséquences de celle-ci sur les femmes et les hommes de la formation sociale étudiée. Conséquemment, l'unité des hommes et des femmes devient essentielle pour lutter contre l'oppression capitaliste et l'oppression sexiste simultanément. Cet élément apparaît en effet déterminant pour faire avancer la lutte des femmes. C'est pourquoi la praxis de tout mouvement de libération des femmes doit s'inscrire "dans une perspective commune avec les autres organisations vis-à-vis des objectifs globaux de la libération (d'un) peuple".⁵¹

Nous analyserons donc dans les prochaines pages, l'ensemble des rapports hommes/femmes où se manifestent dialectement la

praxis sociale des femmes cubaines pour atteindre à des changements institutionnels. Ces changements institutionnels passent par des bouleversements sociaux, économiques, juridico-politiques et idéologiques qui ultérieurement modifieront ces rapports. Dans ce sens, l'étude de la formation sociale de Cuba nous servira d'exemple pour illustrer la praxis révolutionnaire des femmes.

CHAPITRE I

APERCU HISTORIQUE DE LA SITUATION DES FEMMES CUBAINES AVANT 1959

Nous verrons, dans ce premier chapitre, quelle était la situation matérielle des femmes cubaines avant la Révolution de 1959.

Nous détacherons les données pertinentes à l'analyse des instances socio-économiques, juridico-politiques et idéologiques à travers un survol historique des principaux événements politiques des périodes colonialiste et de la pseudo-république de Cuba.

1.1 - Au niveau des instances économiques

Avant la Révolution, les femmes cubaines avaient le choix entre trois possibilités: être mères de famille, domestiques ou prostituées. Au début du 20^e siècle, les Cubains et les Cubaines sont passé-e-s de la domination espagnole à la domination améri-

caine. Peu de femmes, alors, étaient préoccupées par la libération des femmes comme revendication spécifique d'un mouvement parce que les conditions de vie et de travail étant similaires pour les femmes et les hommes. La première libération à obtenir, celle qui logiquement, pourrait en permettre d'autres, était la libération nationale d'un peuple opprimé et exploité par la domination politique et économique des Etats-Unis, laquelle n'avait fait que succéder en 1899 à celle de l'Espagne.

Afin de saisir le climat économique à Cuba de 1900 à 1959, nous ferons un historique de la situation économique générale et des différents bouleversements politiques survenus au cours de cette période. Nous saisirons ainsi avec plus de clarté la situation des femmes cubaines au niveau économique.

Cuba sous l'Amendement Platt (1902-1934)

Les Etats-Unis, en participant militairement à la guerre contre les Espagnols à Cuba en 1898, s'assurèrent par l'Amendement Platt inscrit dans la Constitution de Cuba d'avoir le droit légal d'intervenir dans les affaires politiques cubaines chaque fois que la paix sociale et la sécurité des citoyens et citoyennes cubain-e-s seraient menacées. Ceci constitua le premier jalon d'une série de traités et d'amendements qui contribuèrent à assurer de plus en plus la mainmise américaine sur Cuba.

A la suite de la ratification de l'Amendement Platt dans la nouvelle Constitution cubaine élaborée sur le modèle du système

gouvernemental présidentiel américain, le gouvernement des Etats-Unis reconnut formellement l'Indépendance de la République de Cuba le 20 mai 1902. Ceci mit fin également à quatre ans d'administration militaire américaine à Cuba. Les Etats-Unis obtinrent par la même occasion le territoire de la Baie de Guantanamo où ils établirent une importante base militaire. En 1903, un traité de réciprocité fut signé entre les Etats-Unis et le premier président de Cuba, Estrada Palma, par lequel Cuba accordait 20% de réduction sur les prix USA de toutes les exportations cubaines. Ce traité fut le premier pas d'un long processus visant à l'intégration de l'économie cubaine à celle des Etats-Unis.

La récolte de sucre cubain était exportée entièrement aux Etats-Unis tandis que les investissements américains et étrangers se déversaient dans les industries de sucre et l'infrastructure économique cubaine.

Si, d'une part, ces investissements étrangers eurent pour conséquence d'amener des périodes de grande prospérité à Cuba, cela eut aussi pour effet de contribuer au développement d'une économie basée sur un seul produit et à la dépendance de cette économie envers les marchés et les politiques tarifaires américaines.

L'instabilité politique continua à se manifester par des rébellions de la population cubaine contre les gouvernements élus. La corruption et les assassinats devinrent un phénomène

fréquent de la vie politique.

De 1906 à 1909, une autre intervention américaine prit place à Cuba. De 1924 à 1933, le gouvernement du Général Gérardo Machado tenta sans succès d'implanter des réformes qui auraient pu apporter une certaine amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière.

En 1930, l'effondrement du marché du sucre associé à l'ampleur de la dépression et à l'augmentation des mesures répressives du gouvernement Machado aboutirent à une grève générale dans tout le pays en mai 1933 et à la chute du gouvernement Machado. San Martin et Guiteras formèrent ensuite un gouvernement révolutionnaire qui fut renversé en 1934 par Fulgencio Batista. ⁵²

Le gouvernement Batista (1934-1958)

Le nouveau président américain, Franklin Roosevelt, décida d'établir de nouvelles relations américaines avec l'Amérique latine sur une base de politique de bon voisinage. Les gouvernements américain et cubain acceptèrent en 1934 l'abrogation de l'Amendement Platt. De 1934 à 1940, Batista fut le chef de l'armée cubaine, position qui lui permit de choisir les présidents au pouvoir jusqu'à ce qu'il soit élu lui-même en 1940, appuyé par l'armée et les syndicats ouvriers. Grau San Martin et Carlos Prío Socarras lui succédèrent en 1944 et en 1948. Puis, en 1952, Batista reprit

le pouvoir par un coup d'Etat quelques jours avant la tenue de nouvelles élections.

La seconde période de la présidence de Batista fut marquée par un régime autoritaire s'appuyant sur la répression de plus en plus brutale des mouvements de l'opposition. Le 26 juillet 1953, Fidel Castro entouré d'un groupe de cent vingt jeunes attaquèrent la caserne de La Moncada à Santiago de Cuba. L'échec de cette opération aboutit à la mort de la moitié des révolutionnaires tandis que les autres, dont Fidel Castro, sont emprisonnés à l'île des Pins. Amnistiés en 1955, Fidel Castro et quelques autres partent en exil pour le Mexique où ils rencontrent un médecin argentin, Ernesto Che Guevara. En 1956, Castro et quelques hommes débarquèrent à Cuba en partance du Mexique à bord du bateau Granma et s'installèrent dans la province d'Oriente pour organiser la guérilla contre Batista. Jusqu'en 1958, ce petit groupe organise les combats dans l'île et se gagne progressivement la sympathie de milliers de paysans, d'étudiants et d'ouvriers qui lutteront jusqu'à la défaite totale de l'armée et du gouvernement de Batista. Celui-ci s'enfuit du pays le 1^{er} janvier 1959, laissant la place à l'armée de Fidel Castro qui entrera dans La Havane le 8 janvier de la même année. Un nouveau cabinet est formé le mois suivant, présidé par Manuel Urrutia comme président et Fidel Castro comme premier ministre. 53

C'est sur cette toile de fond politico-économique en ébulli-

tion que s'inscrivent les conditions de vie économiques des femmes cubaines avant la Révolution de 1959. Les chiffres que nous avons pour cette période sont cependant assez limités en ce qui concerne la participation des femmes à la vie économique.

Selon le recensement de 1953, une femme sur sept occupait un emploi à l'extérieur de la maison. Le même recensement démontrait que deux femmes sur cinq en milieu rural ne pouvaient ni lire ni écrire. Le tiers des filles âgées de dix ans n'allaient pas à l'école et une femme sur cent âgées de vingt-cinq ans et plus avait accès à une formation universitaire. ⁵⁴

Les femmes qui durent travailler à l'extérieur de la maison le firent par nécessité. Elles étaient les femmes et les filles de ceux qui étaient sous-employés ou en chômage, des travailleurs et des paysans travaillant pour la survie de leur famille. Elles étaient aussi des femmes seules devant travailler pour assurer elles-mêmes leur survie et celle de leurs enfants.

En 1959, la participation des femmes au marché du travail était de 8.5% ; en 1974, elle sera de 25.3% et atteindra 30% en 1975 pour s'y maintenir jusqu'à aujourd'hui. ⁵⁵

Dans les années cinquante, à Cuba, les emplois disponibles étaient extrêmement limités. En ce qui a trait à la situation

des femmes en Amérique latine, Paula Hollerbach précise que la participation des femmes sur le marché du travail dans les milieux rural et urbain en 1950 était comparable à celle des femmes aux Etats-Unis en 1890. 56

En 1953, les principaux secteurs où l'on retrouvait les femmes étaient le travail domestique (30%), le commerce au détail (20%) et l'éducation (15%). Nous retrouvons ces données au tableau 1. Nous retiendrons l'augmentation importante du nombre de femmes travaillant dans les secteurs de l'éducation (de 15% en 1953 à 30% en 1973), de la santé (de 2% en 1953 à 17.5% en 1973), de l'agriculture (5% en 1953 à 12% en 1973), des professions (1.5% en 1953 à 3.6% en 1973) et de l'industrie du sucre (0% en 1953 à 2% en 1973). Ces augmentations sont dues principalement au fait que depuis 1959 les femmes ont eu accès au même titre que les hommes à l'éducation et à des formations dans des domaines extrêmement variés qui avaient été jusque là réservés plutôt à l'élite bourgeoise tels que la formation médicale et des professions telles qu'avocat, notaire, ingénieur.

Un autre fait intéressant à relever est l'élimination des femmes dans des secteurs comme la domesticité et le travail manuel de 1953 à 1973. Ainsi, en 1953, 30% des femmes au travail étaient domestiques tandis que 3% vivaient de travaux manuels tel que l'artisanat. A partir de 1959, la Révolution a donné à toutes les femmes qui travaillaient comme domestiques des cours

de formation dans un métier de leur choix et l'on a ainsi éliminé progressivement l'exploitation des femmes comme employées domestiques par des riches familles de l'élite bourgeoise cubaine. L'artisanat est ensuite devenu plutôt une activité culturelle offerte dans les écoles, puisque les femmes purent à partir de 1959 recevoir diverses formations débouchant sur le marché du travail. C'est ainsi notamment, que les femmes se sont taillées une place dans l'industrie de la transformation du sucre où elles constituaient 2% de la main-d'oeuvre féminine en 1973. Ce domaine était réservé aux hommes avant 1959. Quant au travail agricole, il n'y avait en 1953 que 2% des femmes qui s'y consacraient, principalement au niveau de l'agriculture de subsistance. En 1973, ce taux était de 5% et les femmes furent intégrées à la production agricole nationale d'exportation.

Dès la fin du 19^e siècle, les femmes furent les premières qu'on alla chercher pour travailler dans les industries de tabac et de café après l'abolition de l'esclavage en 1880. Ces industries refusant de payer des salaires aux hommes libres, allèrent chercher des femmes qu'elles payaient à un salaire inférieur à celui des hommes. Les femmes se retrouvèrent ainsi au bas de l'échelle salariale du prolétariat. 57

En 1953, les secteurs industriels les plus importants ouverts aux femmes étaient le tabac, où elles formaient 37% des travailleurs, et le textile, où elles constituaient 46% de ceux-ci. 58 D'après le recensement de 1953, sept cent mille femmes travaillaient comme domestiques et gagnaient un salaire qui variait entre cinq et trente pesos 59 par mois. Il est important

de souligner que les obligations des domestiques et les conditions de travail variaient selon les employeurs. Les recherches d'Oscar Lewis, Ruth Lewis et Susan Rigdon sur la vie des Cubains et des Cubaines avant la Révolution sont très intéressantes dans ce sens. 60

Le plus souvent, les salaires payés aux domestiques étaient si bas et les emplois autres si rares que beaucoup de femmes n'eurent d'autre choix que de se prostituer pour survivre et faire vivre leurs enfants. Et bien qu'on ne retrouve aucun chiffre officiel en ce qui a trait à la prostitution, cette activité n'étant pas répertoriée dans le recensement de 1953, nous rapportons le témoignage d'un Cubain révolutionnaire sur la situation à Cuba quant à la prostitution avant 1959:

"Personne ne sait combien de nos soeurs durent travailler comme prostituées à Cuba pendant les dernières années du règne tyrannique de Batista. Mais, il y avait à La Havane, en 1957, deux cents soixante-dix bordels, des douzaines d'hôtels et de motels louant des chambres à l'heure, et plus de sept cents bars remplis d'hôtesses - appelées meseras - (métier qui était généralement considéré comme le premier pas vers la prostitution).

- Il y avait environ douze meseras par bar gagnant approximativement \$2.25 par jour. Les propriétaires de ces endroits et le gouvernement retiraient chacun environ \$52 par jour de ces activités. " 61

Par ailleurs, si l'on examine le tableau 2 qui représente le pourcentage féminin de la main-d'oeuvre totale par occupation, nous constatons les bonds prodigieux qui ont été faits dans la majorité de ces occupations entre 1953 et 1973.

Les plus importants apparaissent au niveau de la santé où les femmes sont passées de 10% à 60%; de l'industrie légère, où elles représentaient 9% de la main-d'oeuvre totale en 1953 et où elles occupaient 40% de celle-ci en 1973; et des plastiques, où de 0% en 1953, elles sont passées à 75% en 1973. Ces données peuvent cependant donner l'impression que les femmes se sont déplacées, de 1953 à 1973, dans de nouveaux secteurs en nombre si important que nous assistons peut-être à la naissance de nouveaux ghettos de main-d'oeuvre féminine.

En fait, jusqu'en 1973, il y a eu à Cuba un déplacement de la main-d'oeuvre féminine dans des secteurs d'emploi précis tels que la santé, l'éducation et l'industrie légère, et ce en raison des résolutions 47 et 48 de la loi du ministère du travail qui réservèrent 500 emplois pour les femmes et 500 pour les hommes. Ces résolutions, abolies en 1974, ont en effet contribué à créer des ghettos d'emplois féminins dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'industrie légère notamment.

Cependant, on s'aperçoit aussi qu'un certain rééquilibrage s'est fait au niveau de l'éducation où les femmes constituaient 80% de la main-d'oeuvre en 1953 pour passer à 55% en 1973. Il y a donc eu plus d'hommes qui, après 1959, ont orienté leur carrière vers l'éducation, secteur qui était partiquement un

bastion féminin avant la Révolution. Les femmes ont également plus d'emplois dans le secteur industriel depuis 1959. En 1953, elles constituaient 35% de la main-d'oeuvre dans l'industrie du tabac et en constitueront 44% en 1973; dans les textiles; en 1953, elles représentaient 45% de la main-d'oeuvre et seront 75% de celle-ci en 1973.

Nous terminerons cette section, en interprétant brièvement le tableau 3 qui représente le pourcentage des femmes occupant un emploi salarié par rapport à l'ensemble de la population féminine à Cuba en 1953 et en 1973. On constate qu'en vingt ans, le nombre de femmes sur le marché du travail a presque doublé passant de deux cents cinquante-six mille en 1953 à cinq cents vingt mille en 1973, ce qui représente une augmentation de 13.7% à 24%.

Afin de mieux comprendre la portée de ces diverses données économiques, nous les comparerons à celles de quelques autres pays d'Amérique latine qui étaient dans des conditions similaires avant les années soixante.

A Porto Rico, par exemple, au 19^e siècle, on retrouvait très peu de femmes travaillant hors du foyer. Certaines études rappellent qu'il y avait environ soixante mille femmes employées salariées: la plupart travaillant comme domestiques (18,453), comme blanchisseuses et repasseuses (16,855), comme brodeuses (5,785) ou comme ouvrières (3,910). 62

En 1899 à Porto Rico, les femmes représentaient 9.9% de la main-d'oeuvre. Elles en constitueront 26.1% en 1930 et 24% en 1977. ⁶³ Comme à Cuba, les Porto-ricaines furent intégrées progressivement à l'industrie manufacturière: le tabac, l'artisanat, la confection textile, les usines de cigarettes dans les années 1920-1930. Puis, de 1950 à 1975, il y eut accélération de l'industrialisation spécialisée telle que: le raffinage du pétrole, la pétrochimie ou la chimie. ⁶⁴

De sorte, qu'en 1970, 67% des ouvrières porto-ricaines travaillaient pour l'industrie privée; alors que les 33% restant travaillaient pour le gouvernement. ⁶⁵

On retrouve également la même situation qu'à Porto Rico pour les femmes des Antilles françaises. En Martinique et en Guadeloupe, les femmes se retrouvent dans des secteurs économiques et des emplois requérant peu de qualifications, c'est-à-dire le commerce (9%), l'agriculture (11%) et les services domestiques (25%). ⁶⁶

Bien que le taux féminin de main-d'oeuvre à Porto Rico était de 24% en 1975, leurs conditions socio-économiques de vie ne se sont pas améliorées au cours des années. Les emplois féminins les plus importants sont ceux de l'ouvrière, de l'employée de bureau et des techniciennes. ⁶⁷ Les mêmes constatations s'appliquent aux Antilles françaises. Alors qu'à Cuba, depuis la Révolution, la diversité des emplois offerts aux femmes s'est étendue à plusieurs secteurs nouveaux grâce surtout à la démocratisation du système d'éducation.

Conclusion

Nous retenons de cette période d'histoire allant du milieu du 19^e siècle à la fin des années cinquante à Cuba que les conditions socio-économiques des femmes cubaines furent extrêmement précaires, comme elles l'étaient pour les hommes des classes ouvrière et paysanne. Les secteurs occupationnels où elles se retrouvèrent principalement comme domestiques, professeurs, commerçantes, ouvrières dans des manufactures, paysannes, serveuses ou prostituées connurent les mêmes résonances pour nombre d'autres femmes d'Amérique latine, notamment celles des Antilles françaises et de Porto Rico.

Nous verrons dans la prochaine section, comment s'est effectué la conscientisation politique des femmes cubaines pour la même période et quelles furent leurs principaux champs de bataille juridico-politique.

1.2 - Au niveau des instances juridico-politiques

Politiquement, Cuba connût avant 1959, deux périodes principales: la période colonialiste sous la domination espagnole et la période de pseudo-république sous la domination américaine.

Nous ferons ressortir dans cette partie, les moments essentiels de la participation politique des femmes cubaines dans le processus révolutionnaire à travers un bref historique de la situation politique cubaine depuis le milieu du 19^e siècle jusqu'à 1959: c'est-à-dire pendant les guerres d'Indépendance contre l'Espagne de 1868 et de 1895, dans l'attaque de la caserne Moncada en 1953 et pendant les luttes clandestines dans la Sierra Maestra contre la dictature de Batista de 1956 à 1959.

Nous savons certes qu'il y eut des milliers de femmes qui s'engagèrent dans l'action politique à côté des hommes, mais nous connaissons moins les diverses facettes que prit leur engagement. C'est pourquoi nous aborderons leur engagement sous deux angles spécifiques de la praxis révolutionnaire.

D'une part, nous analyserons les rôles traditionnels qu'elles jouèrent comme infirmières, ou cuisinières dans le maquis. Elles cachèrent aussi des gens dans leur maison, travaillèrent comme messagères, transportèrent des armes et des munitions pour les soldats. En cela, elles firent beaucoup pour leur pays, mais

leur rôle resta à ce niveau traditionnel et conforme au modèle classique féminin.

Par ailleurs, nous verrons leur participation à la lutte insurrectionnelle par le combat armé. Leur rôle dans le combat armé brisa la relation de subordination des femmes par rapport aux hommes et marqua la conquête de leur égalité avec ceux-ci dans la praxis révolutionnaire. L'implication des femmes cubaines dans la lutte armée a contribué à détruire plusieurs stéréotypes féminins particulièrement ancrés dans les moeurs cubaines.

La période colonialiste

La population cubaine au milieu du 19^e siècle était composée de trois groupes sociaux principaux. Un petit groupe d'administrateurs et de marchands espagnols détenaient le monopole politique de la colonie cubaine. Les Créoles représentaient l'autre faction sociale formée des descendants des Espagnols nés à Cuba. Politiquement, ce groupe se divisait en deux tendances: celle des modérés, qui optaient pour le maintien du gouvernement à travers l'empire espagnol; et celle des radicaux, qui prônaient l'indépendance totale de l'Espagne. Tous cependant étaient unis dans leur peur de l'augmentation démographique de la population noire, surtout après que de nombreuses révoltes d'esclaves eurent éclater dans les années 1840.

La population créole était elle-même dominée par un petit groupe de planteurs fortunés. Les Créoles ressentait fortement leur exclusion de la vie politique coloniale. En 1850, la population totale de Cuba était de un million deux cents mille habitants. De ce nombre, sept cents mille étaient des esclaves, cinq cents vingt-cinq mille étaient Créoles, deux cents vingt mille étaient des Noirs libres et vingt-cinq mille étaient de descendance espagnole. Dans ce climat socio-politique extrêmement hiérarchisé, la population noire qui représentait plus de la moitié de la population totale était la plus exploitée et la plus démunie économiquement. C'est d'elle que surgiront les premières révoltes insurrectionnelles. Voici ce qu'en dit Carlos Franqui dans Journal de la Révolution cubaine:

"Le développement du sentiment national, les contradictions économiques et politiques avec le colonialisme espagnol, les grandes Révolutions anglaise, française et nord-américaine, enfin l'impact des Bolivar et des peuples latino-américains pour s'affranchir du joug espagnol: telles furent les causes fondamentales des guerres d'Indépendance de Cuba, qui durèrent plus de trente ans, de 1868 à 1899." 68

La première insurrection contre l'Espagne fut organisée par Carlos Manuel de Céspedes en 1868. Ce fut le début de la Guerre de Dix ans, opposant la coalition révolutionnaire des planteurs créoles, des étudiants et des Noirs libres contre les autorités administratives espagnoles. Les femmes noires

Mambis, c'est-à-dire libres, eurent un rôle important dans la lutte armée de la guerre d'Indépendance de 1895. Les noms d'Ana Betancourt, de Mariana Grajales, de Rosa Castellanos, d'Isabel Rubio Diaz et d'Adela Azcuy Labrador sont célèbres à Cuba pour leur rôle joué dans la lutte contre la domination espagnole. 69

En 1869, à Guaimaro, en Camaguey, fut établie la première Constitution de la "République sous les armes" par les rebelles. Ana Betancourt prit la parole à l'occasion de cette Assemblée, où se réunirent tous les leaders pour l'indépendance de Cuba et demanda l'égalité des droits pour les femmes. Ces paroles ont été rapportées en ces termes :

"Citoyens: la femme dans son foyer a attendu patiente et résignée, pour cette heure noble où une juste révolution la libérera de son joug." 70

Mariana Grajales, issue d'un milieu pauvre et paysan, passa son enfance et son adolescence à travailler avec ses parents, mulâtres émigrés de St-Domingue au début du 19^e siècle, dans les plantations tenues par les Blancs. Elle se maria en 1831 et eut quatre enfants. Son mari décédé, elle se lia en 1843 à Marcos Macéo de qui elle eut plusieurs fils qui luttèrent dans les guerres d'indépendance. Avec Maria Cabrales, sa brue par alliance à son fils Antonio Maceo, elle soigna les blessés de la guerre de 1868 grâce à ses connaissances médicales.

Une anecdote célèbre à son sujet rapporte qu'un jour qu'elle soignait à la maison ses fils José et Rafaël, blessés pendant les combats, après avoir enterré Miguel, on lui emmena Julio mort et Antonio blessé. Sa réaction alors fut de se tourner vers son plus jeune fils de dix ans, Marcos, et de lui dire :

"Et toi, debout, c'est le temps que tu te battes pour ton pays." 71

A l'automne 1958, la seule colonne de femmes ayant participé à la lutte armée dans l'armée rebelle fut nommée la colonne Mariana Grajales en son honneur.

Une autre femme, Rosa Castellanos, surnommée "Rosa la Bayamesa", née esclave, participa activement aux révoltes des esclaves en transportant clandestinement des machettes pour armer les esclaves pendant la guerre de 1868 et celle de 1895. Elle combattit dans les rangs de l'armée des Mambis pendant ces deux guerres et en 1896, elle gagna ses galons de capitaine sous les ordres de Maximo Gomez. 72 Elle fonda un hôpital dans les montagnes pour les blessés de guerre qu'elle soignait avec des plantes médicinales.

Après la Révolution, la Brigade Rosa la Bayamesa, nommée en son honneur dans la province de Camaguey, fut la seule brigade féminine à couper un million d'arrobas (environ vingt-cinq millions

dé livres) de canne à sucre pour la récolte de 1970.

Isabel Rubio Diaz fut également une combattante active des guerres d'Indépendance. En 1896, à l'âge de 59 ans, elle décida d'ouvrir un hôpital de campagne avec un groupe d'amies pour soigner les révolutionnaires engagés dans les guerres d'Indépendance contre l'Espagne. ⁷³

Adela Azcuy Labrador participa à titre de capitaine à quelques cinquante combats dont plusieurs qu'elle dirigea en cavalière et l'arme à la main. Elle fut également une pionnière de la reconnaissance des droits de la femme à Cuba et participa à toutes les luttes politiques et sociales de son temps. ⁷⁴

De 1868 à 1878 et de 1895 à 1898, toutes ces femmes et bien d'autres combattirent aux côtés des hommes Mambis pour abolir l'esclavage et anéantir l'opresseur espagnol.

Quelques réformes suivirent la fin de la première guerre d'Indépendance. Le parlement espagnol accorda quelques sièges aux Cubains et l'esclavage fut aboli en 1886. Néanmoins, le mécontentement de la population contre la domination espagnole continua à se manifester particulièrement lors de la baisse du prix du sucre des années 1880. En 1892, José Martí fonda à New York le Parti Révolutionnaire Cubain: premier parti en Amérique latine à avoir un programme anti-impérialiste, anti-caudilliste et démocratique-populiste.

En 1895, Marti et Maximo Gomez organisent les rebelles Mambis à partir de St-Domingue pour une nouvelle guerre contre l'occupant espagnol. En 1898, à la suite d'une explosion à bord du croiseur américain Maine, deux cents soixante-six marins américains sont tués. Les Etats-Unis votent une résolution exigeant le retrait des troupes espagnoles de Cuba. Les Etats-Unis entrent en guerre contre les Espagnols à Cuba. La signature de l'acte de capitulation des Espagnols devant les exigences américaines mit un terme à la deuxième guerre d'Indépendance en 1898. En 1899, le général John R. Brode devient le premier gouverneur militaire nord-américain à Cuba. En 1901, l'Amendement Platt, du nom du sénateur Orvill Platt, inscrit dans la nouvelle Constitution cubaine donna le droit aux Etats-Unis d'intervenir à Cuba pour maintenir la paix sociale et la sécurité des citoyens. Malgré l'opposition passionnée de Juan Gualaberto Gomez, ami de José Marti, l'Amendement Platt fut accepté. Deux des clauses de l'Amendement Platt nous permettent d'en saisir toute la portée:

"Article III: Le gouvernement (de Cuba) accepte que les Etats-Unis exerce un droit d'intervention afin de préserver l'indépendance de Cuba et d'y maintenir un gouvernement apte à assurer la protection de la vie, de la propriété privée et de la liberté individuelle..."

Article VII: Le gouvernement de Cuba accepte de vendre ou de louer aux Etats-Unis les terres nécessaires à l'installation de bases navales à des moments déterminés..." 75

La nomination d'Estrada Palma, en 1902, comme premier président de la République de Cuba, marqua le début de la période dite de "République médiatisée".

La pseudo-république (1903-1958)

La période de pseudo-république commença en 1903 avec la signature d'un traité permanent déterminant les relations entre les Etats-Unis et Cuba. Elle s'étendit sur plus de cinquante années de domination américaine et se termina avec le triomphe de la Révolution en janvier 1959.

Elle fut marquée par de nombreux soulèvements de la population cubaine pour s'opposer à des gouvernements-fantoches qui servirent les intérêts américains en premier lieu. En 1906, à la suite d'une tentative manquée de coup d'Etat des libéraux, Palma demanda l'intervention militaire américaine. Deux Américains prirent le gouvernement cubain en main. En 1909, un nouveau président fut nommé, le libéral José Miguel Gomez. En 1912, le soulèvement armé du Parti indépendant de couleur se termina par l'exécution de trois mille Noirs et la suspension des garanties constitutionnelles.

Cuba connut une certaine stabilité politique de 1913 à 1920, sous le président conservateur modéré, le général Mario G. Menocal. De plus, la montée record du prix du sucre atteignit son apogée à 22.6 cents la livre au cours des années 1919-1920. Mais, en 1921, le prix du sucre passa de 22.6 cents à 3.25 cents la livre. C'est

la première crise économique à Cuba. Sous le nouveau président Alfredo Zayas, libéral, Cuba obtint un crédit de cinquante millions de dollars des Etats-Unis. La Commission de Crowder permit une ingérence totale des Etats-Unis dans les affaires cubaines.

Au niveau juridique, les femmes ne possédaient que peu de droits à cette époque et leurs luttes pour le droit de vote fut au programme de plusieurs partis féministes et politiques avant d'être obtenu. En 1914, Amelia Mallen, rédactrice du journal Luz, fonda le Parti national féministe. Ce parti regroupa dix mille membres et les principales revendications de son programme touchaient cinq points principaux: le droit à un salaire égal pour un travail égal, l'accès pour les femmes à toutes les branches d'étude, l'émancipation économique, l'égalité civile absolue et l'égalité politique.⁷⁶

En 1921, une grande campagne pour l'obtention du droit de vote pour les femmes fut menée par la Fédération nationale des Associations féminines. Regroupant quelque neuf mille femmes, la Fédération présenta également des revendications pour la création d'écoles d'agriculture pour les femmes, l'augmentation du nombre d'enseignantes et la création d'un enseignement pour les prisonnières. Le premier Congrès national eut lieu en 1923 à La Havane. A cette occasion, les femmes intensifièrent leur lutte pour l'obtention du droit de vote, l'égalité civile, la création d'écoles populaires pour le civisme et la lutte contre la prostitution et la traite des blanches, fléau qui s'intensifia de plus en plus pour atteindre son apogée en 1958.

Ces courants féministes regroupèrent surtout des femmes de la classe bourgeoise de tendance libérale. Entre 1925 et 1928, sous le président Machado, le mouvement des femmes se scinda en deux tendances: un courant féministe réformiste et un courant féministe plus politisé allié aux mouvements ouvriers et étudiants. Les femmes de la bourgeoisie se retrouvèrent dans le courant réformiste et les femmes de la classe moyenne et ouvrière dans le second, engagées à l'intérieur des différents mouvements révolutionnaires de la lutte contre le régime en place.

Les femmes cubaines obtinrent finalement le droit de vote en 1934. Le tableau 4 nous permettra de faire quelques comparaisons avec d'autres pays d'Amérique latine et de la Caraïbe sur le droit de vote: les femmes aux Etats-Unis l'obtinrent en 1920, celles de Porto Rico en 1929, du Brésil en 1932, de la Martinique et de la Guadeloupe en 1949 et d'Haiti en 1950. 77

Le mouvement des femmes cubaines doit être analysé dans le contexte politique des années 1920-1930 pour en cerner toute l'essence. Ainsi en 1923, le mouvement pour la Réforme universitaire par les intellectuels progressistes aboutit au premier Congrès national des étudiants dirigé par Julio Antonio Mella. En 1924, le syndicat des cheminots et les ouvriers du tabac font la grève. Le général Gerardo Machado prend la place de Zayas à la présidence. Jusqu'en 1934, grèves et manifestations agitent le pays. La même année, Fulgencio Batista renverse le gouvernement Grau-Guiteras pour se maintenir au pouvoir, avec quelques intermittences, jusqu'en 1958.

Pendant toute la période de pseudo-république, de nombreux groupes d'opposition au gouvernement Batista commencèrent à s'organiser peu à peu à La Havane, à Santiago de Cuba et un peu partout à travers l'île. Un de ces groupes rassembla cent soixante personnes qui organisèrent l'attaque de la caserne Moncada à Santiago de Cuba.

La préparation de la Moncada: 1952-1953

Peu après la reprise du pouvoir par Batista par un coup d'Etat le 10 mars 1952, la lutte des étudiants et des universitaires commença à s'articuler davantage en différents points stratégiques de l'île de Cuba: notamment à La Havane, dirigée par le Mouvement des Orthodoxes et à Santiago de Cuba dans la province d'Oriente. Carlos Franqui a rapporté l'évolution de ces mouvements dans le Journal de la Révolution cubaine:

"Les manifestations devenaient inefficaces et l'on commença à réfléchir à d'autres formes d'action et d'organisation. La manifestation aux flambeaux du 28 janvier 1953 marqua le début d'autre chose. L'université, une fois de plus, descendait dans la rue et se mêlait au peuple. Révolutionnaires et étudiants. Cette manifestation révéla la discipline, l'organisation et l'esprit combattif des jeunes "orthodoxes", dirigés par Fidel Castro et Abel Santamaria." 78

A La Havane, le groupe des Orthodoxes se constitua autour

de Fidel Castro et d'Abel Santamaría principalement. Deux femmes, Haydée Santamaría et Melba Hernandez, se joignirent au groupe et seront par la suite associées à toutes les actions entreprises à La Havane. Puis, la cellule de La Havane commença à recruter de plus en plus de membres jusqu'à atteindre près de six cents camarades en 1952. Le mouvement s'étendit dans la province de Pinar del Rio, San Cristobal, Santiago de Las Vegas grâce au travail d'organisation de Castro et de Santamaria. Le groupe eut beaucoup d'impact auprès de la population lors de la manifestation aux flambeaux organisée le 28 novembre 1953 pour célébrer le centenaire de la naissance de José Marti. ⁷⁹ Après la manifestation, la cellule travailla à trouver de l'argent pour acheter des armes. La lutte armée représentait pour le groupe de La Havane la seule stratégie qui permette de faire face à la répression de l'armée de Batista.

Pendant ce temps, à Santiago de Cuba, la lutte contre la dictature avait pris naissance avec le mouvement de Barcenas, le 20 mai 1952, pour se transformer en Mouvement d'action nationale révolutionnaire. Le groupe initial se forma autour de Frank País et de Vilma Espin. Issue de la moyenne bourgeoisie, Vilma Espin était alors étudiante à l'université de Santiago pour devenir ingénieur. Elle eut un rôle de premier plan dans l'organisation du mouvement, s'occupant principalement de toutes les questions financières.

"Pour ma part, je travaillais sur les questions financières, j'avais pour tâche de rassembler l'argent.... Nous n'étions pas encore le 26 juillet - ("en référence au Mouvement du 26 juillet") - cela ne concernait que la province d'Oriente, c'était le Mouvement d'action nationale révolutionnaire." 80

Le but du Mouvement d'action nationale révolutionnaire fut d'abord de créer une structure qui permette de mener la lutte contre le gouvernement de Batista, de trouver des fonds et des armes pour faire la lutte armée. Vilma Espin résume quelques-unes des actions entreprises par le Mouvement:

"Ils commençaient à attaquer de petites casernes pour récupérer de la dynamite, des fusils, etc.

Il y eut bien sûr l'attaque de la caserne Cobre, après celle Caney, où ils tuèrent un policier. Mais les premières attaques étaient de toutes petites actions, on n'en entendait pas parler." 81

Le groupe de La Havane et celui de Santiago de Cuba travaillaient chacun de leur côté afin de passer à l'action au moment voulu. Ainsi à La Havane, on commença à s'entraîner à manipuler les armes. Melba Hernández et Haydée Santamaría y participèrent également.

" Melba Hernández: L'entraînement à l'université correspondait aussi à cette première étape, où nous n'avions pas même un petit fusil. A partir du mois de janvier 1953, Yéyé (Haydée) et moi ne montrions même plus le bout du nez, à cause des entraînements." 82

L'attaque de la caserne Moncada: 26 juillet 1953

Le plan de l'attaque de la caserne Moncada à Santiago de Cuba fut élaboré par le groupe de La Havane réuni autour de Fidel Castro, soit: Abel Santamaria, Haydée Santamaría, Melba Hernandez, Jesús Montané, José Luis Tasende, Renato Guitart Rosell et Pedro Miret. Tout fut organisé avec une extrême discrétion et beaucoup de discipline. De sorte que le 25 juillet 1953, tout le groupe de La Havane était réuni à la ferme Siboney à Santiago de Cuba, attendant l'heure de l'attaque. La prise de la Moncada était stratégique en raison de tout le matériel militaire qui s'y trouvait.

En tout, cent quatre-vingt-dix-sept personnes étaient arrivées de différents endroits de l'île. Fidel Castro et Abel Santamaria les avaient informés des plans pour l'attaque de la Moncada le lendemain matin. Les opérations avaient été réparties pour tous les groupes. Au départ, les femmes ne devaient pas faire partie de l'attaque armée mais attendre à la ferme. Finalement, elles défendirent leur cause et Fidel et Abel acceptèrent qu'elles soient présentes à l'action en tant qu'infirmières à l'hôpital. Melba Hernandez raconte:

"Quand Abel arriva, nous nous précipitâmes sur lui pour lui demander son avis. Et là, nous trouvâmes un bon défenseur en la personne du Dr. Munoz, qui dit que nous pourrions y aller en qualité d'infirmières et que nous serions très utiles. Abel et Fidel donnèrent leur accord et nous commençâmes à nous préparer." 83

A l'aube du 26 juillet 1953, chaque groupe partit en des directions précises dans la ville de Santiago de Cuba. Abel Santamaria occupait l'hôpital civil avec vingt et un hommes; il était accompagné d'un médecin et deux jeunes femmes (Haydée Santamaria et Melba Hernandez) qui devaient s'occuper des blessés. Raul Castro devait occuper la caserne Moncada avec les quatre-vingt-quinze hommes restant.

Malgré toute cette organisation, l'attaque se solda par un échec où près de la moitié des personnes qui y prirent part perdirent la vie. Fidel Castro a par la suite analysé les raisons qui ont mené à cet échec dans son discours de plaidoirie écrit lorsqu'il était en prison en 1953. L'Histoire m'acquittera.

D'une part, parce que les hommes du groupe de réserve, les mieux armés, empruntèrent une mauvaise rue et se perdirent ainsi dans une ville inconnue pour eux; et d'autre part, parce que l'armée de la caserne Moncada était quinze fois plus nombreuse que celle des rebelles. 84

Suite à ces erreurs de parcours, tout le monde dut se battre jusqu'à la limite. C'est ainsi que Haydée Santamaria et Melba Hernandez ont aussi pris part au combat armé bien que leur rôle ne devait se limiter qu'à celui d'infirmières. Fidel Castro a reconnu leur courage lors de son discours de défense.

"Si la caserne Moncada était tombée entre nos mains, même les femmes de Santiago de Cuba, auraient pris les armes. Les infirmières (Haydée Santamaría et Melba Hernandez) de l'hôpital civil ont aidé les combattants à charger leurs fusils. Elles aussi ont lutté. Nous ne l'oublierons jamais." ⁸⁵

Melba Hernandez et Haydée Santamaría furent emprisonnées comme les autres membres du groupe des rebelles qui survécurent à l'attaque de la Moncada. Lorsqu'elles étaient en prison, un sergent accompagné de plusieurs soldats se présenta à leur cellule. Tenant un oeil ensanglanté dans une main, il le montra à Haydée en lui disant:

"Il appartient à ton frère: si tu ne dis pas ce qu'il a refusé de nous avouer, nous lui arracherons l'autre."

Haydée qui aimait son frère par-dessus tout leur répondit:

"Si en lui arrachant un oeil il n'a pas parlé, attendez moins encore cela de moi".

Pour les faire parler, les soldats revinrent et brûlèrent les bras des jeunes filles avec des mégots allumés. Puis, ils leur avouèrent que Abel Santamaria avait été tué. Haydée leur répondit imperturbable:

"Il n'est pas mort, parce que mourir pour la patrie, c'est vivre." ⁸⁶

L'amnistie et l'exil: 1955-1956

En 1955, Batista amnistia tous les prisonniers politiques de l'attaque de Moncada. Fidel Castro partit en exil pour le Mexique.

Haydée Santamaría devint organisatrice et dirigeante du Mouvement du 26 juillet et membre de sa direction nationale à La Havane. Elle aura un rôle très important pendant les années de lutte dans la Sierra Maestra, de 1956 à 1959, comme trésorière, coordonnatrice des actions de La Havane et responsable de l'exil. Quant à Melba Hernandez, elle lutta à Mexico et dans le Troisième front oriental dans la Sierra Maestra.

A partir de l'automne 1956, une nouvelle étape commença dans la lutte contre la tyrannie de Batista par l'accord du pacte de Mexico qui fut signé par José Antonio Echevarría, secrétaire général du Directoire révolutionnaire et Fidel Castro Ruz, chef du Mouvement du 26 juillet.

Lors de cet accord, il fut décidé que chacune de ces organisations développeraient ses propres plans pour réaliser le soulèvement de Frank País à Santiago de Cuba, le débarquement de Fidel et l'attaque du Palais présidentiel par le Directoire révolutionnaire. 87

Pendant que Fidel Castro, Haydée Santamaría, Melba Hernandez, Armando Hart, Jesús Montané, Faustino Pérez et Frank País organisaient à Mexico l'expédition du bateau Granma, le groupe du Directoire préparait l'attaque du Palais présidentiel.

La bataille de Santiago de Cuba eut lieu comme prévu le 30 novembre 1956 et dura quatre jours. Quant au débarquement du Granma prévu lui aussi pour le 30 sur les côtes de Santiago de Cuba, il

se fit avec plusieurs jours de retard et un peu plus loin que prévu, soit le 2 décembre 1956. Des quatre-vingt-trois hommes débarqués, il n'en resta plus que douze après plusieurs jours de marche dans la forêt: beaucoup ayant été fait prisonniers par l'armée et assassinés. 88

La lutte dans la Sierra Maestra: 1956-1959

La thèse qui soutenait toute la lutte de 1956 à 1959 était celle de Frank País, René Ramos Latour, créateurs du Second front oriental, et du Mouvement de Santiago et Guantanamo. Il s'agissait d'étendre la guerre de guérilla à la campagne et aux montagnes de la province d'Oriente tout en poursuivant la lutte clandestine dans les villes.

Le premier objectif de cette période fut de consolider le Premier front de la Sierra, composé des quelques hommes rescapés du Granma autour de Fidel Castro. Cette opération s'effectua grâce au travail du M-26 (Mouvement du 26 juillet) à Santiago par l'envoi régulier de renforts armés dans la Sierra Maestra en différents endroits stratégiques et par le développement de la lutte clandestine dans les villes. Elle dura pendant toute une année de 1956 à 1957 et fut dirigée à Santiago de Cuba par Frank País et Vilma Espin. De 1957 à la fin de 1958, les guérilleros organisèrent les combats à travers toute l'île de Cuba. Raúl Castro dirigea la colonne no. 6 "Frank País" et permit le renforcement du Premier front de Fidel Castro. Ce fut ensuite l'entrée en action de toutes

les colonnes du Second front d'Orient "Frank País", et la poursuite de la lutte clandestine par le biais des deux organisations clandestines, le M-26 et le Directoire révolutionnaire, à travers quelque cent-vingt-six villes et villages de Cuba. Ces actions furent soutenues spontanément par les grèves, manifestations, sabotages qui se transformèrent en une véritable insurrection populaire. 89

Pendant toute cette période, plusieurs femmes occupèrent des postes stratégiques dans l'organisation de la lutte clandestine et dans la Sierra Maestra. Nous analyserons le rôle de quelques-unes d'entre elles: Vilma Espin, Haydée Santamaría, Celia Sanchez Melba Hernandez, Lydia Doce, Clodomira Acosta Ferrales et Isabel Rielo et le peloton des femmes guérilleros "Mariana Grajales".

Vilma Espin

Issue de la moyenne bourgeoisie, Vilma Espin termina en 1955 des études d'ingénieur et partit travailler aux Etats-Unis à l'Institut de technologie du Massachussets. La période du McCarthysme venait juste de prendre fin et l'atmosphère politique américaine était très asphyxiante. Elle y resta moins d'un an.

Elle passa par Mexico avant de rentrer à Cuba et servit de messagère à Fidel. A son retour à Cuba, fin juin 1956, elle commença à travailler tout de suite avec Frank País, avec qui elle.

fonda la cellule du M-26 d'Oriente à Santiago de Cuba. En compagnie de José Tey, Félix Pena, Jorge Sotu et René Ramos Latour, ils travaillèrent à préparer les événements du 30 novembre.

Son travail principal résida dans le recrutement des médecins et des infirmières pour les Brigades de premiers soins. Pendant six mois, elle coordonna toutes les actions pour la réussite du soulèvement du 30 novembre à Santiago qui devait se faire simultanément avec le débarquement du bateau Granma. Bien que le Granma arriva trois jours plus tard, le soulèvement de Santiago eut les résultats escomptés. A partir de ce moment, un grand nombre de femmes s'enrôlèrent dans les Brigades de premiers soins, transportèrent des médicaments et des armes. 90

Selon Vilma Espin, le soulèvement du 30 novembre eut un grand retentissement dans la population et il permit de saisir tout l'appui du peuple pour le mouvement des rebelles. Voici ce qu'elle en dit:

"Je pense que le 30 novembre fut une date importante où la population de Santiago démontra tout son soutien... Et tous les voisins camouflèrent tous les camarades... ainsi que les gens de la ville qui rendirent invisibles tous les camarades. Et à travers tout ça, il y avait le soutien et l'aide de la population. Et un énorme courage." 91

Peu de temps après, elle entreprit avec Frank País toute la réorganisation du Mouvement du 26 juillet à travers l'île afin de

réunir, en février 1957, toute l'organisation nationale autour de Fidel Castro. Cette réunion devait permettre d'établir une stratégie d'ensemble qui soit suivie aussi bien pour la lutte clandestine que dans la guérilla dans les montagnes de la Sierra Maestra.

C'est pendant toute cette période de lutte clandestine dans les villes et les villages de province que la participation des femmes fut essentielle pour la réussite de la Révolution.

Il y eut beaucoup de femmes qui s'engagèrent pour faire toutes sortes d'actions. Elles participèrent à des opérations de sabotage, transportèrent des bombes et les déposèrent. Ces opérations délicates exigeaient à la fois beaucoup de courage et d'assurance afin de ne pas éveiller les soupçons de la police.

Après le 30 novembre 1957, la ville de Santiago était sous le couvert de la loi martiale, aussi était-ce très difficile de circuler dans les rues surtout après dix-sept heures. Les hommes étaient donc particulièrement surveillés. Les femmes plus âgées eurent également un rôle très important à jouer en cachant des rebelles dans leur maison. Vilma Espin précise.

"Il y eut des moments où la participation des femmes fut absolument vitale. Pas seulement nos femmes, les femmes du Mouvement du 26 juillet, mais toutes les femmes âgées qui eurent soin des camarades, qui transportèrent des choses, qui soignèrent les camarades blessés." 92

Dix jours avant la mort de Frank País, le 30 juillet 1957, celui-ci confia à Vilma Espin la responsabilité de coordonner toute la lutte clandestine dans la province d'Oriente. Cette tâche l'amena à se déplacer d'un endroit à un autre pour assurer la liaison entre tous les points de la province et de la Sierra Maestra.

"Ma responsabilité fut de tout coordonner, toutes les régions et les villes à l'intérieur de la province, tout le travail. Alors, je devais constamment me déplacer." ⁹⁴

Pendant les six derniers mois de 1958, elle travailla dans les montagnes de la Sierra Maestra. Elle y alla une première fois pour servir d'interprète lors de la capture des cinquante Marines américains par le Second front dirigé par Raúl Castro. En détenant ces Américains en otage, l'"Opération anti-aérienne" permit de réaliser tout le poids du soutien des Etats-Unis au gouvernement de Batista. En effet, dès que la nouvelle des otages parvint aux Etats-Unis, les bombardements de l'armée de Batista cessèrent immédiatement sous la pression américaine. Vilma Espin travailla ensuite au travail d'éducation politique dans la Sierra jusqu'au triomphe de la Révolution.

Les femmes qui eurent des rôles de premier plan à La Havane et dans les autres villes importantes de Cuba furent principalement Celia Sanchez, Haydée Santamaría et Melba Hernandez parmi les plus connues. Mais, il y eut des certaines d'inconnues qui

luttèrent dans la guérilla.

Celia Sanchez.

Celia Sanchez était la fille d'un médecin de Manzanilla. Elle travailla avec le docteur René Vallajos et le leader paysan Crescencio Pérez afin d'organiser le M-26 dans les villes et toute la zone ouest de la province d'Oriente. Elle fut la principale collaboratrice de Fidel Castro pendant toutes les années dans la Sierra Maestra. Elle fut chargée du ravitaillement et des liaisons avec la Sierra et travailla comme dirigeante de la guérilla.

Lydia Doce

Lydia Doce rejoignit les rangs des combattant-e-s en 1957 à l'âge de quarante-neuf ans. Issue d'une famille paysanne de douze enfants, elle dut travailler comme domestique pour élever ses trois enfants. Elle travailla comme messagère de 1957 à 1958 assurant la liaison entre la colonne no. 4 dans la Sierra Maestra et les groupes de lutte urbaine. Elle fut nommée par Che Guevara chef de camp à LaCueva, un foyer de lutte clandestine situé entre les villes de Yao et Bayamo. Elle joua un rôle particulièrement important, mais très risqué, comme contact dans la lutte clandestine entre les groupes d'action du M-26 à Guanabo, La Havane, Regia et Villa de Pepe Antonio. 96

Clodomira Acosta Ferrales

Clodomira Acosta Ferrales, paysanne analphabète, se joignit à l'âge de vingt-et-un ans à l'armée des rebelles de la Sierra Maestra pour travailler comme messagère entre La Havane et les montagnes de la Sierra. Elle collabora à transmettre les instructions à La Havane afin d'organiser la grève générale de 1958. En septembre 1958, elle remplit une mission avec sa camarade Lydia Doce dans une maison du M-26 sur la rue Rita, au numéro 271, à La Havane, lorsqu'elles furent arrêtées par les forces policières de Batista. Torturées, elles ne trahirent jamais la Révolution pour qui elles donnèrent leurs vies. 97

Le peloton de femmes "Mariana Grajales"

Le peloton "Mariana Grajales" fut le seul peloton où les femmes cubaines s'engagèrent pendant les années de guérilla dans la Sierra Maestra. Isabel Rielo en fit partie avec onze autres femmes. Parlant de son engagement dans le processus révolutionnaire, elle dit:

"Les premières femmes qui participèrent directement aux batailles furent celles qui avaient été impliquées dans toutes sortes d'autres activités: envoyer des messages, soigner les blessés, etc. Nous étions déjà des camarades qui avaient passé pas mal de temps dans la Sierra. C'est-à-dire que nous avions déjà affronté le danger et fait nos preuves aussi bien que les autres soldats. Notre première participation eut

lieu le 26 septembre, une des dernières attaques dans les montagnes, à Cerro Pelado. Nous étions onze femmes; nous étions déjà un peloton. " 98

Après avoir participé et gagné plusieurs batailles à Cerro Pelado, La Presa, Gibara, Chaparra, Delicios et Puerto Padre, les femmes du peloton "Mariana Grajales" obtinrent la reconnaissance des hommes combattant dans les autres colonnes.

Par leur courage et leur témérité, leur participation dans la lutte armée devint un symbole politique de la totalité de l'engagement des femmes. Dans une lettre datée d'octobre 1958, Fidel Castro fut le premier à reconnaître leur efficacité au combat.

"Dans le dernier combat d'El Cerro, elles ont fait la preuve de leur mérite et de leur courage, se montrant l'une des unités les plus aguerries et les plus efficaces de notre armée; ...

...Le peloton de femmes rebelles "Mariana Grajales" est entré en action pour la première fois lors de ce combat, supportant avec ténacité et sans bouger de leur position le feu des canons des tanks Sherman." 99

Puis, dans une autre lettre datée du 30 novembre 1958, voici en quels termes il relate le rôle des femmes dans la bataille et la prise du village de Guisa.

"Le peloton de femmes "Mariana Grajales" s'est aussi vaillamment battu pendant ces dix jours, résistant aux bombardements aériens et au feu de l'artillerie ennemie " 100

Vers la fin de l'année 1958, la troupe des femmes de la colonne "Mariana Grajales" était même devenue une compagnie avec l'arrivée de nouvelles recrues impliquées dans diverses activités comme messagères, infirmières, professeurs.

Conclusion

Les femmes qui ont participé aux luttes politiques du peuple cubain appartenaient à la classe paysanne et à la petite bourgeoisie. Celles qui participèrent aux guerres d'Indépendance de 1868 et de 1895 furent des paysannes ou des Mambis directement touchées par les conditions d'exploitation qui régnaient au 19^e siècle dans les plantations.

Puis, au tournant du 19^e siècle jusqu'en 1950, les luttes politiques ont regroupé des femmes issues du milieu ouvrier, recrutées par les syndicats, du milieu étudiant et de la petite-bourgeoisie. Certaines d'entre elles, telles Melba Hernandez, Haydée Santamaría et Vilma Espin firent leurs premières armes de révolutionnaires et de contestataires sur les bancs de l'université pour ensuite occuper des positions de premier plan pendant la lutte insurrectionnelle contre le gouvernement Batista lors de l'attaque de la Moncada, à l'intérieur du Mouvement du 26 juillet ou dans la Sierra Maestra. Elles sont les exceptions parmi toutes les femmes qui participèrent aux combats dans la Sierra Maestra ou à la lutte clandestine dans les villes à avoir fait des études. Toutes les

autres, c'est-à-dire la majorité, étaient issues de la classe populaire: elles étaient des paysannes, des étudiantes ou des mères de famille; elles luttèrent comme messagères, guerilleros et contacts dans la lutte clandestine à l'intérieur de groupes d'action tels le M-26 à La Havane, à Guanabo et à Santiago.

La conscientisation des femmes cubaines face à la lutte politique ne s'est pas fait sans obstacle. Nous croyons que si proportionnellement, la participation des femmes aux luttes armées des années précédant la Révolution fut inférieure à celle des hommes, c'est que les barrières qu'elles eurent à franchir pour y parvenir furent immenses en comparaison de celles des hommes. En effet, la place des femmes cubaines depuis des siècles étaient la casa, c'est-à-dire la maison et que celle des hommes étaient la calle, c'est-à-dire la rue. On ne détruit pas en une année des préjugés millénaires auxquels fait face une société donnée. Ce sont ces barrières idéologiques et leur impact sur la société cubaine que nous analyserons dans la dernière section de ce chapitre.

1.3 - Au niveau des instances idéologiques

Pour comprendre le rôle des femmes cubaines avant la Révolution, il faut analyser le fonctionnement de la famille à travers l'époque coloniale et celle de la pseudo-république puisque c'est principalement à l'intérieur de la famille que le rôle et la contribution de la femme à la société cubaine s'expriment. Car, la compréhension du rôle des femmes au niveau idéologique dans une formation sociale donnée passe par l'analyse des structures sociales de celle-ci à travers ses éléments déterminants tels que la famille, la religion et l'idéologie véhiculée.

L'époque coloniale: 15^e - 19^e siècles

A l'arrivée des Espagnols et des esclaves africains, la population autochtone de Cuba, principalement composée des Taïnos et des Siboneys, fut décimée ainsi que leur culture. C'est donc principalement des colonialistes espagnols et des esclaves africains que naîtra la nation cubaine.

L'apport africain

La structure familiale des esclaves africains fut radicalement brisée lors de leur arrivée à Cuba. Les Africains furent amenés à Cuba en tant que main-d'oeuvre esclave comme cela se fit partout ailleurs dans les autres colonies européennes des Antilles et partant de cela traités comme des biens matériels et non pas comme des unités cellulaires familiales.

Les maris et les femmes furent séparé-e-s, de même que les enfants des parents lorsqu'ils grandissaient. On vendit séparément ou collectivement ceux et celles qui survécurent aux conditions des traversées en mer qui les amenèrent d'Afrique à Cuba. Les esclaves africains appartenaient aux propriétaires espagnols, producteurs de tabac, de sucre, de café, et constituaient la main-d'oeuvre de ces plantations. On les logea dans des baraques en bois où hommes et femmes furent séparé-e-s. Les femmes furent employées strictement pour certains travaux et pour la reproduction des esclaves selon les volontés des colonialistes.

Les possibilités de former des familles furent pratiquement nulles en raison des conditions de vie des esclaves africains et de leur utilisation maximale à des fins de production capitaliste. La proportion entre les pourcentages de Blancs et de Noirs à Cuba au cours de la période coloniale varia énormément en fonction des besoins économiques de la classe dominante espagnole.

En 1532, la population cubaine se composait de 37,5% de Blancs et de 62,5% de Noirs. En 1620, il y avait 93,4% de Blancs et seulement 6,6% de Noirs. En 1775, on relevait 56,2% de Blancs et 43,8% de Noirs. En 1855, les Blancs passaient à 47,8% et les Noirs à 52,2%, pour atteindre finalement 70,3% de Blancs et 29,7% de Noirs en 1907. 101

La société cubaine est fortement imprégnée de la culture africaine et ces éléments se manifestent à travers le langage, la musique, la physionomie, la philosophie et les traits de caractère de la population cubaine.

Les femmes africaines contribuèrent à maintenir de nombreuses survivances de l'Afrique, malgré toutes les restrictions de la période esclavagiste. Plusieurs d'entre elles furent des leaders dans les nombreuses révoltes d'esclaves pendant les guerres d'Indépendance au 19^e siècle.

Au niveau économique, les femmes noires qui vécurent à Cuba pendant cette période travaillèrent comme esclaves sur les plantations principalement. Elles occupèrent aussi des postes de domestiques dans les familles de riches planteurs. Plus tard, lorsque l'esclavage fut aboli, officiellement en 1880, elles travaillèrent comme paysannes aux côtés de leurs maris pour cultiver un lopin de terre; elles furent aussi femmes de ménage à domicile ou à contrat, lavandières ou cuisinières. Globalement, les métiers qu'elles occupèrent se retrouvaient au bas de l'échelle salariale et se rattachaient en majeure partie à des emplois reliés aux travaux domestiques.

L'apport espagnol

Au 19^e siècle, le mode de vie des familles cubaines varia

selon son statut économique. Les familles les plus riches adoptèrent un style de vie inspiré de celui de l'aristocratie européenne de l'époque. Les hommes étaient considérés comme les chefs et les maîtres des propriétés et du ménage alors que les femmes occupaient un rôle subalterne dans tous les domaines.

Les femmes de la classe bourgeoise ne travaillaient pas à l'extérieur de la maison et sortaient en groupe pour aller au théâtre ou à l'église. Elles portaient des robes longues selon la dernière mode de Paris, alors que les hommes adoptèrent le style de Londres ou de New-York. Les enfants obéissaient à l'autorité parentale accompagnant père et mère pour assister à des réceptions ou aller se baigner dans des plages privées. Le Carnaval cubain offrait différents types d'amusement selon la classe sociale et la couleur des gens. En plus de sa famille légitime, un homme de la classe aisée entretenait souvent une, deux ou trois femmes appelées queridas.

Parmi la classe populaire, seulement quelques femmes de milieu urbain travaillaient. Celles-ci étaient employées dans des manufactures de cigares et de tabac pour des salaires de trente cents par jour vers 1920-1930. Elles travaillaient aussi dans des ateliers de couture ou des buanderies pour des salaires variant de un dollar à un dollar et vingt cents par jour. D'autres s'engageaient comme cuisinières ou domestiques. La compétition entre les postes de cuisiniers ou de cuisinières étaient très forte à

cette époque, les hommes gagnant beaucoup plus que les femmes pour un même travail. 102

Les femmes ayant plus d'instruction occupèrent des postes d'enseignantes ou d'actrices. Les emplois de vendeuses étaient occupés presque exclusivement par des étrangères blanches.

En raison du manque d'emploi général, mais spécialement pour les femmes, la prostitution se développa de plus en plus. En 1902, on recensa que parmi cinq cents quatre-vingts-cinq prostituées de La Havane, il y en avait deux cents cinquante et une qui possédaient un métier mais qui durent devenir prostituées après avoir perdu leur emploi et qu'elles ne purent en trouver un autre. 103

En province, la classe paysanne se constitua progressivement à partir des Noir-e-s, des Mulâtres libres ou émancipés et des Blancs et des Blanches pauvres. Les Blancs pauvres émigrèrent d'Haïti: d'origine française, ils travaillèrent dans les plantations de café.

Les femmes paysannes cubaines ne travaillaient habituellement pas à l'extérieur du foyer, bien qu'elles partageaient les travaux des champs avec leurs maris.

En résumé, la société cubaine pendant l'époque coloniale fut régie par le système juridique hérité des Espagnols et doublé du

ystème religieux catholique romain. Il y eut aussi l'influence des religions africaines amenées par les esclaves et celle des diverses sectes protestantes qui pénétrèrent à Cuba vers la fin de la période coloniale avec l'influence américaine.

Les valeurs familiales furent imprégnées des valeurs chrétiennes et du contrôle patriarcal hérité du caractère traditionnel latin, lequel donna naissance au machismo. 104

Cela signifia, d'une part, l'inviolabilité du mariage, donc l'impossibilité d'obtenir un divorce; et d'autre part, le maintien de l'inégalité entre les enfants légitimes et les enfants illégitimes, en raison des nombreuses maîtresses que prenaient les hommes.

Précisons cependant qu'au cours des 18^e et 19^e siècles, le mariage n'était courant que dans les classes aisées, car c'était trop dispendieux pour la classe populaire, d'où prolifération des unions libres et des naissances illégitimes.

Une autre valeur véhiculée par les Espagnols était liée au contrôle des femmes par les hommes. Le machismo privilégiait cependant la protection des femmes blanches des classes dominantes sur les autres. Il existait donc une hiérarchie selon la couleur de la peau parmi les femmes. Les familles conservaient une attitude très stricte envers les femmes en général.

La division du travail entre les sexes était des plus traditionnelle et s'exprimait synthétiquement par ce proverbe:

"La place des hommes est dans la rue et celle des femmes à la maison." 105

Selon Margarita Matias, sociologue, il y a plusieurs raisons historiques pour expliquer cette attitude envers les femmes, mais les principales raisons sont économiques.

En effet, Cuba à cette époque était gouverné par une dictature alliée aux compagnies étrangères américaines et aux familles riches et influentes cubaines. Telle une pyramide, la société cubaine était dirigée par le gouvernement allié à la classe bourgeoise et aux intérêts étrangers et maintenait 90% de la population dans l'exploitation.

Analogiquement, l'ordre familial était régi sensiblement de la même façon: le père de famille occupant le rôle dominant sur la femme-mère de famille et les enfants subordonnés à ses décisions et à son autorité. Ni la société, ni la famille ne fonctionnaient de façon égalitaire. Soumis à l'influence religieuse catholique chrétienne et à la tradition hispanique, le gouvernement et la famille veillaient au maintien d'un mode de fonctionnement autoritaire. Ceci montre l'existence de corrélation entre la structure de la famille et celle de la société à Cuba.

La période de pseudo-république: 1903-1958

La période de pseudo-république s'étend historiquement de 1898 à 1959. En 1898, après trois ans de lutte pour conquérir leur indépendance de l'Espagne, Cuba se retrouva presque immédiatement sous la domination américaine, par le biais de l'Amendement Platt, en 1903.

La famille cubaine sous la pseudo-république prit idéologiquement les caractéristiques de la métropole américaine, sur une base de traditions espagnoles, c'est-à-dire: la famille de type latin où le père contrôle économiquement la cellule familiale, l'image surprotégée de la mère, une pratique religieuse sociale dans les milieux bourgeois et petit-bourgeois; des habitudes de consommation nord-américaine, le culte de l'"American way of life", la dépendance envers les produits et l'idéologie américains.

L'emprise américaine sur l'économie cubaine se fit sentir de plus en plus: les hôtels, les usines et les casinos devinrent la propriété des Américains pendant que les ressources naturelles de Cuba furent exportées aux Etats-Unis pour leur transformation. L'exploitation de la main-d'oeuvre atteignit la majeure partie de la population.

Le racisme se manifesta de plus en plus dans les diverses réglementations américaines dès le début du 20^e siècle. Les hôtels, les plages et les clubs privés étaient réservés à la popu-

lation blanche. Les Noirs ne pouvaient circuler dans les rues des quartiers bourgeois après vingt-deux heures à moins qu'ils ne puissent prouver qu'ils étaient gardiens ou domestiques d'une propriété privée.

Les mariages entre Blancs et gens de couleur étaient extrêmement rares dans les classes moyennes ou aisées. Ils étaient par contre plus fréquents dans les classes populaires.

En 1952, il y avait cent quatre-vingts-quatorze mille femmes qui travaillaient à Cuba, soit 9% de la main-d'oeuvre totale. Soixante et dix pour cent de ces femmes occupaient des emplois de domestiques et une bonne partie du trente pour cent restant étaient prostituées. 106

La plus importante source de revenus à Cuba après l'industrie sucrière était le tourisme, mais un tourisme axé sur le jeu, la prostitution et le trafic des drogues. Les activités illégales étaient des plus florissantes. Il y avait aussi beaucoup de religieuses et de prêtres. La plupart des membres du clergé présents à Cuba avant la Révolution étaient des missionnaires américains ou étrangers qui travaillaient principalement parmi les gens de la classe bourgeoise, en milieu urbain, notamment comme professeurs dans des collèges privés pour jeunes filles ou jeunes hommes.

L'image de la famille cubaine dans les années trente, quarante et cinquante fut liée à celle des diverses classes sociales qui composaient la société cubaine. Elle apparaît double : reflet des ambitions des classes bourgeoise et petite-bourgeoise et des espoirs de la classe populaire.

Un cinquième de la population cubaine représentait des familles urbaines des classes bourgeoise et petite-bourgeoise ayant des domestiques à leur service. C'est une réalité que l'on retrouve encore aujourd'hui dans plusieurs pays d'Amérique latine. Dans le milieu rural, il y avait environ un dixième de la population qui avait accès à un style de vie bourgeois. Ces familles étaient généralement propriétaires de plantations de canne à sucre, de tabac ou de café.

La majorité de la population n'avait pas accès à des emplois à temps plein. Les hommes travaillaient dans les plantations de canne et les usines pendant trois ou quatre mois par année et se retrouvaient sans emploi pendant le reste de l'année.

Pour beaucoup de paysans, la ville apparaissait comme la terre promise. Mais une migration irrationnelle de la population rurale produisit des flots de pauvreté et de misère dans les quartiers populaires entourant des villes comme La Havane et Santiago, où l'insuffisance et le manque de salubrité des logements, l'absence d'hygiène et le chômage chronique créèrent les conditions

idéales à la naissance de la mendicité et de la prostitution, seules possibilités de survie offertes à toute une couche de la population.

Conclusion

Au niveau des instances idéologiques, les femmes cubaines se trouvèrent jusqu'en 1959 sous l'influence de la tradition du machismo laissée par les Espagnols et sous l'emprise américaine de la femme-objet-sexuel.

Avant la Révolution, il n'exista que quelques groupes de femmes rassemblées sous différentes institutions, principalement religieuses. Il y eut peu de mouvements de femmes organisés pour lutter spécifiquement à la libération de la femme, car la priorité pour les femmes comme pour les hommes fut de lutter pour leur survie économique dans des emplois où leurs conditions de travailleurs et de travailleuses furent exploitées au maximum par les entrepreneurs et les propriétaires de plantations; les femmes, comme ouvrières, domestiques ou prostituées; et, les hommes, comme ouvriers, coupeurs de canne ou paysans.

Leurs conditions de vie similaires les rapprochèrent pour mener ensemble la lutte insurrectionnelle amorcée contre les Espagnols en 1868 et poursuivie contre l'impérialisme américain jusqu'en 1959, année de la Révolution.

Ce sont les femmes et les hommes issu-e-s de ces familles qui deviendront les combattants de la lutte contre l'impérialisme américain: les filles et les fils d'ouvriers et d'ouvrières, de paysans et paysannes, d'intellectuel-le-s et de bourgeois-e-s.

Les images qui se dégagent de toute cette période représentent le passage d'une idéologie paternaliste à l'égard des femmes à une idéologie plus égalitaire laquelle s'est effectuée par l'ensemble des actions portées par les femmes dans la lutte clandestine et dans la lutte armée comme combattantes dans les guerres d'Indépendance et dans la guérilla de la Sierra, Maestra.

Ces actions sont le refus de l'idéologie paternaliste lorsque Haydée Santamaría et Melba Hernandez demandent à Fidel Castro et à Abel Santamaría de participer à l'attaque de la Moncada comme combattantes armées. C'est le refus de jouer le rôle des femmes qui attendent loin du lieu de l'action les résultats du combat. D'où le refus de la passivité et des rôles traditionnels réservés aux femmes particulièrement dans ce pays où la tradition du machismo veut que les femmes restent à la maison et que les hommes soient dans la rue.

C'est un premier pas qui est franchi avec l'acquisition des femmes du droit d'être des acteurs sociaux directement impliqués dans le processus révolutionnaire en tant que messagères, infirmières ou combattantes armées. Infirmières. Quoi de plus traditionnel comme rôle nous dira-t-on. Mais dans le contexte latino-amé-

ricain, à Cuba, en 1953, dans ce pays où près de 80% de la population est analphabète, ne devient pas infirmière qui veut. Les raisons économiques sont plus fortes que les bonnes intentions. Rappelons que la majorité des femmes ont le choix entre se marier et rester à la maison pour élever leurs enfants ou travailler à l'extérieur du foyer comme domestique ou prostituée, si elles ne trouvent rien d'autre.

Dans ce contexte économique et politique, la participation des femmes aux guerres d'Indépendance de 1868 et de 1895 est nettement avant-gardiste. De quelles classes sociales étaient issues ces femmes?

Les femmes Mambis étaient des femmes pauvres, des esclaves noires ayant acheté leur liberté. Des femmes du peuple qui connurent la misère et la servitude de l'esclavage. Elles furent par leur participation aux guerres d'Indépendance le ferment de la Révolution cubaine. Ce sont les Mariana Grajales, les Rosa "la Bayamesa" et les Ana Betancourt.

Les luttes des femmes Mambis ont posé les conditions psychologiques indispensables à celles des femmes pendant les années cinquante dans la lutte clandestine et la lutte armée. Puis, dans les années cinquante, les femmes issues de la classe populaire se joignirent aux hommes dans les rangs de la lutte révolutionnaire au sein du M-26 et des fronts de combat armé dans la Sierra Maestra pour évincer le gouvernement de Batista soumis aux diktats

~~de l'impérialisme~~ américain jusqu'à la victoire de la Révolution en janvier 1959.

Ayant établi dans ce premier chapitre, les éléments de base qui nous permettent de saisir les conditions de vie économique, juridico-politique et idéologique des Femmes cubaines avant la Révolution, nous verrons maintenant dans un deuxième chapitre comment la praxis révolutionnaire des femmes cubaines s'est manifestée de 1959 à 1981.

CHAPITRE II

ANALYSE DE LA PRAXIS RÉVOLUTIONNAIRE DES FEMMES CUBAINES (1959-1981)

2.1 - Au niveau des instances économiques

Nous examinons dans cette section les changements qui ont pris place quant à la condition des femmes cubaines depuis 1959 jusqu'à 1981 au niveau des instances économiques.

Nous verrons, dans un premier temps, les efforts qui ont été faits par la Fédération des femmes cubaines dont nous définirons les paramètres, afin d'incorporer les femmes sur le marché du travail salarié. Nous analyserons les mesures prises par le gouvernement cubain pour faciliter la participation des femmes à la vie économique du pays.

Nous examinons ensuite plus en détail les caractéristiques de la force de main-d'oeuvre féminine au cours des dernières vingt années dans les secteurs primaire, secondaire et terti-

aire. Nous montrerons les conditions de vie en milieu rural ainsi que le rôle des femmes dans les secteurs éducation et santé, deux secteurs particulièrement développés à Cuba depuis la Révolution.

Le rôle de la Fédération des femmes cubaines

La Fédération des femmes cubaines (FMC) représente l'organisation de masse des femmes à Cuba. Son mandat repose sur la conscientisation et la mobilisation des femmes à participer activement à la vie économique du pays et à la Révolution. La FMC a aussi la tâche, en tant qu'organisation révolutionnaire, d'analyser les problèmes que rencontrent les femmes et de les solutionner.

La FMC se définit comme une organisation féminine et non féministe. Cette précision fut apportée lors de notre visite au siège social de la FMC à La Havane en 1981.¹⁰⁷ Les membres de la FMC sont marxistes: la superstructure d'un Etat se veut le reflet de la structure. Pour elles, la culture, les attitudes et les comportements changeront seulement avec des changements sur la base économique et matérielle. Cependant, leur position ne signifie pas qu'elles ne reconnaissent pas qu'il y ait une oppression spécifique aux femmes.

La FMC fut fondée le 23 août 1960 dans le but d'incorporer

les femmes à la vie sociale, économique et politique du pays.¹⁰⁸
C'est autour de ces trois aspects que se grefferont les tâches spécifiques de la FMC. La première tâche de la FMC fut de recruter des femmes dans les barrios (le voisinage) dès le début de 1961.

La Charte de la FMC indique que les membres sont regroupées d'abord par quartier appelé délégation; les délégations sont regroupées en district appelé bloc; les blocs sont regroupés en municipalité, qui sont plus ou moins de grandes villes; les municipalités sont groupées par régions; les régions sont coordonnées par les provinces; et les provinces sont supervisées par le bureau national à La Havane. ¹⁰⁹

En 1980, la FMC comptait 2,362,559 fédérées, regroupées dans 51,912 délégations et 10,381 blocs. Ces chiffres correspondent à un taux d'enrôlement de 80% de la population féminine âgée de plus de 14 ans. ¹¹⁰

La structure de la FMC comprend cinq secrétariats ou secteurs d'action: le secrétariat de la production, le secrétariat à l'éducation, celui du travail social, de l'idéologie et de l'organisation.

Le secrétariat de la production a pour rôle d'encourager l'intégration des femmes au marché du travail. Sur une base quo-

tidienne, cela signifie: promouvoir une image des femmes tournée vers le travail socialement utile à travers l'organisation de brigades de travail bénévole telles: les mères combattantes et les brigades sanitaires. Cela veut dire aussi parler aux femmes de chaque quartier sur les possibilités de travail, d'éducation et de formation offertes. Le secrétariat de production garde un livre de données comprenant une liste de toutes les membres de la délégation, son emploi ou son non-emploi, le nombre d'enfants et leur âge ainsi que le degré d'éducation de chaque membre.

Le secrétariat à l'éducation a deux fonctions principales. La première est d'inciter les femmes ayant un bas niveau de scolarité à poursuivre leurs études le jour ou le soir afin d'atteindre l'objectif national qui était au 9^e degré en 1981. La deuxième tâche regroupe les mères combattantes pour l'éducation, lesquelles travaillent en étroite collaboration avec les professeurs pour planifier des activités spéciales, aider les parents dont les enfants ont des problèmes d'assistance en classe de comportement ou autres. Les femmes qualifiées pour enseigner ont la possibilité d'agir comme suppléantes quand le professeur régulier est absent.

Le secrétariat au travail social travaille à deux niveaux: au niveau de la santé et du travail social. Les femmes désirant travailler au niveau de la santé doivent avoir une formation de base donnée dans les polycliniques pour travailler en tant que membres des brigades sanitaires. Cette formation se fait en col-

laboration avec la FMC, les CDR et les services de santé afin de donner des connaissances de base au niveau de l'hygiène, de l'obstétrique et de la gynécologie. Ces femmes sont ensuite assignées dans une polyclinique du voisinage. Elles sont chargées plus spécifiquement du travail de porte-à-porte pour donner des informations sur les vaccinations à recevoir, les examens gynécologiques, les soins pré-nataux pour les femmes enceintes.

L'autre aspect du travail social concerne le travail fait avec les enfants délinquants (ninos de malaconducta). Les femmes travaillant dans ce secteur doivent avoir un minimum de huit ans de scolarité en plus de recevoir une formation spéciale en travail social.

Le secrétariat à l'idéologie est responsable de la formation idéologique et politique des membres de la FMC. Ses responsabilités comprennent des cercles d'étude politique tous les mois et la formation de groupes de solidarité qui étudient les problèmes politiques de différents pays.

Le secrétariat à l'organisation est la colonne vertébrale de la FMC. Il a la responsabilité du recrutement des membres, l'organisation des rencontres et des réunions et la cotisation annuelle des membres. lll

Il est essentiel de comprendre le fonctionnement et le rôle

qu'a joué et que continue de jouer la FMC pour saisir comment l'incorporation des femmes cubaines au marché du travail s'est fait à Cuba entre 1959 et 1981. Nous en verrons les principales étapes ainsi que les principales caractéristiques de la force de main-d'oeuvre féminine.

Les femmes en milieu rural

Avant 1959, les femmes en milieu rural vivaient dans un milieu de vie très isolé. Nous présentons les principales transformations qu'a subi ce milieu et les répercussions de celles-ci sur la vie des femmes paysannes de 1959 à 1981.

La transformation la plus radicale est survenue en 1959 et en 1963 avec la loi de la réforme agraire par laquelle la production agricole cubaine est passée de la propriété privée à la propriété collective. Ce processus s'est réalisé sur une période à long terme et a impliqué autant les femmes paysannes que les hommes. Le passage de la propriété de petits lopins de terre appartenant aux paysans et aux paysannes à des coopératives agricoles s'est réalisé progressivement à partir des discussions tenues à l'intérieur de trois organismes populaires: la FMC, le Syndicat national des travailleurs agricoles et des éleveurs et l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP). La participation des femmes dans ces trois organismes s'est faite sur un pied d'égalité avec celle des hommes.

De 1961 à 1978, trois cents soixante-dix-huit coopératives de production ont été organisées; on comptait 3,400 femmes à l'intérieur de ces dernières sur un total de 9,800 membres: les femmes représentaient 35% des membres. 112

Juridiquement, les femmes paysannes ont le droit d'administrer, d'hériter, de gérer ou de contracter dans les mêmes conditions que les hommes toute parcelle de terre, en tant que petites fermières qui travaillent sur une parcelle de terre.

Lors du Premier Congrès du Parti communiste et du Congrès de l'Association nationale des petits agriculteurs, parlant sur la question de la réforme agraire, Fidel Castro a rappelé aux paysans et aux paysannes d'importance de leur soutien pour la Révolution cubaine:

"L'intégration à une exploitation agricole de l'Etat ou à une coopérative de producteurs agricoles peut seulement être réalisée grâce au libre consentement de chaque agriculteur individuel au moment où il jugera que c'est son devoir et son intérêt de le faire.

La Révolution respecte et respectera la volonté de chaque paysan." 113

Lors du Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, en décembre 1975, deux options pour le futur développement de l'économie cubaine ont été clairement définies. La première option consistait en la création de fermes d'Etat dans lesquelles les pay-

sans et les paysannes pouvaient s'intégrer. La seconde consistait en une alternative intermédiaire sous forme de coopératives, pour les paysans qui ne se sentaient pas encore prêts à s'incorporer dans des grands plans de production tels que les fermes d'Etat. En se regroupant dans des coopératives de production, les paysans et les paysannes devenaient éligibles aux avantages sociaux tels que le congé de maternité entre autre. Théoriquement, tous les paysans et paysannes seraient intégrés à une option ou l'autre pour devenir des travailleurs et des travailleuses agricoles. ¹¹⁴

Au moment où Fidel Castro fit ce discours, il y avait encore 30% des terres cultivables morcelées entre les mains des paysans. Il y eut 13,501 femmes membres de l'ANAP qui participèrent aux discussions de ce Congrès et 7,203 parmi elles étaient propriétaires d'une terre. ¹¹⁵ L'ANAP possède en fait deux sortes de membres: ceux qui sont propriétaires de leur terre et les autres, c'est-à-dire ceux qui tombent dans la catégorie des "socios" ou associés. Les propriétaires de terre sont majoritairement des hommes, alors que les femmes et les enfants constituent la majorité des associé-e-s. ¹¹⁶ Ceci est dû principalement à la force des traditions chez les paysans. Mais, les choses sont entrain de changer puisque la moitié des femmes présentes à ce Congrès étaient des propriétaires.

En 1979, l'ANAP comptait 226,669 membres, dont 157,404 étaient propriétaires de leur terre. Les 7,203 femmes propriétaires de terre

en 1975 représenterait aujourd'hui environ 21.8% des propriétaires.

Depuis les débuts de la Révolution, le gouvernement cubain a accordé une priorité à la population de milieu rural afin de lui donner accès à l'éducation, à la santé et à de meilleures conditions de travail. C'est dans ce but que les brigades d'aide mutuelle FMC-ANAP ont été créées en 1966.

Rôle de la FMC avec l'ANAP

L'objectif fondamental des brigades FMC-ANAP est de contribuer au développement idéologique et politique des paysannes et de les aider à intégrer le marché du travail rémunéré dans les périodes spécifiques de semence et de récolte chaque année. 117

En 1979, les brigades FMC-ANAP comptait 72,592 membres dont 33,000 paysannes qui s'étaient mérité le titre de "Paysannes d'avant-garde" pour leur travail réalisé dans les diverses activités agricoles où elles travaillent soient: la culture de la canne à sucre, du tabac, du café et autres produits agricoles; par leur participation à la création de plans pour l'élevage d'animaux pour la consommation, aux constructions de nouvelles communautés et des installations sociales.

Les brigades d'aide mutuelle FMC-ANAP ont joué un rôle d'une

grande valeur pour élever le niveau idéologique des paysannes, notamment lors de la création des coopératives agricoles. En 1979, les femmes paysannes représentaient 35% des membres des coopératives.

Au niveau de l'éducation, le ministère de l'éducation offre aux jeunes femmes de milieu rural les possibilités d'étudier dans des Instituts d'agriculture et des polytechniques afin d'acquérir une formation technique spécialisée dans leur propre milieu de vie. Les spécialités enseignées dans ces instituts leur permettent d'étudier dans des domaines tels que: l'aviculture, la médecine vétérinaire, l'élevage des animaux, la laiterie, le soin des veaux, l'administration, la comptabilité et les emplois de gestion dans les fermes d'Etat. Ce système comprend soixante écoles dispersées en campagne à travers l'île et il a une capacité pour recevoir dix mille étudiantes. 118

Les femmes rurales travaillent à salaire dans les entreprises d'Etat et partagent le travail dans certaines lignes de production, au sein de l'économie familiale et non en tant qu'individu.

Depuis 1963, de nombreuses entreprises agricoles d'Etat ont été créées et développées dans les années 1970. On y a introduit des méthodes de mécanisation, d'irrigation, d'insémination artificielle, de génétique animale ainsi que des techniques d'élevage

et de production agricole. Depuis 1972, la FMC-ANAP a mis l'accent sur l'incorporation des femmes à l'apprentissage de ces techniques.

Il y avait en 1979, 77,200 femmes qui travaillaient dans des entreprises agricoles d'Etat et dans l'élevage, soit 13.4% du total de la force de main-d'oeuvre active dans le secteur agricole, sans inclure les secteurs de la pêche et de la culture du citron. Dans le but d'augmenter les possibilités d'intégration des femmes sur le marché du travail, des emplois cycliques sont offerts pendant les périodes de récolte de certains produits tels que le tabac, le café. En 1976, cela permit à 5,436 femmes de trouver ainsi des emplois périodiques. 119

L'intégration des femmes aux emplois agricoles s'est accélérée grâce à la construction de communautés rurales modernes dans les campagnes afin de remplacer les bohios (maison au toit de chaume) où vivaient la population paysanne traditionnellement. L'introduction de services tels que l'eau courante, l'électricité a grandement contribué à alléger le travail des femmes, leur permettant ainsi de s'intégrer plus facilement au marché du travail. Des programmes hydrauliques, de communication et d'électrification ont bénéficié à la population dans la majorité des régions rurales du pays.

En 1978, la construction de nouveaux quartiers d'habitation rurale atteignit le nombre de 16,771. A la même époque, un vaste plan de construction routière de 3,268 kilomètres permit de joindre entre

elles les principales régions rurales et de développer le transport collectif inter-régional. La création de trois cents cinquante communautés d'habitation a mis de l'avant le plan d'urbanisation rurale. Ces nouvelles communautés qui étaient isolées les unes des autres avant 1970, s'inscrivent maintenant dans les plans nationaux de développement agricole et d'élevage. ¹²⁰

Grâce à ces communautés, les femmes de milieu rural ont maintenant la possibilité de s'intégrer au marché du travail grâce aux nombreux services qui leur sont offerts dans chaque communauté, soient: une garderie, une école primaire, une polyclinique, un centre commercial, une bibliothèque, un centre récréatif, politique, culturel et sportif.

Des études menées dans ces communautés rurales ont démontré que le taux de natalité était inférieur ou égal au taux moyen de chaque province étudiée. Ces données font ressortir qu'il y a une réduction progressive ou spontanée du taux de natalité dans une société dans la mesure où les femmes prennent part à une vie économique active, en ayant accès à un plus haut niveau d'éducation, à un meilleur accès aux services de santé et aux moyens de contraception sans qu'il soit nécessaire au gouvernement d'intervenir systématiquement dans la vie des familles qui forment cette société. Cuba est du moins l'exemple qu'une telle politique de non-intervention directe donne des résultats intéressants.

Ainsi le taux de natalité en 1976, au niveau national était de 1.8%. ¹²¹ Il y avait en 1979, quelques trois cents nouvelles communautés rurales à travers l'île de Cuba. Selon une étude réalisée en 1975-1976, il n'y avait que 18% des femmes vivant dans ces communautés qui travaillaient. A cette époque, ce pourcentage se trouvait en-dessous de la moyenne nationale laquelle était de 25.3%. Cependant, de nouvelles études réalisées après 1977 dans cent quatre-vingts de ces communautés ont montré que 38.8% des femmes en milieu rural étaient incorporées au marché du travail. ¹²²

Les femmes en milieu urbain

En 1959, les femmes cubaines sont entrées dans la Révolution après avoir connu une double exploitation: en tant que travailleuses d'une part, et en tant que femmes, d'autre part. Nous avons vu au chapitre premier que celles-ci travaillaient principalement comme domestiques, prostituées ou ouvrières saisonnières dans les secteurs du tabac et des textiles. ¹²³

a) 1959-1963

De 1959 à 1963, les efforts du gouvernement par le biais notamment de la FMC furent de prendre les moyens pour éliminer cette double exploitation des femmes. La première étape fut de créer des écoles d'alphabétisation et de formation pour les femmes. Les premières femmes visées furent les paysannes pour qui on créa les

Escuelas Campesinas, c'est-à-dire les écoles paysannes Ana Betancourt, où on leur enseigna les bases de l'hygiène et de la couture. Quelques 20,000 domestiques s'inscrivirent dans les écoles spéciales d'avancement des domestiques fondées à La Havane en 1960. Plusieurs de ces femmes obtinrent une formation pour travailler comme monitrices dans les garderies d'enfants. D'autres suivirent des cours de sténographie, de dactylo, de comptabilité afin de s'orienter vers des professions en administration et en commerce.

De 1962 à 1967, 14,000 femmes par an assistèrent aux cours dans les écoles paysannes. Depuis le taux d'inscription a décliné progressivement au fur et à mesure que les femmes reçurent un enseignement adéquat et que des écoles ont été construites en milieu rural. 124

Au cours de ces années, les femmes cubaines ont été dirigées vers des emplois traditionnellement réservés aux femmes tels que secrétaires, commis, couturières, infirmières, personnel de garderies. Cependant, nous devons comprendre que dans cette première étape, le gouvernement visait à réorienter et à donner une formation de base aux femmes qui furent les plus exploitées avant la Révolution, c'est-à-dire les paysannes, les domestiques et les prostituées.

Au milieu des années soixante, la plupart des femmes avaient pratiquement eu la possibilité d'acquérir une formation de base.

Pendant la campagne d'alphabétisation en 1961, le taux d'analphabétisme passa notamment de 23% à 3,7%. Les femmes comptaient pour 56% de tous ceux et celles qui apprirent à lire et à écrire. En 1963, les écoles paysannes Ana Betancourt furent transformées en écoles unifiées offrant jusqu'à la 9^e année scolaire. Les écoles pour les domestiques commencèrent à offrir par le biais de la FMC des programmes éducationnels spécifiques. 125

b) 1964-1974

En 1964, une nouvelle étape commença avec la création du secrétariat à la production de la FMC dont le but était d'incorporer les femmes au marché du travail sur une base bénévole par le travail des femmes à l'intérieur des différentes brigades de la FMC, et sur une base rémunérée dans les divers secteurs de l'économie. Pendant plusieurs années, le travail de la FMC consista à organiser des assemblées de masse à l'intérieur des Comités de défense de la Révolution afin de convaincre les hommes et les femmes de l'importance pour la Révolution que les femmes deviennent des participantes actives à l'économie nationale. Ce travail fut une vraie bataille morale pour libérer les femmes de leur confinement à la maison jusqu'à ce que les attentes du vieil adage casa/calle commencent à disparaître progressivement.

Les progrès furent lents jusqu'en 1970 où commença la campagne de publicité pour la récolte des cent mille tonnes de canne à

sucre. En 1969-1970, quelques centaines de milliers de femmes participèrent bénévolement à la campagne de mobilisation populaire à la campagne. Pour plusieurs d'entre elles, ce fut leur première expérience de travail en dehors de la maison. Pour d'autres, ce fut l'occasion de participer à un travail temporaire ou à temps plein. A partir de 1969, les organes révolutionnaires planifièrent de recruter environ cent mille femmes par année pour rejoindre le marché du travail.

En mars 1971, le gouvernement passa la loi sur le vagabondage, laquelle stipule que:

"Article 1: Tous les citoyens considérés physiquement et mentalement sains ont le devoir social de travailler.

Article 2: Tous les hommes âgés de 17 à 60 ans et toutes les femmes âgées de 17 à 55 ans sont présumé-e-s être physiquement et mentalement capables de travailler.

Article 3: Tous les citoyens mâles en âge de travailler et capables de le faire, qui ne reçoivent aucune éducation dans notre système national d'éducation, et qui refusent tout travail sont coupables du crime de vagabondage." 126

Cependant, la loi a été plus clément pour les femmes et ne considère pas comme un crime le fait que toutes les femmes ne travaillent pas. Mais, l'esprit de cette loi reste clair. Le journal Granma du 14 mars 1971 rapporte que durant les discussions précédant l'adoption de la loi, un des changements proposé, mais non

adopté, était que l'Article 3 soit aussi appliqué aux femmes célibataires qui n'étudient pas et ne travaillent pas. Certains centres de travail proposèrent que la loi entière soit appliquée aussi aux femmes. ¹²⁷ Mais elle ne le fut pas, car le gouvernement a considéré que tant que des structures adéquates telles que garderies, cafeterias ne seraient pas mises en place en nombre suffisant, les femmes ne seraient pas assujetties à la loi sur le vagabondage en raison des responsabilités du travail domestique et de l'éducation des enfants qui incombent principalement aux femmes.

Au début des années soixante-dix, la force de main-d'oeuvre féminine se caractérisa par les traits suivants. Premièrement, elle s'accrut énormément en termes numériques. Virginia Olesen rapporte qu'en 1972, grâce aux efforts de la FMC, 400,700 femmes furent incorporées au marché du travail et que 91% de ces femmes restèrent au travail et qu'un des secteurs premiers où elles s'intégrèrent fut la santé publique. ¹²⁸

En 1974, les femmes formaient 25.3% de la main-d'oeuvre totale et 26% de toutes les femmes cubaines étaient incorporées dans un travail salarié en dehors de la maison. ¹²⁹

Deuxièmement, les femmes se retrouvèrent concentrées dans les secteurs de travail tels que l'enseignement, l'administration et l'industrie légère. Il y eut beaucoup de publicité faite autour

des femmes occupant des emplois traditionnellement masculins, tel que la coupe de la canne à sucre. Dans d'autres domaines par contre, les stéréotypes d'emplois féminins furent maintenus. Il n'y eut que les femmes qui travaillèrent dans les garderies.

Enfin, la division sexuelle du travail fut sanctionnée en 1968, par les résolutions 47 et 48 de la loi du ministère du travail. Ces résolutions avaient pour but de réserver quelques cinquante emplois spécifiquement pour les femmes et les empêcher de pratiquer un nombre égal d'emplois réservés aux hommes. La Révolution justifia ces résolutions par diverses raisons allant de la protection de la santé des femmes jusqu'à la levée de barrières psychologiques bloquant l'entrée des femmes sur le marché du travail. Quoiqu'il en soit, les résolutions eurent pour effet certain de renforcer les notions de division "naturelle" sexuelle du travail et de créer des secteurs d'emplois féminins tels que monitrices de garderie, professeur et infirmières.

Par ailleurs, au même moment, un autre phénomène commença à se manifester parmi les femmes nouvellement intégrées au marché du travail. Elles retournaient à la maison, quittant leur emploi, au même rythme qu'elles y étaient entrées. Par exemple, pendant les trois derniers mois de 1969, 140,000 femmes occupaient un emploi. A la fin de 1969, seulement 110,000 occupaient toujours ces emplois. On perdit donc quelques 30,000 femmes au cours de cette année. 130

Pour la période allant de 1969 à 1974, on a estimé que plus de 700,000 femmes furent recrutées pour entrer sur le marché du travail, mais que compte-tenu des abandons, cela représenta une augmentation réelle de moins de 200,000 femmes travailleuses. Si l'on examine le tableau 5, nous constatons que l'augmentation du nombre de femmes dans la force de main-d'oeuvre fut plus grande entre 1968 et 1969 qu'entre 1958 et 1968 et que 76% des femmes déjà incorporées au marché du travail depuis 1960 en sortirent en 1969. L'augmentation nette a été calculée en soustrayant le nombre de femmes qui ont quitté leur emploi au cours de l'année du nombre total de femmes ayant été nouvellement incorporées au marché du travail pour la même période. Ce que nous montre ces chiffres, c'est que pour obtenir une augmentation nette de 196,903 femmes travailleuses entre 1969 et 1974, il y eut une incorporation totale de 713,924 femmes pendant la même période.

La prochaine étape pour le gouvernement cubain et la FMC fut d'analyser les raisons de ces nombreux abandons ou ce refus des femmes d'entrer sur le marché du travail et la difficulté d'y rester, et d'appliquer des mesures permettant d'y remédier.

c) 1974-1979

Pendant la campagne de recrutement des femmes par la FMC pour mobiliser celles-ci dans la force de main-d'oeuvre, on constata que bien qu'il y eut quelque 100,000 femmes qui joignirent le

marché du travail, près de 300,000 femmes qui avaient été approchées par la FMC, lors du porte-à-porte avaient refusé. 59% de ces refus furent attribués aux obligations familiales, et 41% en raison d'obstacles idéologiques. 131

Afin d'examiner en profondeur les raisons pour lesquelles les femmes quittaient le marché du travail salarié, la FMC effectua une enquête. Les résultats de l'enquête firent ressortir toute une foule de raisons. Une des raisons invoquées le plus souvent montre la difficulté de combiner les tâches domestiques et familiales avec le travail à l'extérieur. On mentionna aussi le manque de services efficaces pour alléger les tâches domestiques; la rareté des produits de consommation qui diminue la motivation à travailler; les conditions de travail pauvres; le manque de compréhension des administrateurs dans les centres de travail face aux problèmes spécifiques des femmes; le malentendu sur le rôle des femmes dans la société socialiste; on souligna aussi le fait que les femmes qui étaient sur le marché du travail ou impliquées dans les organisations de masse n'étaient pas promues en proportion avec leur nombre.

De plus, en 1970, une enquête menée par le Parti communiste cubain auprès de 5,168 hommes et femmes travaillant dans 211 centres de travail permit de découvrir les facteurs empêchant la promotion des femmes à des postes de leadership.

Les réponses donnèrent les résultats suivants: le travail domestique (85.7%); la garde des enfants (83%); le manque d'éducation (51.5%); le manque de politiques pour promouvoir les femmes à des postes de leaders (38%); la résistance des maris (26.2%); et le fait que l'administration des centres de travail pense que le travail domestique affecte le rendement des femmes au travail (22.8%). 132

A la suite de ces enquêtes, le front féminin fut incorporé à la structure du CTC, le syndicat des travailleurs cubains. A la fin de 1969, des commissions de secours furent formées dans de nombreux centres de travail à travers les efforts de la CTC, de la FMC et du ministère du travail afin de trouver de nouvelles politiques pour faciliter la participation des femmes au marché du travail salarié. Ces commissions de secours avaient la responsabilité de fournir une aide, autant matérielle que psychologique, aux femmes ayant un certain degré d'éducation et auxquelles on avait assigné des postes inférieurs à leurs qualifications dans leurs centres de travail.

L'application de ces commissions de secours mena le gouvernement et la FMC à augmenter les services offerts aux femmes qui travaillaient.

Le Plan Jaba ou plan panier permit aux femmes qui travail-

laient ou à n'importe quel membre de sa famille d'avoir priorité de service dans les épiceries. Les femmes pouvaient ainsi éviter les longues files d'attente en laissant une liste de leurs achats le matin et en les ramassant à la sortie de leur travail.

L'augmentation du nombre de buanderies et de services de cafeterias visait également à alléger le travail domestique des femmes travaillant; la CTC accorda la priorité aux femmes au travail pour la distribution de réfrigérateurs et de machines à laver. Elles se virent accorder des jours spéciaux pour se procurer certaines marchandises distribuées en libreta, c'est-à-dire vendues avec le carnet de ration. On accorda un accès préférentiel aux femmes travaillant pour obtenir des rendez-vous chez le médecin, le coiffeur, et dans certains magasins.

Des efforts furent faits pour faciliter l'accès aux lieux de travail lorsque les distances à parcourir pour s'y rendre nécessitaient parfois de longues heures d'autobus. Ainsi, on a tenté de construire davantage de logements près des centres de travail en accordant la priorité aux femmes sur le marché du travail. On construisit, par exemple, une usine de souliers employant 400 travailleurs près du quartier José Martí à Santiago; parmi ces travailleurs, 245 étaient des femmes et 85% de ces dernières vivaient à cet endroit. La cité d'Alamar, en banlieue de La Havane, a été construite tout près d'une usine textile où travaillent majoritairement des femmes. 133

L'augmentation du nombre de garderies fut une autre priorité du gouvernement dans les années soixante-dix. En 1974, il y avait 642 garderies à Cuba pouvant accueillir 55,000 enfants. Le plan économique pour 1976-1980 planifia d'en construire 400 de plus afin d'accueillir quelque 150,000 enfants au total. ¹³⁴

Le système de garderies à Cuba fut créé en 1962 par la FMC. Examinons le tableau 6 à cet effet. En 1962, il y avait 109 garderies avec une capacité de 10,470 enfants. En 1976, ce nombre atteignit 674 centres recevant 64,086 enfants; en 1978, les garderies se comptaient au nombre de 782 et accueillait 86,000 enfants. C'est dire que l'objectif des 150,000 enfants n'était pas encore atteint puisque les chiffres les plus récents que nous connaissons nous révèle qu'en 1979 il y avait 90,100 enfants inscrits dans les garderies. ¹³⁵

Les garderies prennent les enfants âgés de six mois jusqu'à six ans et fournissent à ceux-ci des soins médicaux, les repas et le lavage des vêtements de l'enfant. Elles sont ouvertes de six heures le matin à sept heures le soir, du lundi au samedi matin. Depuis 1971, les éducatrices qui travaillent dans les garderies reçoivent une formation de trois ans après le cours secondaire aux Escuelas de Educadoras ou écoles des éducatrices. Les garderies ont été gratuites jusqu'en 1975. Depuis 1980, on demande un paiement minimal qui ne dépasse pas 5% du revenu per capita de tous les membres de la famille qui travaillent, c'est-à-dire le plus souvent 5% des revenus du père et de la mère. ¹³⁶

Lors de notre séjour à Cuba en 1982, nous avons eu l'occasion de visiter la garderie El Barquito de papel située à quelques kilomètres en banlieue de La Havane. Cette garderie offrait ses services aux mères de famille du quartier travaillant à l'extérieur. Dix-sept éducatrices s'occupaient de 228 enfants. Nous avons rencontré deux de ces éducatrices ainsi que le médecin responsable du dossier médical de chaque enfant. Il y avait aussi deux infirmières qui y travaillaient sur une base permanente.

Les salles de jeux aménagées pour les différents groupes d'âge étaient d'une propreté impeccable, bien aérées et joliment décorées. Les enfants s'amusaient à des jeux individuels et collectifs. Ils semblaient tout à fait à l'aise et naturels dans cet environnement. Afin de lutter contre le sexisme, les éducatrices nous ont expliqué que tous les jeux étaient ouverts sans réserve autant aux filles qu'aux garçons. Ainsi les garçons comme les filles s'amusaient avec les plats de cuisine et les fers à repasser. Par contre, les garçons préféraient jouer au barbier et les filles à la coiffeuse, ces emplois étant occupés respectivement par des hommes et des femmes à Cuba.

Les garderies sont subordonnées au ministère de l'éducation et leur structure de base comprend un-e représentant-e du Parti communiste, un-e représentant-e syndical-e, un-e représentant-e des Jeunesse communiste et la directrice de la garderie.

Dans chaque municipalité, il y a une personne responsable de la sécurité sociale pour recueillir les nouvelles demandes en garderie. Les attentes pour placer son enfant en garderie peuvent varier de un mois à deux mois. On nous a mentionné que l'attente dépendait aussi de l'âge de l'enfant. Il serait plus facile de placer un bébé de quelques mois que de placer un enfant âgé de deux ou trois ans. C'est également la municipalité qui décide à quelle garderie iront les enfants des parents qui en font la demande.

A tous les trois mois, le personnel de la garderie rencontre en réunion tous les parents des enfants pour discuter du fonctionnement de la garderie et de l'évolution de leur-s enfant-s. Le conseil de direction de la garderie comprend la directrice générale de la garderie, la sous-directrice, responsable de la pédagogie, la directrice-administrative, responsable de la distribution de la nourriture et des vêtements, et l'infirmière, qui est responsable des dossiers médicaux des enfants.

Nous avons soulevé au grand étonnement des éducatrices rencontrées à la garderie, une interrogation sur l'absence des hommes en tant qu'éducateurs dans les garderies à Cuba. On nous a répondu que ce métier n'intéressait pas les hommes à Cuba, bien que parfois le cuisinier, le médecin ou le directeur de la garderie puissent être des hommes. Enfin, l'étonnement atteint son paroxysme lorsque l'on mentionna qu'au Canada quelques hommes travaillaient dans les garderies à titre d'éducateurs et que le fait de voir des hommes s'occuper des enfants pouvait contribuer

à éliminer le sexisme. Enfin, une longue discussion s'ensuivit entre notre traductrice et les deux éducatrices qui en vinrent à la conclusion qu'en effet, cette façon de voir mériterait d'être étudiée davantage. Et qui sait peut-être qu'un jour verra-t-on à Cuba des hommes travailler dans les garderies comme éducateurs. Nous sommes parfaitement consciente néanmoins que même au Canada les hommes sont des exceptions dans les garderies,

Au niveau social, de nombreuses autres mesures ont été mises en place pour faciliter les chances d'emploi aux femmes. Ainsi, le ministère de l'éducation a construit de nombreuses écoles semi-internats et aménagé des camps de vacances comme le Palais des Pionniers, où les étudiant-e-s du niveau primaire peuvent aller passer deux semaines pendant l'année.

En 1980, un demi-million d'élèves de l'enseignement secondaire ont eu des bourses et 28,000 enfants étaient demi-pensionnaires, c'est-à-dire qu'ils pouvaient visiter leur famille aux deux semaines ou au mois. L'augmentation du personnel d'auxiliaires pédagogiques a permis de prolonger dans beaucoup d'endroits les horaires des semi-internats et l'organisation d'activités le samedi matin dans les écoles primaires.

Enfin, la loi de la maternité de la travailleuse, passée en 1974 a permis aux femmes travaillant d'obtenir un congé de maternité rémunéré de quatre mois et un congé sans solde d'un an tout

en conservant la permanence de son poste. Nous étudierons cette loi plus en détail dans la section des instances juridico-politiques.

Le Code de la famille, entré en vigueur le 8 mars 1975, apporta d'importantes modifications et un support législatif très important à l'intégration des femmes sur le marché du travail, notamment les articles 26 et 27 qui stipulent l'obligation des deux conjoints de partager les tâches domestiques ainsi que l'éducation des enfants. 137

En conclusion, si nous analysons toutes les mesures sociales prises par le gouvernement cubain en collaboration avec la FMC et la CTC, nous constatons qu'elles ont permis aux femmes de continuer plus facilement à combiner leurs responsabilités domestiques et leur travail à l'extérieur. Néanmoins, bien que nous ne mettons pas en doute la bonne volonté des autorités politiques pour alléger le travail des femmes, nous croyons qu'elles sont encore insuffisantes. Car malgré tout le côté avant-gardiste du Code de la famille, il est toujours difficile pour les hommes de participer activement à l'éducation des enfants s'ils ne peuvent pas profiter aussi de congés accordés à cet effet tout comme les femmes.

Cependant, nous devons reconnaître que l'aspect législatif du Code de la famille a contribué à amorcer un changement réel

au niveau des attitudes des hommes, particulièrement la nouvelle génération née dans les premières années de la Révolution, face au partage des tâches domestiques et à l'éducation des enfants, et ce en raison du réel partage qui existe à ce niveau dans les semi-pensionnats et les écoles basiques à la campagne (ESBEC) où garçons et filles travaillent aux champs et sont responsables de l'entretien domestique de leurs dortoirs.

Il faut également souligner la volonté politique du gouvernement pour le plein achèvement de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'occasion de nombreux discours de Fidel Castro, lors des Congrès du Parti communiste et aux Congrès de la FMC.

Voyons maintenant quels furent les résultats obtenus suite à la mise en place de toutes ces mesures pour favoriser l'intégration des femmes au marché du travail.

Le tableau 7, bien que nous donnant des pourcentages clairsemés, nous permet de comparer l'évolution de la participation des femmes au marché du travail salarié entre 1958, où il n'y avait que 14% de femmes dans la force de main-d'oeuvre active et 1979, où quelques 800,000 femmes constituaient 30% de la force de main-d'oeuvre.

Nous pouvons constater qu'entre 1958 et 1970, malgré une campagne de publicité intensive pour intégrer les femmes au marché du

travail, la proportion de femmes occupant un emploi salarié n'avait augmenté que de 22% en douze ans.¹³⁸ Entre 1968 et 1969, l'augmentation en pourcentage fut très faible, soit de 2.1%. Cependant, à partir de l'application de la loi de la maternité de la travailleuse en 1974 et du Code de la famille en 1975, nous pouvons remarquer une progression constante et plus substantielle entre 1974 et 1979, où le pourcentage de femmes dans la main-d'oeuvre salariée passera respectivement de 25.3% à 30%.

Lorsqu'on examine par ailleurs la proportion de femmes occupant des postes de direction dans les différents secteurs de l'économie, nous constatons que leur pourcentage est nettement minoritaire. Nous nous référons au tableau 8 qui nous présente la proportion de femmes par secteur de main-d'oeuvre et la proportion de celles-ci occupant des postes de direction (leadership) comme personnel administratif ou cadres pour l'année 1975.

En 1975, les femmes se retrouvaient en majorité au ministère de la santé où elles occupaient 64% des emplois et seulement 31.5% des postes de direction; au ministère de l'éducation, 40% d'entre elles occupaient des postes de direction, bien qu'elles composaient 58% de la main-d'oeuvre totale. Les proportions de femmes occupant des postes de direction vont en décroissant pour les ministères où l'on ne voit pas traditionnellement des femmes. Ainsi, au ministère de l'industrie du sucre, elles ne sont représentées à des postes de direction qu'à 3.3%; à 1.9% à l'Institut national de la réforme agraire; à 5.8%, au ministère des industries alimentaires; et à 8.1% à Cuba Tabaco. Globalement, les femmes occupaient en moyenne 15%

des postes de direction.

Nous examinons le tableau 9 concernant la répartition des femmes dans les différents secteurs de l'économie en 1979. Ces chiffres démontrent que les femmes se retrouvent en majorité dans les secteurs de l'éducation (65%), de la santé et du bien-être (61.9%), des finances (54.9%) et de l'administration (47.6%). Si l'on compare ces chiffres avec ceux de 1973 (tableau 2), on note une augmentation de 5% au niveau de l'éducation et de 1.9% dans la santé. Les secteurs de l'éducation et de la santé sont devenus des bastions de main-d'oeuvre féminine à Cuba comme dans plusieurs pays occidentaux. Mais, les finances (54.9%), l'administration (47.6%), le commerce (43%), les communications (42%) sont des secteurs nouveaux où il y avait peu de femmes avant 1959. Nous ne pouvons pas préciser cependant si les femmes y occupent plutôt des postes de secrétaires ou de vendeuses puisque nous n'avons pas de données quant aux emplois occupés au sein de ces secteurs.

Ce qui est tout à fait nouveau, par contre, est le pourcentage de femmes travaillant dans des secteurs réservés habituellement à la main-d'oeuvre masculine: c'est-à-dire l'industrie, où l'on retrouve 24.8% de femmes, la construction (11.9%), l'agriculture et l'élevage (14.8%), la foresterie (11.2%), les transports (13.4%), les sciences et la technologie (34.3%) et les autres activités productives (non précisées) (44.9%).

Bien que les femmes ne représentent en moyenne que moins du tiers des travailleurs dans ces secteurs, il y a quand même une nette amélioration de l'incorporation des femmes dans ceux-ci. Et, nous pourrions facilement comparer ces chiffres avec ceux du Canada sans que les différences ne soient énormes.

Les prédictions économiques pour 1979-1985 prévoient selon le gouvernement cubain que le pourcentage de femmes dans tous les secteurs de l'économie augmentera progressivement dans les prochaines années, spécialement dans les secteurs des services et de l'industrie. 139

Nous n'avons pu obtenir de données sur les salaires perçus par les femmes selon les catégories d'emploi. Lorsque nous avons soulevé la question aux responsables de la FMC à La Havane à savoir si les salaires versés aux femmes étaient inférieurs à ceux des hommes, on nous a répondu que les discriminations salariales basées sur le sexe ou la race n'existent plus à Cuba depuis la Révolution.

Bien qu'il existe des différences salariales à Cuba, elles ne dépendent pas de ces facteurs. Elles sont liées à la qualité et à la quantité d'emplois disponibles dans un secteur et à son importance pour l'économie cubaine. Une réforme salariale a eu lieu à Cuba en 1980 et a bénéficié à plus d'un million de travailleurs et de travailleuses cubain-e-s qui se trouvaient dans la catégorie salariale la plus basse.

Selon Miguel Dotres Leon, économiste pour le JUCEPLAN (Conseil central de la planification cubaine), le plus bas salaire mensuel à Cuba est de 85 pesos (environ \$110) et le plus élevé d'environ 600 pesos (environ \$780), ce qui représente un écart de un à sept sur l'échelle salariale, lequel écart est très petit comparé à l'échelle salariale de n'importe quel pays capitaliste où l'échelle peut varier facilement de un jusqu'à quinze.

Le salaire moyen à Cuba est d'environ 150 pesos (\$195) par mois. Par ailleurs, le coût d'un logement à Cuba ne peut pas dépasser 10% du revenu d'un individu ou d'une famille et il est le plus souvent inférieur à ce pourcentage. Alors que ce coût peut facilement atteindre au Canada et dans plusieurs pays capitalistes 25 à 30% du revenu d'une famille. De nombreux autres services sont gratuits à Cuba tels que tous les services éducationnels (l'université compris), les frais dentaires, hospitaliers et de santé en général; le transport est à un coût extrêmement bas on paye par exemple 25 centavos (environ 30 cents) pour se rendre n'importe où en autobus à La Havane.

Si un-e employé-e perd son emploi en raison de la fermeture d'une usine ou d'un centre de travail, il ou elle continuera à recevoir 70% de son salaire jusqu'à ce qu'il ait trouvé un nouvel emploi. Il n'y a pas de chômage à Cuba, mais il existe un chômage de type transitionnel pour ceux et celles qui préfèrent attendre pour effectuer un certain emploi ou pour aller dans une

localité spécifique. 140

Afin de mieux saisir la portée de l'incorporation des femmes cubaines à la population économique active, nous la comparerons avec celle des femmes dans quelques autres pays d'Amérique latine.

Quelques comparaisons

Au Mexique, en 1970, les femmes représentaient 19.5% de la main-d'oeuvre active totale, c'est-à-dire que 19.5% des femmes âgées de plus de douze ans étaient actives économiquement. A la lecture du tableau 10, on remarque 69.6% des femmes se consacraient aux travaux domestiques comparativement à 2.8% des hommes. Et, 7.4% des femmes en comparaison de 2.7% des hommes étaient sans emploi. Au niveau de l'éducation, plus d'hommes que de femmes étudiaient: 10.1% de femmes pour 13.8% d'hommes.

Nous voulons souligner particulièrement le fait qu'en 1970, le secteur des services, c'est-à-dire principalement le travail de domestique occupait 59.8% des femmes actives économiquement. (voir tableau 11). Il n'y avait que 10.8% des femmes économiquement actives travaillant dans le secteur agricole pour 46.2% d'hommes, les unes et les autres étant majoritairement d'origine indienne. A Cuba, en 1979-1980, on retrouvait un pourcentage légèrement plus élevé de femmes dans l'agriculture, soit 14.8% (tableau 9).

Quant au 19.6% de femmes travaillant dans le secteur de l'industrie, elles exécutaient principalement des tâches de nettoyage et de service. ¹⁴¹

Ces données nous montrent l'évolution de la structure capitaliste à l'intérieur d'un pays comme le Mexique, où malgré une importante industrialisation, la situation économique des femmes ne s'est pas améliorée puisque la majorité des femmes sont confinées dans des emplois de domestiques et de services dans l'industrie comme c'était le cas à Cuba avant la Révolution. En fait, si le Mexique a fait sa Révolution dans les années de luttes armées de 1910-1920, les structures économiques capitalistes axées sur la substitution des importations et l'industrialisation accélérée ont contribué à concentrer de plus en plus les revenus entre 1950 et 1969 dans les mains de 10% des familles mexicaines. ¹⁴²

Selon une étude de Ifigenia Navarette ¹⁴³, 30% seulement des familles mexicaines ont amélioré leurs revenus au cours des deux dernières décennies. Ce qui signifie que 70% des familles ont vu leurs conditions de vie se dégrader de plus en plus.

Avec le développement du secteur tertiaire, les femmes mexicaines ont été concentrées dans ce secteur. Ainsi, on a assisté à une augmentation des travailleuses dans la population économiquement active entre 1930 et 1970: celles-ci sont passées de

4.6% en 1930 à 7.4% en 1940, à 13.6% en 1950, à 18.8% en 1960 et à 19.2% en 1970. ¹⁴⁴

Le tableau 12 donne un aperçu global du taux de participation des femmes d'Amérique latine à la vie économique de leur pays. Pour l'ensemble des pays d'Amérique latine, 40% environ de la main-d'oeuvre active travaille dans le secteur agricole.

C'est le cas de pays comme Haiti, le Paraguay, le Guatemala, le Honduras où une grande partie de la population féminine travaille dans ce secteur. Si l'on examine la charte de la population active en Amérique latine, on recense 47.3% de femmes en Haiti en 1971, 14% au Guatemala en 1974, et 21.4% au Paraguay en 1972 qui sont actives économiquement par rapport à l'ensemble de la population active. A Cuba, ce pourcentage était de 18.3% en 1970.

Dans d'autres pays, par contre, tels le Brésil, l'Argentine, le Mexique, la Jamaïque et le Venezuela, l'essor industriel des années soixante a facilité l'incorporation des femmes dans l'industrie et surtout dans le secteur tertiaire. Les pourcentages féminins dans la population active étaient ainsi de: 30.9% au Brésil en 1973, 25.4% en Argentine en 1970, 21.6% au Mexique en 1975, 46% en Jamaïque en 1975 et 27.8% au Venezuela en 1975.

Si l'on ne regarde que ces chiffres, nous pourrions dire que les pourcentages de femmes économiquement actives dans ces pays sont assez élevés si on les compare à ceux de pays plus

agricoles. Si on les compare à Cuba, ils semblent similaires, puisque Cuba avait 25.3% de femmes incorporées à la main-d'oeuvre active en 1974 (voir tableau 7). Cependant, ce que ces chiffres ne révèlent pas c'est la distribution de cette main-d'oeuvre féminine par secteur occupationnel.

Or, dans les pays où les femmes sont entrées en plus grand nombre dans le secteur industriel et le tertiaire, cela ne correspond pas pour autant à une amélioration des conditions de vie des travailleuses latino-américaines. Des études révèlent notamment que celles-ci occupent surtout des emplois administratifs dont les salaires sont inférieurs à ceux des hommes, ou travaillent dans des usines de haute technologie pour des salaires inférieurs à ceux des hommes ou se retrouvent dans des ghettos d'emplois féminins où elles sont exploitées tels les emplois de domestiques. 145

On assiste donc dans l'ensemble à un déplacement des femmes vers des secteurs sous-payés dans le cas des pays latino-américains plus industrialisés, à une disparité des salaires entre les classes bourgeoise et populaire, d'une part, et entre les hommes et les femmes, d'autre part. La main-d'oeuvre féminine se caractérise ainsi davantage par le caractère de réserve de sa force de travail et un statut de sous-prolétaire parmi la classe ouvrière en raison des salaires inférieurs qui lui sont versés et des types d'emplois qui lui sont réservés.

Rôle des femmes dans le secteur éducation

Les secteurs de l'éducation et de la santé figurent parmi les réussites les plus importantes de la Révolution cubaine. Il faut souligner également que ces deux secteurs ont constitué des priorités pour le gouvernement cubain dès les débuts de la Révolution. C'est en donnant accès à l'éducation et à la santé aux femmes cubaines que leur insertion sur le marché du travail a été possible en grande partie.

Rappelons brièvement qu'il y avait à Cuba en 1958, un million d'analphabètes absolus, plus d'un million de semi-analphabètes, six cents mille enfants sans école et dix mille instituteurs sans travail. ¹⁴⁶

La première réforme intégrale de l'éducation fut promulguée le 26 décembre 1959. L'année 1961 fut celle de la réalisation de la campagne d'alphabétisation à laquelle participèrent trois mille professeurs et étudiant-e-s volontaires pour aller enseigner aux paysans et aux paysannes dans les montagnes et la campagne. C'est ainsi que 707,000 adultes furent alphabétisés en un an. ¹⁴⁷ 55% des brigadistas-alphabétiseurs et 56% des alphabétisés étaient des femmes. En un an, le taux d'analphabétisme passa de 23.6% à 3.9% après la campagne d'alphabétisation. ¹⁴⁸

La deuxième étape de cette campagne d'alphabétisation au ni-

veau de l'éducation aux adultes consista à ouvrir des écoles du soir pour élever le niveau de scolarité de la population et ainsi favoriser l'intégration des travailleurs et des travailleuses au développement économique du pays.

On créa des écoles ouvrières et paysannes. On ouvrit les écoles de formation Ana Bétancourt, spécialement pour les femmes, où on offrit aux paysannes, aux domestiques et aux prostituées une formation de base leur permettant d'apprendre un métier. On compta en un an plus de 150,000 jeunes paysannes qui s'inscrivirent à ces cours. En août 1962, soixante écoles spéciales avaient été mises sur pied dans lesquelles 19,000 domestiques s'inscrivirent et parmi lesquelles 10,000 purent trouver un nouvel emploi.¹⁴⁹

On créa également des cours du soir pour les personnes travaillant pendant le jour où l'on enseigna des techniques de base telles que la composition, la dactylo ou des cours à plein temps axés sur l'apprentissage d'emplois spécifiques: principalement commerciaux ou administratifs. En 1967, il y avait plus de 5,500 femmes suivant ces cours à Cuba.

La FMC mit sur pied aussi des écoles spéciales pour les paysannes. En 1961, 100,000 femmes apprirent ainsi à lire et à écrire ainsi que des techniques telles que la couture, la cuisine et l'hygiène. On donna ensuite à chacune d'entre elles une machine à coudre pour qu'elles apprennent à dix autres femmes en retour-

nant dans leur village.

En 1963, on ouvrit la première école Ana Betancourt pour les paysannes, à Miramar, en banlieue de La Havane, pour leur donner une formation et ce jusqu'en 1975 où il y eut assez de petites écoles construites à la campagne. Les prostituées eurent la possibilité de joindre les écoles de réhabilitation où on leur donna accès à une formation et à des emplois dans des manufactures et dans des usines. 150

Le 6 juin 1961, on adopta la loi sur la Nationalisation générale de l'enseignement et la gratuité de l'instruction. Par la suite, le gouvernement cubain s'occupa à mettre sur pied différentes réformes telles que la réforme universitaire, le développement de la recherche scientifique, la création d'un plus grand nombre de spécialités et d'instituts pédagogiques, la création d'un système de bourses pour les paysan-ne-s et pour les universitaires.

Toutes ces mesures, ainsi que l'introduction de la liaison étude-travail, furent appliquées progressivement au cours des années soixante et au début des années soixante-dix dans le but de réorienter le système d'éducation en fonction des besoins du pays.

Un des principes qui révolutionna réellement l'enseignement

à Cuba fut l'expérience consistant à combiner l'étude avec le travail au niveau secondaire. L'expérience de l'école à la campagne fut menée pour la première fois dans la province de Camaguey en 1966 pendant trente-cinq jours. Plus tard, en 1968-1969, on appliqua ce principe dans les écoles secondaires urbaines pour une période minimale de sept semaines chaque année. Ce système est en application maintenant partout à Cuba selon l'âge des étudiants et les caractéristiques des types d'éducation.

Ce principe pédagogique vient de la conception que se faisait José Martí, héros national mort en 1885 pour l'Indépendance de Cuba sous la domination espagnole. Il disait:

"Il faut apprendre à l'école le maniement des forces contre lesquelles on doit lutter dans la vie. On ne devrait pas dire des écoles, mais des ateliers. Il faut manier la plume l'après-midi, la houe le matin. " 151

Les filles participent aux programmes des écoles secondaires fondamentales rurales (ESBEC) au même titre que les garçons. Leur participation à tous les paliers du système d'éducation se fait sur une base d'égalité et de non-discrimination. Les mêmes opportunités sont offertes aux deux sexes.

Nous examinons maintenant quelques tableaux susceptibles de préciser la situation de la population féminine au sein du système d'éducation.

A Cuba, il n'y a pas d'écoles spécialement pour les filles. Toutes les écoles sont mixtes et tous les programmes scolaires sont ouverts aux filles et aux garçons.

Si l'on examine le tableau 13, on voit que pour les pourcentages d'inscription féminine au niveau primaire, secondaire et universitaire pour les années 1975-76 et 1977-78, il y a eu en l'espace de deux ans une légère baisse de 0.6% du taux d'inscription féminin au niveau primaire. Au niveau secondaire, il y a eu une légère augmentation de 0.5%; tandis que le niveau supérieur (universités et instituts technologiques) est marqué par une nette augmentation de 3.8%. La FMC a joué un rôle de premier plan dans ce sens pour pousser les femmes à poursuivre des études supérieures qu'elles soient sur le marché du travail ou non.

Les statistiques de 1970 montrent que 81.1% de toute la population féminine avait un niveau d'éducation inférieur à la 6^e année; 13.9% des femmes avaient terminé le cours secondaire et 4.8% avaient atteint le niveau intermédiaire ou supérieur. 152

Actuellement, l'éducation des adultes vise à augmenter le degré de scolarité des travailleurs et des travailleuses de la 6^e année, qui était l'objectif pour la période de 1975 à 1980, à la 9^e année pour la période de 1980 à 1985. Ces objectifs visent à atteindre une participation féminine de 50% des effec-

tifs à tous les degrés du système d'éducation: élémentaire, secondaire et supérieur.

Au cours des années 1975-1978, le gouvernement a mis l'accent sur l'augmentation des effectifs féminins dans les instituts technique et vocationnel. Si on se réfère au tableau 14, nous pouvons observer une légère augmentation des effectifs féminins entre 1975-76 et 1978-79. Au niveau de la formation industrielle, on est passé de 21.4% à 23.8%: soit une augmentation de 2.4%. Quant à la formation agricole, elle a regroupé 1% de plus de femmes en l'espace de deux ans, passant de 20.3% à 21.3%.

Les formations administrative et de gestion ont reçu 67.4% de femmes en 1975-76 et 68.7% en 1978-79, ce qui est assez élevé. La moyenne générale des effectifs féminins inscrits dans l'ensemble des instituts professionnels et techniques indique un taux de 55% pour l'année académique 1978-79. Il est clair que dans l'ensemble les quotas 50/50 pour les effectifs masculins et féminins sont respectés dans les écoles offrant une formation de type technique et professionnel. Cependant, les femmes sont encore minoritaires dans les instituts offrant une formation industrielle ou agricole. Mais, du côté administratif et de la gestion, elles se retrouvent en égalité ou légèrement supérieur aux effectifs masculins.

Afin de permettre à plus de travailleurs et de travailleu-

ses d'avoir accès à des cours tout en travaillant, le gouvernement promulgua la loi 1272 en juin 1972. Cette loi permit l'application de politiques précises afin d'améliorer la formation technique des ouvriers et des ouvrières.

Ces politiques furent appliquées méthodologiquement sous la responsabilité du ministère de l'éducation. La résolution 620-74, à l'article 46, établit dans ce sens la responsabilité des syndicats sur les lieux de travail d'assurer:

"...la participation des femmes à ces cours de formation tout en tenant compte de leurs responsabilités particulières, notamment la charge des enfants, et de plusieurs autres responsabilités à l'intérieur de cercles d'intérêt pour la formation vocationnelle et l'orientation professionnelle des travailleuses. " 153

Sur le plan de l'enseignement comme tel, en éducation et dans les sciences, les femmes occupent une place importante. En effet, elles représentent 60.3% de tous les travailleurs et travailleuses, soit 162,381 femmes sur un total de 269,417 travailleurs et travailleuses. 154

Le tableau 15 nous permettra de comparer les pourcentages d'hommes et de femmes qui poursuivaient des études tout en étant sur le marché du travail en 1979. Il y avait en 1979 31.5% des femmes qui travaillaient aux études, pour seulement 23.5% des hommes.

Dans l'ensemble, il apparaît clairement que la proportion de femmes qui poursuivaient des études était supérieure à celle des hommes dans tous les niveaux d'éducation, sauf au niveau des cours d'introduction à l'université où les pourcentages sont égaux: soit à 0.9%. Au niveau du certificat d'études, c'est-à-dire jusqu'à la 6^e année, il y a 70.2% de femmes pour 51.5% d'hommes qui l'ont. On retrouve plus du double de femmes (4%) que d'hommes (1.8%) au niveau de l'enseignement moyen et professionnel. L'augmentation du nombre de femmes dans le domaine de la formation technique est aussi remarquable, soit: 6.3% de femmes suivent ces cours pour 4.2% d'hommes.

Pour clore cette section, nous examinerons les indicateurs de scolarisation pour quelques pays d'Amérique latine et de la Caraïbe en comparaison avec ceux de Cuba.

Ce qui saute aux yeux en regardant le tableau 16, c'est que Cuba possède le taux le plus bas d'analphabétisme, soit 4% comparativement à des taux extrêmes de 83.5% en Haïti, 50% au Nicaragua ou 45% au Guatemala. Quelques pays tels que l'Argentine (7.4%), le Chili (6.1%) et la Jamaïque (5.9%) ont des taux assez bas, mais ils sont les exceptions, l'ensemble des pays latino-américains présentant des taux variant entre 15% et 40%.

En ce qui a trait au taux de scolarisation du 1^{er} et 2^e degré, Cuba figure aussi parmi les pays qui ont les pourcentages

les plus élevés de scolarisation à ce niveau. Le Chili apparaît en premier, avec 95% de sa population ayant atteint ces niveaux de scolarisation, suivi de Porto Rico (87%), du Mexique (86%), de Cuba (85%), de la Colombie (81%) et de l'Equateur (80%). A l'autre bout de l'échelle, on retrouve des pays comme Haiti où seulement 38% de la population ont accès au 1^{er} et au 2^e degré, le Guatemala (41%), le Honduras (53%) et le Nicaragua (59%).

Pour ce qui est de la scolarisation au 3^e degré, Cuba, avec un taux de 17.41%, figure parmi les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe qui ont les taux les plus élevés soit: Porto Rico avec 36.09%, l'Argentine (28.6%), l'Equateur (28.51%) et l'Uruguay (17.81%). Nous émettons cependant certaines réserves sur l'exactitude des chiffres pour ce dernier indicateur, car nous croyons qu'il soit actuellement beaucoup plus élevé à Cuba, en raison de l'importante campagne pour l'obtention du 6^e degré déclenchée à Cuba depuis 1976 parmi toutes les couches de la population.

D'autre part, étant donné la difficulté d'obtenir des données très récentes sur la scolarisation des filles pour l'ensemble des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, nous devons donc interpréter ces données dans un sens global en insistant sur le fait que dans l'ensemble, il y a beaucoup plus de chances pour les filles d'avoir accès à la scolarisation et à l'éducation secondaire et supérieure dans un pays comme Cuba où l'accès à l'éducation

est accordé gratuitement à tous et à toutes sans distinction que dans un pays où cet accès à l'éducation est basé sur les possibilités financières des parents de payer pour envoyer leurs enfants à l'école, comme c'est le cas pour la majorité des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe.

Le rôle des femmes dans le secteur santé

La santé, tout comme l'éducation, est un droit pour tous et toutes à Cuba et la responsabilité de l'Etat. L'article 49 de la Constitution cubaine stipule en effet:

"Que chaque individu a le droit de recevoir les soins médicaux et la protection nécessaires à sa santé. " 155

L'Etat cubain garantit ce droit en donnant des soins médicaux et hospitaliers gratuits à travers un réseau médical urbain et rural offrant des soins dans des polycliniques, des hôpitaux et des centres de traitement spécialisés. Les soins et les traitements dentaires sont gratuits. Les organisations de masse participent de plus à différents programmes d'information populaire axés sur l'éducation sanitaire, les examens médicaux périodiques et des mesures de vaccination préventives.

A Cuba, les femmes ont un rôle très important à jouer actuellement au niveau de la santé. Mais la situation était bien dif-

férente au lendemain de la Révolution. Plusieurs politiques ont permis aux femmes cubaines d'occuper des positions spécifiques au cours des vingt dernières années. C'est ce que nous verrons dans cette section.

Avant 1959, 65% des médecins cubains vivaient à La Havane¹⁵⁶ et la majorité des cent trente-quatre hôpitaux avaient été construits dans la capitale.¹⁵⁷ En résumé, la distribution des soins de santé était un privilège réservé aux gens des classes moyenne et petite-bourgeoise des villes les plus importantes et de La Havane. Très peu de femmes occupaient des postes de médecins ou de pharmaciennes, leurs fonctions se limitant à celles d'infirmières.

Dès l'arrivée de Castro au pouvoir en 1959, d'importants changements se produisirent dans l'organisation et la distribution des soins de santé. Entre 1960 et 1963, la nationalisation des soins de santé et l'exode massif de quelque trois mille médecins et spécialistes aboutirent à un manque important de spécialistes de la santé. Conséquemment, le gouvernement cubain procéda à des modifications dans le champ de l'enseignement de la médecine à l'université en formulant des politiques d'admission qui permirent aux femmes comme aux hommes l'étude de la médecine dans des proportions égales de cinquante cinquante.¹⁵⁸ Cependant, au niveau de la pratique, les femmes n'occupaient en 1978 que 39% des postes de médecins généralistes (tableau 18). Il existe donc encore un décalage entre les normes espérées et la réalité.

Emergence de nouvelles structures

Sous la direction du ministère de la santé publique (MINSAP) l'accès aux soins de santé est devenu une priorité à Cuba. Deux organisations ont contribué à transmettre les idéaux de la Révolution et à implanter des objectifs de santé qui ont permis d'améliorer la santé des femmes, des hommes et des enfants, ce sont les CDR et la FMC.

Les CDR représentaient en 1976 la plus ample des organisations de masse à Cuba avec 4,800,000 membres, soit 80% de la population âgée de plus de quatorze ans.¹⁵⁹ Les CDR jouent un rôle primordial au niveau des politiques en matière de santé par des campagnes de vaccination contre la polyomélite, le dépistage du cancer, le suivi des visites médicales pour les femmes enceintes et diverses autres fonctions médicales préventives auprès des habitant-e-s d'un quartier.

Quant à la FMC, elle collabore aux programmes préventifs et curatifs du MINSAP par le biais des brigades sanitaires. En 1981, 61,071 femmes étaient membres des brigades sanitaires.¹⁶⁰

Le système de santé cubain est divisé en secteurs de 3,000 à 5,000 habitants chacun, lesquels sont sub-divisés en mini-secteurs qui sont sous la responsabilité des brigades sanitaires de la FMC.¹⁶¹ En 1980, 90% des délégations de la FMC comptaient

une camarade qui faisant partie des brigades sanitaires et 89% des délégations comptaient déjà leur brigade. Les brigades travaillent en contact permanent avec la polyclinique du quartier afin de satisfaire avec plus d'efficacité aux besoins de la médecine communautaire. Elles collaborent aussi avec le MINSAP à la mise sur pied et à la réalisation des cours d'éducation sexuelle, aux cours pré-nataux, aux campagnes d'information sur la contraception, de vaccination contre le tétanos, la diphtérie, la coqueluche, la rougeole, aux programmes de soins dentaires, aux examens cytologiques et aux examens reliés à l'asthme et à la haute tension.

C'est par le travail des brigades sanitaires que le programme de santé materno-infantile a enregistré une réduction du taux de mortalité infantile. Le plus bas en Amérique latine, il est de 19.4 pour 1,000 enfants nés vivants au cours de la première année de vie.¹⁶² Pour les pays développés, le taux moyen de mortalité infantile est de 30/1,000 naissances. Rappelons que le taux de mortalité infantile à Cuba en 1958 était de 37/1,000 naissances.¹⁶³

L'examen du tableau 17 nous permet de mieux saisir la portée des indicateurs démographiques à Cuba par rapport à ceux de plusieurs pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Cuba a un des taux de natalité annuelle les plus bas de cette charte, soit 0.9% ainsi qu'un des taux de mortalité infantile les plus bas, soit

19.4 ⁰/00. A Cuba, ce sont les femmes membres des brigades sanitaires et le personnel médical des polycliniques qui ont la responsabilité de diffuser l'information sur la planification familiale. Les familles nombreuses n'ont jamais été découragées depuis 1959, mais la responsabilité du nombre des enfants reste toujours la décision finale de la femme et de son conjoint. ¹⁶⁴

Des services de consultation sont offerts dans les polycliniques sur l'utilisation de diverses méthodes contraceptives telles que la pilule, le stérilet, le diaphragme. L'avortement est disponible sur demande pendant les trois premiers mois de la grossesse. La ligature des trompes n'est utilisée que dans les cas où celle-ci est nécessaire pour la santé de la femme ou lorsqu'une femme le demande spécifiquement pour des raisons d'âge ou parce qu'elle considère qu'elle a eu autant d'enfants qu'elle désirait. Le taux national d'avortement en 1974 était de 499 pour 1,000 naissances. Le pourcentage pour La Havane était environ équivalent à celui de New-York au milieu des années soixante-dix, sauf que celui-ci était gratuit à La Havane et plus accessible socialement. ¹⁶⁵

La réduction du taux de mortalité infantile à Cuba est due principalement à la qualité des soins disponibles dans les hôpitaux, les polycliniques et les nombreuses maisons de maternité dispersées à travers l'île. Il y avait en 1979 soixante-trois maisons de maternité pour un total d'environ 900 lits et où étaient dispensés des cours pour les femmes enceintes tout au

long de leur grossesse. Les vitamines et les médicaments nécessaires au cours de la grossesse sont distribués gratuitement aux femmes qui en ont besoin. Depuis 1979, chaque enfant reçoit, de sa naissance à l'âge de sept ans, un litre de lait pasteurisé par jour, de même que les femmes enceintes, celles qui allaitent et les personnes âgées de plus de 65 ans.

Il y avait 116 unités de maternité avec plus de 10 lits chacune en 1979. De plus, 7,280 lits obstétrique étaient disponibles à travers le pays. Il y avait plus de 750 gynécologues et obstétriciens exerçant à Cuba, ce qui représente plus d'un médecin par 12,000 femmes. Chaque polyclinique desservait une population féminine en âge de procréer de 9,800 femmes. 166

Si nous comparons le taux de natalité annuelle de Cuba à ceux de pays d'Amérique latine, il apparaît comme étant l'un des plus bas, soit 0.9%, suivi par la Jamaïque (1.4%), Porto-Rico (1.99%), l'Uruguay (0.57%), l'Argentine (1.28%), le Chili (1.71%), la Colombie (2.41%) et la Bolivie (2.6%).

Nous aimerions ouvrir une parenthèse pour tenter d'expliquer pourquoi les taux de natalité dans certains de ces pays sont relativement bas. Il s'agit en fait de révéler certains détails qui n'apparaissent pas dans ces pourcentages. Ils ont trait évidemment à l'efficacité des méthodes contraceptives qui ont été utilisées et le sont encore dans quelques-uns de ces pays.

Certains de ces pays ont connu une politique de contrôle des naissances forcée qui a été appliquée par de nombreux organismes subventionnés par les Etats-Unis à travers l'ensemble des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe depuis 1949.

S'appuyant sur la théorie malthusienne, des organismes tels que le Peace Corps, les Amigos de las Americas, certaines sectes protestantes, des mormons subventionnés par l'AID (Agency for International Development), la Banque mondiale ou le Church World Service ont contribué à stériliser un grand nombre de femmes dans ces pays. Agissant sous des couvertures différents comme des programmes de christianisation, de travail communautaire ou des dispensaires de santé, ils ont contribué largement à faire baisser radicalement les taux de natalité dans des pays comme Porto-Rico, la Bolivie, le Chili, le Guatemala, le Pérou et plusieurs autres. 167

Ainsi, Porto-Rico possède un des taux de natalité parmi les plus bas en Amérique latine, soit 1.99% . Ce taux est le résultat de la stérilisation de plus du tiers des Portoricaines en âge de procréer entre 1949 et 1965. 168

En 1949, le gouvernement portoricain commença une intense campagne en faveur de la stérilisation des femmes particulièrement comme moyen de contraception souhaitable pour la population. En 1954, l'Association portoricaine pour le bien-être de la famil-

le associée avec la Fédération internationale de planification familiale (I.P.P.F.) reçut des fonds importants du gouvernement fédéral des Etats-Unis pour promouvoir diverses recherches scientifiques sur différentes méthodes contraceptives.

A partir de 1956, ces méthodes ont été largement expérimentées sur les femmes portoricaines, haïtiennes et mexicaines qui ont servi de cobayes pour tester notamment les premières pilules contraceptives, le vaccin hormonal Depo-Provera ¹⁶⁹ et plusieurs types de dispositifs intra-utérins tels que le Dalkon-Shield. ¹⁷⁰ Plusieurs de ces contraceptifs, dont le Depo-Provera et le Dalkon-Shield, seront plus tard au cours des années soixante, responsables de diverses formes de cancer de l'utérus, d'hémorragies et de stérilité qui causèrent la mort de milliers de femmes en Amérique latine et dans la Caraïbe.

En 1968, une enquête du Dr. José L. Vasquez Calzada dévoila que 35.5% des Porto-Ricaines âgées de vingt à quarante-neuf ans avaient été stérilisées. ¹⁷¹ Les deux tiers des stérilisations avaient été réalisées sur des femmes de vingt à vingt-neuf ans, et 92% sur des femmes de moins de trente-cinq ans. ¹⁷²

En 1971, le Peace Corps fut expulsé de Bolivie pour avoir entrepris et réussi une campagne de stérilisation des femmes de l'Altiplano. Il fut expulsé du Pérou en 1974 pour les mêmes raisons. En Equateur, on dénonça en 1979 un programme de lutte contre la

malaria subventionné par l'AID qui réalisait en fait un programme de stérilisation massive des femmes paysannes de la région de la Côte. 173

Au Chili, après le coup d'Etat du général Pinochet qui renversa le régime démocratique de Salvador Allende, en septembre 1973, de nombreux programmes de planification des naissances ont été mis sur pied avec des budgets d'entreprises américaines pour réduire le nombre de pauvres et de sans emploi. Subventionnés par des organismes tels le PAHO, l'UNICEF et CELADE, d'importantes campagnes de stérilisation furent lancées dans les régions les plus pauvres du Chili et ont ainsi largement contribué à permettre au Chili d'avoir actuellement un taux de natalité aussi bas que 1.71% par an. 174

Au Guatemala, de nouvelles méthodes de stérilisation par injection de paraformaldehyde ont été expérimentées sur les paysannes de l'hôpital San Juan de Dios. 175

L'alternative néo-malthusienne de contrôle des naissances forcé est une solution fasciste utilisée par des organismes qui visent à plus ou moins long terme la dépopulation et l'extinction de certaines populations du Tiers Monde et du Quart Monde pour éviter d'avoir à remettre en question le type de développement capitaliste en cours dans ces pays.

Ces organismes ne tentent pas d'implanter des programmes d'éducation sur le contrôle des naissances axés sur la connaissance et le libre choix des femmes et des hommes à utiliser différents moyens contraceptifs. Leur but est d'imposer une contraception définitive aux femmes des classes laborieuses.

L'approche médicale

Au Canada comme aux Etats-Unis, l'approche médicale s'appuie sur un système médical moderne basé sur une technologie des plus avancées. La médecine de type préventive y est très peu pratiquée parce qu'elle ne correspond pas au profil de rentabilité et de profits dans lequel s'inscrit la pratique médicale. De plus, l'industrie pharmaceutique, régie par les transnationales, s'inscrit comme filière complémentaire de ce système médical axé avant tout sur la consommation des soins de santé. Enfin, en tant que patientes et consommatrices de soins de santé, les femmes canadiennes ont un contrôle très limité, parce que minoritaires au sein de la profession médicale en tant que médecins ou administrateurs dans les hôpitaux, sur les soins médicaux qui nous sont offerts.

A Cuba, le système médical est ouvert à la population et les femmes exercent un rôle actif dans la pratique médicale. Ne serait-ce qu'au point de vue des pratiquant-e-s de la médecine, Cuba fait figure d'avant-gardiste par rapport à d'autres pays du Tiers Monde en employant 39% de femmes médecins généralistes en 1978 (voir tableau 18) . Nous examinons ensuite un aspect

de la pratique médicale cubaine qui constitue une priorité dans le système de santé cubain, soit: les soins de santé accordés aux femmes et aux enfants.

La santé materno-infantile

A Cuba, la loi de la maternité de la travailleuse protège la femme pendant la maternité et lui garantit toute une série de droits. La travailleuse enceinte a droit à un congé de maternité rémunéré avec versement du salaire intégral pendant une période de dix-huit semaines précédant l'accouchement et pendant douze semaines après la naissance. Elle peut également prendre un congé sans solde d'un an pour rester avec son enfant si elle le désire et retourner ensuite sur le marché du travail sans perdre sa seniorité. Les garderies reçoivent tous les enfants âgés de quarante-cinq jours à cinq ans.

Toutes les femmes cubaines ont droit à des visites bi-hebdomadaires dans un centre d'obstétrique pendant leurs heures de travail. Des cours de préparation à l'accouchement sont offerts à toutes les femmes dans les cliniques de santé réparties partout à travers l'île de Cuba. ¹⁷⁶ Il y avait en 1976 56 hôpitaux ruraux à Cuba, auxquels vinrent s'ajouter 118 dispensaires dans les campagnes et 336 polycliniques modernes remplissant des fonctions préventives et curatives. 10,000 médecins pratiquent sur tout le territoire. ¹⁷⁷

Les hommes participent également aux cours pré-nataux ainsi qu'à l'apprentissage des soins à donner aux enfants après l'accouchement. 98.5% des accouchements se font dans les hôpitaux ou dans l'une des 47 maternités rurales. Cette possibilité constitue une nette amélioration pour les Cubaines, puisqu'avant la Révolution, les services de maternité n'existaient que dans la capitale La Havane et dans quelques villes. Accoucher à l'hôpital était avant 1959 un privilège réservé à l'élite bourgeoise des grandes villes. C'est en raison du manque d'accès à des soins médicaux minimum que le taux de mortalité des mères et des enfants à l'accouchement était si élevé avant 1959.

Aujourd'hui, les femmes cubaines peuvent rester à l'hôpital après l'accouchement pendant cinq jours ou plus si nécessaire. Tous les enfants entre quinze jours et quinze ans ont droit à des soins médicaux gratuits dans des centres pédiatriques offrant des soins médicaux et dentaires. La loi 1263 de la maternité de la travailleuse accorde des congés payés aux femmes qui doivent s'absenter du travail pour s'occuper d'un enfant malade. Elles ont aussi droit à des périodes de temps allouées sur leurs heures de travail pour accompagner leurs enfants à des examens médicaux annuels. Il est rare, cependant, que le père se voit accorder ce même type de congé, les préjugés étant encore très présents à Cuba à cet égard.

Bilan-santé

L'attention accordée aux mères et aux enfants à Cuba reflète

une attitude globale de la société face à la santé des femmes cubaines et de leurs enfants. Ce qui ressort c'est la démocratisation des soins de santé par la participation de tous les membres de la société dans la pratique et l'approche médicale: du membre de la brigade sanitaire au membre du CDR et jusqu'au spécialiste hautement qualifié.

Selon les statistiques du MINSAP publiées en 1981, il y aurait 92,108 femmes employées dans le domaine de la santé à Cuba. En regard du tableau 8, elles représentent 64% de tous les travailleurs. Par ailleurs, 39% du personnel médical travaille dans des emplois de catégorie technique et 75% des employé-e-s de cette catégorie sont des femmes. 179

Les données du tableau 18 nous révèlent, qu'en 1978, 95% de tout le personnel infirmier et 82% de tout le personnel para-médicale, ainsi que 75% du personnel d'assistance communautaire (CDR, FMC) étaient composés de femmes.

Par ailleurs, elles se retrouvent en minorité dans les postes-clés de responsabilités en 1978, c'est-à-dire qu'elles étaient 5% à travailler comme cadres-gestionnaires responsables des politiques et de la planification et 20% de tout le personnel administratif haut placé.

Quant aux prédictions pour 1985, elles indiquent les mêmes

pourcentages, on ne prévoit pas qu'il y ait plus du cinquième des postes-clés à responsabilités qui soient occupés par des femmes en 1985.

En 1978, 25% des gynécologues et obstétriciens, 39% des médecins généralistes et 37% des autres spécialistes étaient des femmes. Les données relatives aux étudiantes en médecine nous indiquent une augmentation de 5% entre 1975 et 1978, et prévoient une augmentation de 3% entre 1978 et 1985. Les femmes occupaient respectivement 30%, 35% et 38% des places dans les facultés de médecine en 1975, 1978 et 1985.

Que pouvons-nous conclure de tous ces chiffres? Bien qu'il y ait eu une amélioration certaine au niveau des choix offerts aux femmes pour travailler dans le secteur de la santé et bien qu'on ait ouvert les portes des facultés de médecine autant aux femmes qu'aux hommes, celles-ci se retrouvent majoritairement dans les emplois subalternes d'infirmières ou de personnel paramédical ou dans les emplois bénévoles d'assistance communautaire. Les prédictions pour 1985 nous permettant de croire que cette majorité ira en croissant pourvant'atteindre jusqu'à 97% du personnel infirmier.

Par contre, elles sont minoritaires dans les postes-clés décisionnels et dans les postes de médecins généralistes ou spécialistes, bien que l'on prévoit pour 1985 une augmentation pou-

vant aller jusqu'à 40%.

Ces données nous laissent croire qu'il y a une sorte de statu quo qui semble s'être établi dans les professions médicales. Nous nous interrogeons sur les causes qui poussent les femmes à se retrouver majoritaires dans les postes subalternes comme infirmières et minoritaires dans les postes cadres d'administrateurs ou de gestionnaires, si celles-ci ont la possibilité d'étudier dans toutes les disciplines dans des proportions égales aux inscriptions masculines.

Nous n'avons pas de réponses toutes faites à ces questions. Nous croyons que possiblement les modèles et les stéréotypes présentés aux femmes et aux hommes sont le reflet de ces chiffres. Il est possible également que les responsabilités professionnelles liées aux postes-cadres et à la pratique de la médecine soient plus exigeantes que celles liées aux postes para-médicaux. Cependant, nous ne pouvons l'affirmer car nous manquons de données sur la question. Les femmes ayant à répondre à la pression de la double journée de travail lorsqu'elles ont des enfants pourrait constituer un autre indice de la présence minoritaire des femmes dans les postes les plus hauts de la profession médicale. Nous tenterons d'élaborer davantage sur certains de ces aspects dans la partie sur les instances idéologiques.

Conclusion

En conclusion de cette partie nous ferons quelques commentaires sur les aspects économiques relatifs à la participation des femmes cubaines dans l'économie cubaine.

Nous considérons à la lumière des données recueillies sur les secteurs occupationnels où se sont incorporées les femmes cubaines depuis 1959 qu'il y a eu une intégration progressive de celles-ci et ce plus particulièrement depuis 1970, où l'on a commencé à appliquer des mesures sociales et législatives concrètes pour faciliter l'incorporation des femmes à l'économie cubaine.

Les possibilités offertes aux femmes au niveau de l'éducation comptent pour une des causes importantes, de la pénétration des femmes dans des secteurs réservés autrefois strictement aux hommes tels que les sciences, la technologie, l'administration, le commerce, la construction, les transports, la foresterie et l'industrie.

Bien que leur entrée dans ces secteurs soit encore assez limitée, elle laisse présager que leur nombre ira en augmentant.

La critique la plus importante que l'on pourrait faire cependant, concerne la persistance de la sous-représentation des femmes

à des postes décisionnels ou de gestion dans les différents ministères gouvernementaux ainsi que dans les centres de travail et les organisations de masse.

Nous y voyons la présence de préjugés face à la nomination des femmes à des postes-clés. Nous sommes consciente, cependant, que le problème n'est pas spécifique à Cuba et qu'il se rencontre dans pratiquement tous les pays du monde à différents degrés. Nous aborderons plus en détail la question du leadership chez les femmes dans la section sur les instances juridico-politiques.

Nous tenons à souligner l'importance des mesures sociales et législatives, telles que la loi de la maternité de la travailleuse et le Code de la famille, comme démonstration d'une volonté politique du gouvernement cubain pour améliorer les conditions de travail des femmes. Parmi les pays socialistes, seulement quelques-uns tels la Chine, Cuba et l'Allemagne ont donné un support officiel pour égaliser les responsabilités domestiques dans le cas de partenaires mariés travaillant à l'extérieur du foyer, alors que la Suède est le seul pays capitaliste à en avoir fait autant.

Par ailleurs, si l'on compare Cuba à tout autre pays d'Amérique latine ou de la Caraïbe, il ressort qu'au niveau de l'emploi, Cuba offre depuis 1959 aux femmes une diversité incomparable de secteurs occupationnels, qui va de la médecine à l'administration en passant par l'agriculture et l'élevage, qui con-

traste grandement avec le confinement de la majorité des femmes latino-américaines et de la Caraïbe dans des emplois surtout du secteur tertiaire, comme domestiques ou employées de manufacture à des salaires nettement inférieurs à ceux des hommes. Les femmes cubaines, par contre, reçoivent un salaire égal à celui des hommes pour un travail comparable.

En outre, non seulement a-t-on favorisé à Cuba l'incorporation des femmes dans l'économie par diverses mesures sociales et législatives, mais on a également accompagné ces mesures de discussions avec les femmes par le biais des comités de la FMC, des CDR et des syndicats ouvriers, ce qui est une preuve tangible du dialogue constant qui régit les rapports sociaux entre le gouvernement et les femmes.

Enfin, l'emphase mise par le gouvernement sur la qualité et l'accessibilité de toute la population à l'éducation et la santé a permis aux femmes d'avoir droit aux moyens essentiels leur permettant d'accéder à de meilleurs emplois et ce dans tous les secteurs occupationnels et d'y parvenir dans les meilleures conditions possibles au point de vue de la santé physique et mentale.

Par contraste, nous avons vu que les droits à l'éducation et à la santé ne se posaient pas dans les mêmes termes dans plusieurs autres pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe et que ces droits

étaient soumis aux impératifs financiers de diverses organisations étrangères d'une part, et qu'ils n'étaient certes pas accessibles à la majorité de la population mais plutôt réservés aux élites mieux nanties financièrement.

Nous verrons dans la prochaine section l'impact qu'ont eu les mesures juridico-politiques adoptées par le gouvernement cubain depuis 1959 sur la vie économique et politique des femmes cubaines et nous analyserons les ajustements et les tensions qu'elles ont engendrés au niveau de l'intégration des femmes au marché du travail, d'une part, et sur l'ensemble de la population, d'autre part.

2.2 - Au niveau des instances juridico-politiques

Nous consacrerons cette section sur les instances juridico-politiques à analyser tous les aspects juridiques et politiques à travers lesquels se manifesta la praxis révolutionnaire des femmes cubaines entre 1959 et 1981.

En ce sens, nous ferons ressortir dans une première partie les principales mesures législatives qui furent promulguées à Cuba depuis la Révolution jusqu'en 1981. Nous en déterminerons par la même occasion les répercussions sur les conditions économiques, politiques et sociales des femmes cubaines.

Dans la seconde partie, nous commenterons certains faits saillants dans l'histoire de la praxis politique des femmes cubaines depuis 1959. Ainsi, nous analyserons les résultats de l'enquête sur les élections des Pouvoirs populaires à Matanzas en 1974. Puis, nous analyserons des données relatives à la représentation politique des femmes cubaines au niveau national. Nous terminerons en jetant un regard sur les implications de la Fédération des femmes cubaines au niveau des relations internationales.

Mesures législatives

Au triomphe de la Révolution en 1959, les buts visés par le nouveau gouvernement cubain, furent de faciliter l'intégration sociale, économique et politique des femmes à Cuba. Nous analy-

sons ici les mesures législatives qui ont promulguées progressivement depuis 1959, mais surtout depuis 1975. Nous verrons l'impact de ces mesures sur les conditions de vie des femmes cubaines par le biais de la Constitution de la République de Cuba, du Code de la famille, de la loi de la maternité de la travailleuse, de la loi électorale du 7 juillet 1976, du code pénal, de la loi de l'organisation du système judiciaire et de quelques autres lois et régulations.

La Constitution de la République de Cuba

La Constitution de la République de Cuba fut promulguée le 24 février 1976 et consolida juridiquement les réalisations du gouvernement cubain depuis le triomphe de la Révolution.

Chaque droit proclamé dans le texte constitutionnel est garanti par la réalité économique, politique et sociale du pays. La Constitution cubaine se veut un document reflétant les droits et les libertés du peuple cubain. Il répond dans ses préceptes aux intérêts des travailleurs et des travailleuses de toute catégorie, des femmes et des hommes tout en exprimant directement l'étendue des libertés et des droits du peuple, de ses limites et de ces devoirs.

La Constitution cubaine s'est attaqué aux discriminations dont les femmes ont été victimes à travers l'histoire de

Cuba. L'égalité des droits des femmes dans le mariage, l'emploi, les salaires, l'éducation et dans chaque secteur de la vie économique, sociale et politique du pays est garantie dans le texte constitutionnel.

L'article 8 garantit que dans l'état socialiste tout homme et toute femme, apte à travailler, a l'opportunité de trouver un emploi. L'article 26 garantit le droit pour toute personne qui aurait souffert du traitement de fonctionnaires officiels de l'Etat, de réclamer et de recevoir réparation. L'article 35 confirme l'égalité absolue des droits et des devoirs des époux et des épouses. L'article 36 garantit l'égalité des enfants conçus à l'intérieur ou à l'extérieur du mariage. Les articles 40, 41 et 42 confirment l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens et de toutes les citoyennes et l'abolition de toute forme de discrimination. L'article 43 confirme l'attention de l'Etat afin que les femmes aient accès à des emplois compatibles avec leur constitution physique; la garantie de congés de maternité avec plein salaire, avant et après l'accouchement; la mise sur pied de garderies, d'écoles-pensionnats et de semi-pensionnats et la création de toutes les conditions favorables à la réalisation du principe de l'égalité.

L'article 44 proclame le travail comme un droit, un devoir et un privilège pour chaque citoyen et citoyenne. L'article 50 garantit le droit à l'éducation gratuite pour tous les enfants, les jeunes gens et les adultes. L'article 62 garantit le droit

de tous les citoyens et citoyennes à présenter des plaintes et des pétitions aux autorités. Les articles 135 et 136 garantissent le droit de vote gratuit, égal et secret pour chaque citoyen et citoyenne, et le droit pour tous, hommes ou femmes, à être élu-e-s. 180

Nous voulons souligner la participation des femmes au processus de préparation et d'élaboration de la Constitution de 1976. Ce processus a débuté avec l'accord du comité exécutif du Conseil des ministres et du Bureau politique du Parti communiste de Cuba pour nommer la commission-adjointe du Parti et du gouvernement pour rédiger un brouillon de la Constitution.

Cette commission était composée de vingt membres, soit dix-huit hommes et deux femmes, lesquelles représentaient 10% des membres du Parti; la commission constituante chargée de la rédaction de la Constitution en 1940 était composée de cent quarante et un hommes et trois femmes, représentant seulement 2.1% des membres du parti au pouvoir à cette date. Bien que la proportion d'hommes et de femmes à la rédaction de la Constitution n'était pas égale en 1976, il y eut quand même cinq fois plus de femmes qu'en 1940 qui y participèrent.

Une fois le brouillon de la Constitution élaboré, il fut soumis à une discussion populaire à laquelle participèrent 6,200,000 personnes, ce qui représentait en 1976 presque toute la population cubaine à l'exception des enfants de moins de qua-

torze ans. A travers des rencontres organisées par le biais des CDR et des comités locaux de la FMC, 5,500,000 personnes votèrent en faveur du maintien du texte brouillon proposé sans modification. 16,000 personnes suggérèrent différentes modifications qui furent supportées par les votes de plus de 600,000 participant-e-s dans ces réunions.

Le résultat de ces propositions aboutit à l'amendement du texte préambule et de 60 des 141 articles du brouillon de la Constitution. Après avoir été soumis à la discussion populaire, le texte brouillon de la Constitution fut envoyé pour lecture et approbation au Premier Congrès du Parti communiste cubain, tenu en décembre 1975, où tous et toutes les délégué-e-s votèrent en sa faveur.

Les phases de discussion et d'approbation du texte brouillon de la Constitution par la population et les militant-e-s du Parti terminées, on organisa un référendum national en accord avec les dispositions de la loi 1299 du 29 décembre 1975, laquelle garantit sous l'article 14:

"le droit de vote de chaque citoyen-ne cubain-e, y compris les membres des forces armées révolutionnaires et des autres organismes militaires du pays ayant atteint l'âge de seize ans le jour du référendum. " 181

Afin de mettre sur pied le processus de référendum, le Conseil

des ministres émit une résolution le 30 décembre 1975 laquelle désigna une Commission nationale du référendum dont les responsabilités furent de mettre à exécution les modalités de la loi électorale no. 1299. La Commission du référendum était composée de neuf hommes et de deux femmes.

Le 15 février 1976, les 5,717,266 électeurs et électrices enregistré-e-s purent exercer leur droit de vote avec les résultats suivants: 5,602,973 personnes votèrent, ce qui représentait 98% de l'électorat total; 5,473,534 personnes votèrent en faveur du texte constitutionnel, c'est-à-dire 97.7% des voteurs; 54,070 votèrent contre le texte constitutionnel, ce qui représentait 1% des voteurs; 44,221 laissèrent leurs votes en blanc, c'est-à-dire 0.08% des voteurs; 31,138 votes furent annulés; et, 114,193 personnes ne votèrent pas. 182

Nous concluons en disant que le nouveau texte constitutionnel de la Constitution de 1976 a été élaboré et critiqué par les femmes et les hommes cubain-e-s au sein des organismes de base de la République de Cuba et par la voix d'un processus de référendum où toute la population a eu l'occasion d'exercer démocratiquement son droit de vote face à ce nouveau texte constitutionnel.

Le Code de la famille

Le Code de la famille de Cuba du 8 mars 1975, représente une autre mesure législative importante en ce qui a trait à la reconnaissance des droits des femmes à Cuba. Les articles du Code de la famille impliquent un changement d'attitude dans la façon traditionnelle d'aborder les problèmes entre les conjoints, maris et épouses, un changement qui signifie l'égalité des rapports entre les sexes.

Il n'est pas seulement un instrument juridique pour régir l'institution de la famille à Cuba, mais il représente aussi un outil d'éducation, qui consacre l'égalité des femmes à l'intérieur de la société, plus précisément au sein de la famille et proclame la position claire de l'Etat cubain en ce qui a trait à la conception du rôle des femmes dans la société cubaine.

Nous analyserons les principes de base sur lesquels on a construit les articles du Code de la famille en les comparant avec les législations en cours avant la promulgation de celui-ci.

Le Code de la famille simplifie, d'une manière générale, les procédures à suivre pour les femmes désirant se remarier avant les trois cents un jours limite à l'expiration d'un mariage précédent. Selon la législation en vigueur avant le Code de la famille, soit la loi 1215 et la résolution du 16 avril 1967, les femmes qui dé-

siraient se remarier avant cette période d'attente, devaient présenter un certificat médical prouvant qu'elles n'étaient pas enceintes; si une femme était enceinte, elle ne pouvait pas se remarier avant la naissance de l'enfant. Avec la nouvelle loi du Code de la famille, une femme qui désire se remarier peut le faire quand elle veut, qu'elle soit enceinte ou non d'un mariage antérieur. 183

Le Code établit l'égalité juridique entre les hommes et les femmes à l'intérieur d'une relation matrimoniale. Selon l'article 24, il est proclamé que le mariage est basé sur les droits et devoirs des deux conjoints et que l'égalité est la base de toutes leurs relations personnelles (articles 26, 27, et 28), de leurs relations économiques (articles 29 à 42), de leur divorce (articles 49 à 64) et de leurs relations à leurs enfants (articles 83 à 99). 184

Le Code de la famille reconnaît en outre la valeur économique des tâches domestiques et établit le devoir des deux conjoints de coopérer à les faire. La loi antérieure en cette matière n'incluait aucun précepte spécifique en ce qui a trait aux tâches domestiques. Le Code de la famille étant basé sur le principe de l'égalité des droits et des devoirs des deux conjoints (article 24), il stipule que les deux conjoints doivent coopérer à la tenue du ménage et aux besoins de la famille. Il est ajouté que dans le cas où un des conjoints n'occupe pas un emploi rémunérateur et ne

peut donc contribuer économiquement aux besoins de la famille, cela ne constitue pas une raison pour l'autre conjoint-e de s'abstenir de participer au partage des tâches domestiques (articles 26 et 27). 185

Le Code reconnaît aux conjoints le droit d'exercer leur profession ou leur métier. Ce n'est pas avant 1940 que la loi cubaine commença à reconnaître juridiquement les droits des femmes quant au droit à l'exercice d'une profession ou d'un métier. Cependant, l'état de soumission des femmes dans le mariage et l'indifférence officielle à supporter la maternité, plaçaient les femmes cubaines dans une situation complexe où elles furent empêchées dans la pratique d'avoir le droit et la possibilité d'étudier et de pratiquer un métier. 186

En plus, il est stipulé dans le Code l'obligation des deux conjoints à se soutenir réciproquement dans l'exercice de leur droit à occuper un métier ou une profession, autant que leur droit à retourner aux études ou à améliorer leurs qualifications, sans préjudice à leurs autres obligations.

En ce qui a trait aux enfants, le Code détermine que la pension versée aux enfants mineurs constitue une obligation autant pour le père que pour la mère. La législation antérieure ne spécifiait pas si l'obligation de payer une pension aux enfants mineurs revenait également au père et à la mère, mais il était généralement accepté par principe par les deux conjoints, que cette

obligation ne s'appliquait qu'au père si les enfants se retrouvaient à la charge de la mère et bien que, celle-ci n'avait pas à payer une pension pour les enfants à sa charge, même si elle avait les moyens économiques pour le faire.

Dans les cas de divorce, le nouveau Code stipule que le soutien d'enfants mineurs est une obligation des deux parents qu'ils soient ou non à leur charge et protection. 187

Le divorce est obtenu par consentement mutuel des conjoints lorsque le mariage a perdu son sens pour les conjoints et pour les enfants. L'action en divorce peut être intentée par l'un ou l'autre conjoint indifféremment. Lorsque les conjoints ont eu des enfants au cours du mariage, le tribunal accorde une pension en faveur de l'un ou l'autre dans les cas suivants: soit, au conjoint qui n'a pas de travail rémunéré et ne possède aucun autre moyen de subsistance; cette pension a un caractère provisoire et est payée par l'autre conjoint pendant une période de six mois au bénéficiaire s'il n'a pas d'enfants mineurs sous sa garde; ou d'un an, dans le cas contraire, afin de permettre à celui-ci de trouver un travail rémunéré. La pension sera aussi payée dans le cas d'un conjoint qui, pour cause de maladie, d'âge, d'incapacité ou autre empêchement majeur, se trouve dans l'impossibilité de travailler, et, de plus, n'a pas d'autre moyen de subsistance. Dans ce cas, la pension doit être versée tant que subsiste l'empêchement. 188

C'est au tribunal que revient le droit de déterminer auquel des parents sera confiée la garde des enfants mineurs nés du mariage et de prendre les dispositions qui conviennent pour que les enfants mineurs puissent maintenir la communication adéquate avec celui des parents qui ne les a pas sous sa garde.

Quant au montant de la pension à verser pour les enfants mineurs, le Code de la famille stipule dans l'article 60, qu'elle sera fixée, d'une part, en fonction des frais normaux qu'ils occasionnent, d'autre part, en fonction des revenus des deux parents, afin d'établir la responsabilité de chacun d'eux de façon proportionnelle. 189

Cependant, l'article 89 accorde la préférence de la garde des enfants à la mère dans les cas où les enfants vivaient avec les deux parents au moment où est survenu le désaccord. 190

Les statistiques relatives au divorce à Cuba nous révèle que cette loi a contribué à faire augmenter le taux de divorce en rendant celui-ci plus facile à obtenir. Il est passé de 8.5 divorces pour 100 mariages en 1959 à 30.2 en 1974. 191

Un autre aspect à souligner et qui a aussi contribué à l'augmentation du taux de divorce est le fait que les causes admissibles à une requête en divorce n'admettaient pas le consentement mutuel comme un motif valable de divorce. L'adultère était donc

la cause la plus fréquemment invoquée pour une requête en divorce.

Le Code de la famille a fait l'objet d'étude dans tous les milieux de la société cubaine avant d'être adopté. Il fut discuté dans les journaux, dans les centres de travail, les comités de quartier des CDR, les comités de base de la FMC, les unités militaires, les écoles secondaires. 192

Promulguée le 8 mars 1975 en hommage à la Journée internationale des femmes, son but premier a été d'établir de nouveaux modèles de relations à l'intérieur de la famille pour en changer les structures et la nature. Dans ce sens, le nouveau Code de la famille est une loi de transition surtout pour les personnes plus âgées. Car, ceux et celles qui ont grandi avec la Révolution ont appris à avoir une attitude plus égalitaire entre les femmes et les hommes. Voyons par exemple la perception que Margaret Randall a des jeunes Cubaines à cet égard:

"La plupart des jeunes femmes de l'école secondaire ou de l'université ne voient pas leur réalisation personnelle en termes de mariage. Elles veulent se marier, mais elles vont se réaliser à travers le travail, à travers leur rapport avec la société et la Révolution. Ça c'est une grosse différence." 193

Le Code de la famille a contribué à lutter contre toutes les attitudes sexistes inconscientes qui régissent les rapports entre les femmes et les hommes, il est le fruit de la discussion et de

la lutte idéologique du peuple cubain pour des relations familiales et humaines basées sur l'amour, le respect mutuel et la responsabilité mutuelle. En brisant des vieux stéréotypes tels que l'enfant naturel, la mère non mariée et en soulevant des questions telles que le partage des tâches domestiques dans le mariage, le Code de la famille a amené des problèmes individuels à être reconus comme sociaux et sous la responsabilité de tous les membres de la société. Il est la manifestation de la volonté politique de l'Etat cubain pour l'égalité des femmes.

La loi de la maternité de la travailleuse

La loi 1263, ou loi de la maternité de la travailleuse, fut promulguée le 16 janvier 1974 et revêt une grande importance à Cuba comme garantie de l'autonomie et du droit à la maternité des Cubaines.

Bien qu'historiquement, il existait depuis 1934 une Assurance sociale de la maternité destinée théoriquement à toutes les femmes travailleuses, ce service n'avait jamais bénéficié dans la pratique à la majorité des Cubaines; il ne profita en fait jamais ni aux paysannes, ni aux domestiques ou aux travailleuses de la classe ouvrière.

Le droit à la santé ayant été une priorité pour le gouvernement cubain dès 1959, la loi de l'assurance sociale de la maternité passée le 27 mars 1963, ou loi 1100, avait introduit déjà plu-

sieurs aspects pour aider les femmes travailleuses enceintes au lendemain de la Révolution. Ainsi, par les aspects suivants:

- 1) Elle avait étendu ses avantages à toutes les femmes travailleuses, aussi bien dans le secteur étatique que dans le secteur privé.
- 2) Elle avait garanti le congé rétribué pré et post-natal de 12 semaines.
- 3) Elle avait accordé à la travailleuse une heure par jour, dans le cadre de sa journée normale de travail, pour allaiter son enfant et lui prodiguer des soins.
- 4) Elle avait offert à toutes les femmes travailleuses la possibilité de bénéficier des services et des allocations dont elles pouvaient avoir besoin, elles et leur enfant, au cours de la grossesse et jusqu'à leur sortie de l'hôpital.
- 5) Elle avait accordé un subside en espèces à la mère travailleuse qui, au moment de l'accouchement, n'avait pas recours aux services hospitaliers de l'Etat. " 194

La loi 1263 a introduit en plus des garanties de la loi 1100 de multiples avantages nouveaux. L'avant-projet de cette loi fut rédigé par une commission spéciale, formée des représentant-e-s du ministère du travail, du ministère de la santé publique, de la Centrale des travailleurs de Cuba, de la Fédération des femmes cubaines, des jardins d'enfants, de l'Institut de l'Enfance et du ministère de l'éducation. Comme pour la Constitution et le Code de la famille, cette loi a été enrichie par l'expérience pratique des travailleuses lors de sa discussion publique.

Cette loi fait aussi partie de l'article 43 de la Constitution

tion et met en valeur les différentes phases de la maternité en regard de la protection de la mère et de l'enfant du point de vue médical. La loi de la maternité de la travailleuse introduit les avantages suivants:

- 1) Elle multiplie les avantages de la Sécurité sociale concernant la maternité, compte-tenu de l'apport des femmes à l'édification de la société socialiste.
- 2) Elle assure à la femme enceinte de recevoir les soins médicaux pendant toute sa grossesse, au moment de l'accouchement et au cours de la période post-natale.
- 3) Elle assure les soins maternels et médicaux au nouveau-né.
- 4) Elle prolonge le congé de maternité rétribué à 18 semaines, dont 12 après l'accouchement, et elle accorde deux semaines de congé supplémentaires en cas de grossesse multiple ou d'erreur de calcul dans la prévision de la date d'accouchement.
- 5) Elle garantit un congé supplémentaire non rétribué au cas où la mère se verrait empêchée de se rendre à son travail en raison des soins qu'elle devrait donner à son enfant. " 195

Certaines clauses prévoient en plus des 18 semaines régulières de congé de maternité rémunéré, des congés complémentaires de maternité pendant les 34 premières semaines de la grossesse: c'est-à-dire que la travailleuse a droit à six jours ou douze demi-journées de congé rétribué, afin de recevoir des consultations médicales et dentaires. La mère a également droit à un jour de congé rémunéré par mois pour que son enfant reçoivent des soins médicaux au cours de sa première année. 196

Les femmes ont aussi la possibilité de prolonger leur congé de maternité. En effet, si la demande de congé prolongé tombe avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de un an et que celle-ci est une continuation du congé de maternité, la mère peut prolonger son congé de neuf mois, bien que ces neuf mois seront non rémunérés. Si, par ailleurs, la mère demande un congé pendant une autre période de temps, et que ce congé est nécessaire en raison des besoins de un ou plusieurs de ses enfants âgés de moins de seize ans, elle peut profiter d'un congé de six mois.¹⁹⁷ Dans les deux cas, la femme a le droit de reprendre le même poste qu'elle occupait avant son congé et de recevoir le même salaire et ce en vertu de l'article 8 de la résolution no. 2 qui se lit comme suit:

"L'administration aura le devoir de garantir à la travailleuse qui reprend le travail à l'expiration de son congé de maternité le droit d'occuper le même poste qu'auparavant."¹⁹⁸

Quelles sont les femmes considérées comme travailleuses à Cuba et qui ont droit au congé de maternité? Selon l'article 12 de la résolution no. 2:

"Le droit au congé rétribué est établi en faveur de toute femme enceinte qui a accompli 75 jours de travail effectif ou plus à partir du moment où son dossier de travail a été constitué, et même s'il ne l'a pas été à la suite de négligences administratives."¹⁹⁹

Cet article couvre aussi toutes les travailleuses du sec-

teur privé et du secteur public, tel que déjà stipulé par la loi 1100, du 27 mars 1963. Mais à cela, on a ajouté des droits pour les travailleuses saisonnières, ce qui n'existait pas avant.

L'article 11 stipule que:

"La travailleuse saisonnière qui possède un dossier de travail aura droit au congé de maternité et à sa rétribution, même si la période de congé ne coïncide pas avec sa période de travail. Le montant de la prestation sera déterminé de la même façon que pour les autres travailleuses." 200

Le montant des prestations hebdomadaires perçues par la travailleuse sera égal à la somme des salaires et des subsides perçus par la travailleuse au cours des douze mois immédiatement antérieurs au début de son congé de maternité, et cette somme sera divisée par cinquante-deux, chiffre que représente le nombre de semaines que comprend la période mentionnée. 201

La loi de la maternité de la travailleuse s'inscrit comme une des réalisations concrètes mises de l'avant par le gouvernement cubain pour résoudre les problèmes des femmes travailleuses en leur garantissant la jouissance effective du droit à la maternité. Elle est de plus une reconnaissance officielle de la contribution des mères qui travaillent à la société cubaine par leur rôle au niveau de la procréation et de l'éducation des enfants.

La loi électorale du 7 juillet 1976

La Constitution de la République de Cuba consacre le chapitre IX aux organes locaux du Pouvoir populaire constitués au sein de la division politico-administrative du pays.

Les membres de ces organes se rencontrent dans des assemblées locales investies de la plus haute autorité à l'exercice de ses fonctions dans leurs limites respectives. Ces organes locaux de pouvoir populaire assurent la liaison entre le Parti communiste cubain et les travailleurs, les femmes, les hommes, les enfants, les jeunes et les vieillards qui forment le peuple cubain. Ces principaux organes sont: l'organisation ouvrière (CTC), l'organisation paysanne (ANAP), l'organisation féminine (FMC), les comités de défense de la Révolution (CDR), les organisations sociales (l'Union des Ecrivains et des Artistes de Cuba, l'Union des journalistes de Cuba), les organisations d'étudiant-e-s (la Fédération des Elèves de l'enseignement secondaire, la Fédération des Etudiants) et l'Union des Pionniers de Cuba (UPC). 202

La loi électorale du 7 juillet 1976 fut promulguée afin d'élire les membres de ces organisations et de régir les élections des représentant-e-s officiel-le-s de ces organisations de telle sorte que la participation la plus large de la population soit garantie à l'occasion d'élections ou de référendum.

Elle garantit des droits égaux pour tous les citoyen-ne-s,

sans discrimination de sexe ou de race, à la fois pour voter et pour être élu. ²⁰³

Le code pénal

Au niveau des législations pénales, l'Assemblée nationale cubaine promulgua une nouvelle loi sur le code pénal, la loi no. 21 du 15 février 1979, laquelle entra en vigueur en novembre 1979.

En vertu de cette loi, la discrimination est considérée comme un crime. L'article 349 définit la discrimination envers une autre personne ou une incitation à la discrimination, soit par des manifestations offensantes ou dans l'intention d'offenser une personne de l'autre sexe, d'une autre race, d'une autre couleur ou d'origine nationale différente, ou quiconque intervient par des actions ou empêche une autre personne dans l'exercice ou la jouissance de ses droits d'égalité tels que décrits dans la Constitution; toute personne commettant ces gestes encourt une peine de réclusion de six mois à trois ans ou une amende de 200 à 500 quote-parts ou les deux. ²⁰⁴

Est aussi considéré comme un crime, depuis l'application de la loi sur le travail qui protège la maternité et défend l'emploi des femmes dans des postes qui pourraient affecter leur santé et leur capacité à procréer, de violer les règles de l'article 350 du code pénal. ²⁰⁵

La loi de procédure pénale

La loi de procédure pénale a été publiée dans le journal officiel de Cuba, Granma du 26 août 1977. Cette loi, ou loi no. 5 du 13 août 1977 a permis d'expliquer aux gens les procédures à prendre dans les cas de violation constitutionnelle du droit d'égalité de toutes les personnes. Cette loi simplifie énormément les procédures légales lors de recours et garantit une compréhension plus efficace des procédures.

La violation du droit d'égalité constitue un crime pouvant légalement être poursuivi; une simple requête à la commission de la loi de procédure pénale est suffisante pour initier un procès légal. Quand l'enquête est concluante et si le procureur juge qu'il y a suffisamment d'éléments pour entamer une action judiciaire, il présente le cas devant une cour compétente. Nous devons souligner que la procédure pénale se fait oralement et que les parties peuvent jouir de l'assistance légale gratuite d'un avocat ainsi que de la possibilité de présenter un recours en appel à la cour suprême populaire. 206

La loi d'organisation du système judiciaire

Les premières mesures prises par le gouvernement cubain en 1959 consistèrent d'abord à dissoudre les tribunaux d'exception, remis en vigueur par le régime de Batista pour juger les

révolutionnaires et tous ceux qui déposaient des plaintes contre les monopoles et les grands exploités.

Plus, le gouvernement cubain procéda à transformer les structures de l'organisation judiciaire, survivance de la domination espagnole, par la création, en 1963, des premiers tribunaux populaires; ces tribunaux avaient le pouvoir de juger des délits dont la peine prévue ne dépasserait pas cent quatre-vingts jours de prison et ils étaient formés de juges élus au cours d'assemblées de masse.

La loi d'organisation du système judiciaire fut approuvée en 1973 après que le projet eut été soumis à la discussion publique et populaire à laquelle prirent part plus de trois millions de Cubain-e-s. 207

Elle a créé le système unique de tribunaux dans tout le pays, lesquels sont régis par le tribunal suprême populaire. Elle assure l'application uniforme des lois dans tout le pays par le biais des organismes suivants: le tribunal suprême populaire, les cours provinciales populaires, les cours régionales populaires, les cours populaires de base, les cours militaires et les cours d'instance.²⁰⁸ Les juges et les avocats, professionnels ou non, sont tous éligibles périodiquement renouvelables, responsables et révocables. Il est possible de présenter un recours en appel de tous les verdicts auprès de l'instance immédiatement supérieure.

La fonction principale des nouveaux tribunaux est de veiller à ce que la légalité socialiste soit strictement respectée, non seulement dans les tribunaux, mais aussi dans les activités des organes de l'Etat, dans celles des institutions économiques et sociales et par l'ensemble des citoyen-ne-s.

Autres lois et réglementations

Nous devons souligner qu'en accord avec le décret no. 30 du Conseil des ministres, la Commission nationale du recensement de 1981 inclut désormais parmi ses membres la FMC et la CTC en tant qu'organismes représentatifs des femmes cubaines dans le premier cas et des femmes travailleuses dans le second.

Ce décret permet à la Commission nationale du recensement de recueillir la plus grande quantité de données possible afin de connaître tous les aspects reliés à la condition des femmes cubaines et à leur développement. Subséquemment, ces données sont interprétées pour faire des recommandations appropriées au gouvernement afin d'améliorer la condition des femmes cubaines.

La loi no. 13 de la Sécurité et Santé au travail, promulguée par l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire le 28 décembre 1977 précise dans l'article 40 que:

"Toute femme enceinte qui devient incapable de faire son travail en raison de son état, doit être transférée, sous avis médical, à un autre poste plus adéquat

pour ses possibilités physiques et doit être libérée du travail de nuit, pendant la période de sa grossesse." 209

Cette loi vise à garantir la protection des femmes au travail dans des emplois qui pourraient affecter leur grossesse. En ce qui a trait aux droits à la Sécurité sociale inclus dans la loi du 1^{er} janvier 1980, ainsi qu'aux conditions concernant la retraite, la maladie, l'âge ou l'incapacité à travailler, les modalités d'application sont les mêmes pour les femmes et pour les hommes.

La seule différence est en faveur des femmes en ce qui a trait à l'âge requis pour prendre sa retraite, Il est prescrit que pour les emplois inclus dans la catégorie I (emplois sous conditions normales) ²¹⁰, les hommes peuvent prendre leur retraite à l'âge de soixante ans et à cinquante-cinq ans pour les femmes. Quant aux emplois de la catégorie II (emplois exercés dans des conditions dangereuses) ²¹¹, les hommes ont droit à la retraite à cinquante-cinq ans et les femmes à cinquante ans.

D'après la résolution no. 111 du 13 juillet 1965, les femmes ont droit comme les hommes à des vacances payées lorsqu'elles travaillent.

La résolution no. 42 du 26 mai 1977, promulguée par le Comité d'Etat du travail et de la sécurité sociale, établit les procédures et les causes de congédiement des travailleurs et des travailleuses.

Les causes de congédiement peuvent être le résultat d'une sanction, d'une démission, ou d'une décision personnelle d'un travailleur ou d'une travailleuse; il peut s'agir de raisons comme la retraite, ou d'une mobilisation pour le service militaire. Mais, en aucun cas, la grossesse d'une femme travailleuse ne peut être la cause d'un congédiement. Cependant, il est permis à la femme qui travaille de laisser son emploi en raison de son mariage ou pour prendre soin de ses enfants.

Afin de développer des emplois non-traditionnels qui bénéficient directement aux femmes, on a promulgué la résolution no. 9 du 17 février 1976 qui permet d'engager du personnel féminin pour des emplois urgents ou discontinus dans certains secteurs de production.²¹² Dans ce cas, nous croyons que les femmes servent d'armée de réserve pour répondre à des besoins temporaires de l'économie.

Conclusion

Les différents aspects juridiques mis en place à Cuba depuis la Révolution sont une démonstration de la volonté politique du gouvernement pour améliorer les conditions de vie des femmes cubaines tant au point de vue économique, social que politique.

La FMC joue notamment un rôle important à Cuba pour soulever les nombreux problèmes sociaux auxquels doivent faire face les femmes, et particulièrement celles qui travaillent. Nous avons vu comment les organisations populaires telles que la FMC, les CDR

et les comités féminins de la CTC ont un rôle actif à jouer dans la reconnaissance des obstacles que rencontrent les femmes sur les lieux de travail: c'est en effet à partir des discussions dans ces organisations de base que sont faites des recommandations, lesquelles sont ensuite dirigées vers les plus hautes instances jusqu'au Conseil central du Parti communiste cubain. A ce stade, c'est au gouvernement d'énoncer des projets de loi qui seront de nouveau discutés au sein des organes du Pouvoir populaire, pour être finalement modifiés, votés et acceptés. Il s'agit d'un processus démocratique où l'appui de l'Etat s'exerce à partir des besoins formulés à la base par les différents groupes sociaux qui composent la société cubaine.

Nous aimerions souligner le rôle important des femmes au niveau du travail bénévole dans différents secteurs de l'économie tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. D'aucun prétendre que le droit au travail rémunéré tel que stipulé dans la Constitution de Cuba et l'importance accordée au travail bénévole constitue une contradiction. Nous répondrons en insistant sur le fait que dans l'idéologie socialiste, le travail bénévole est très valorisé non seulement pour les femmes mais aussi pour les hommes et ce à tous les échelons de la société. La participation au travail bénévole n'est pas perçue en terme d'exploitation mais de contribution à l'édification de la société socialiste.

Nous verrons dans la seconde partie comment se manifeste la participation politique des femmes cubaines au sein des différents organes du Pouvoir populaire.

Participation politique

Depuis 1959, les femmes cubaines ont participé de façon croissante à la vie politique, sociale et économique du pays. Leur participation a été un des buts prioritaires du gouvernement, du Parti communiste et des organisations de masse.

Nous avons vu dans la section précédente que les droits des femmes ont été enchâssés par plusieurs mesures législatives à l'intérieur de la nouvelle Constitution de la République de Cuba, du Code de la famille, de la loi de la maternité de la travailleuse, du code pénal et du système judiciaire pour ne nommer que les principaux cadres de ces lois.

En même temps, un travail idéologique constant à l'intérieur des organismes populaires de masse a été entrepris afin d'éliminer les facteurs subjectifs reliés aux vieux concepts sur le rôle de la femme. Ces facteurs représentent un obstacle important à la participation politique des femmes. Quels sont-ils? Et, quels moyens a-t-on pris pour tenter de les éliminer à Cuba? C'est ce que nous verrons dans cette partie.

Nous examinerons d'abord les résultats des élections du Pouvoir populaire tenues dans la province de Matanzas en 1974. L'enquête menée par la FMC en 1975 nous présente des résultats intéressants et révélateurs. Nous verrons ensuite dans quelle mesure la participa-

tion politique des femmes a augmenté ou régressé entre 1975 et 1981.

L'enquête sur les élections du Pouvoir populaire à Matanzas

Le 26 juillet 1974, Fidel Castro en discutant des résultats des élections du Pouvoir populaire dans la province de Matanzas fit ressortir un problème fondamental, soit: le nombre réduit de femmes proposées comme candidates et élues comme déléguées aux récentes élections.

En effet, lors de ces élections 7.6% de femmes ont été proposées par les masses comme candidates aux élections, et de ce nombre 3% furent élues comme déléguées aux assemblées municipales. Fidel Castro fit ressortir dans un discours subséquent que ce bas pourcentage était une preuve que la Révolution n'avait pas fait assez d'efforts en ce qui a trait à la discrimination envers les femmes. Les données, disait-il, démontrent que les préjugés traditionnels sont toujours présents dans les mentalités cubaines. 213

La FMC s'est aussi interrogé pour savoir pourquoi le nombre de candidates proposées et élues fut si bas, bien que les femmes représentaient la moitié de la population. Afin d'en déterminer les causes, la FMC réalisa une enquête auprès de 635 personnes, sous forme d'interviews, parmi lesquelles on compta 302 hommes et 333 femmes.

A partir de la liste des électeurs et des électrices de Matanzas, un échantillon d'environ 40 femmes et 40 hommes fut choisi dans 10 municipalités de la province. L'enquête s'effectua aussi bien en zone urbaine, où on sélectionna 46.5% des interviewé-e-s qu'en zone rurale, où on en dénombra 34.5%. Notons que les groupes d'âge s'échelonnèrent de la sorte: 66% des répondant-e-s avaient moins de 45 ans distribué-e-s ainsi: de 16 à 30 ans (34.7%), de 31 à 45 ans (31.3%). 214

Cette enquête mit en évidence d'une part, que les hommes occupent la majorité des postes politiques permanents, alors que les femmes ne font de la politique que très rarement d'une façon prioritaire. L'on a comparé les réponses des hommes et des femmes qui avaient occupé des postes de direction puis les avaient laissés tomber afin d'en connaître les raisons. Pour les hommes, les raisons invoquées étaient la retraite ou une affectation ailleurs. Les femmes invoquèrent les tâches domestiques et la garde des enfants, ou la nécessité de rester à la maison pour s'occuper de malades dans leur famille.

On demanda aux électeurs et électrices sélectionné-e-s quelles étaient les raisons empêchant les femmes d'occuper des postes de direction politique?

Les réponses données se présentèrent dans cet ordre:

- 1) Premièrement, la responsabilité des tâches domestiques et la

prise en charge des enfants et des maris par les femmes;

- 2) Deuxièmement, leur manque de formation culturelle et une formation politique insuffisante pour affronter les tâches de direction.
- 3) Troisièmement, leur santé plus fragile et leur rôle d'infirmière dans la famille.
- 4) Quatrièmement, l'attitude du mari, du fiancé ou du père qui n'aimaient pas ou ne laissaient pas accomplir les tâches politiques par une femme.
- 5) Cinquièmement, le manque de compréhension de la part des hommes de l'importance de la participation des femmes à la vie sociale.
- 6) Sixièmement, le fait que les femmes n'aimaient pas diriger, la sous-estimation de la femme elle-même, en regard de ses capacités, du rôle qu'elle doit jouer et de ses possibilités dans la société.
- 7) Septièmement, le fait qu'on préfère les hommes aux femmes pour occuper des postes de direction politique.

Tout au long des questions posées, les mêmes réponses citées ci-haut reviennent constamment. Par exemple, une autre question demandait les caractéristiques requises pour être un ou une bon-ne dirigeant-e.

Les réponses indiquent que 45.6% des répondant-e-s demandent à la femme d'être sérieuse, décente et d'une haute moralité et qu'en plus elle doit s'arranger pour assurer les tâches domestiques et la garde des enfants. Cependant, cette dernière condition

ne se pose pas pour les hommes. ²¹⁵ On constate à la lumière de ces quelques réponses que les exigences ne sont pas les mêmes pour les femmes que pour les hommes.

Une autre question concernant le fait qu'il n'y avait que peu de femmes qui furent proposées pour les élections du Pouvoir populaire fit ressortir trois réponses principales pour en expliquer la cause.

1) Premièrement, que les femmes n'avaient pas assez de temps pour se présenter politiquement car elles devaient s'occuper des tâches domestiques et des enfants.

2) Deuxièmement, le manque de publicité faite pour favoriser la sélection d'une femme et faire valoir ses capacités. Cette deuxième réponse ayant reçu un très haut pourcentage, on peut en conclure que effectivement, la publicité joue un rôle positif si l'on y met l'intention.

3) Quant à la troisième réponse, elle évoque la discrimination contre les femmes et le refus des hommes que les femmes gouvernent.

L'enquête révèle en outre que 45.7% des femmes interviewées étaient d'accord pour assumer des postes de direction, mais que 54.3% n'étaient pas de cet avis; et ce, en raison de leur manque de qualification et de leur bas niveau d'instruction. Ces réponses montrent les contradictions d'une société en transition où près de la moitié des femmes se jugent aptes à affronter des postes de dirigeantes, tandis que l'autre moitié démontrent un manque total de confian-

ce en elles.

Quelques répondant-e-s pensaient que les femmes n'aiment pas diriger ou que ce genre de responsabilité devrait être exercé par des hommes. Ces réponses révèlent la survivance de vieux préjugés où la femme est considérée à la fois par elle-même et par la société comme quelqu'un qui n'a pas la capacité d'assumer d'importantes responsabilités en dehors du foyer.

D'autres réponses de l'enquête apparaissent encore plus contradictoires, ce qui est l'expression d'une perception nouvelle des choses au niveau des concepts mais pas dans la pratique. On a demandé si la femme devait occuper un poste de direction malgré l'opinion contraire de son mari ou de son père et les réponses furent à 58.9% positives et à 41.1% négatives.

En ce qui concerne la garde des enfants, 1.7% des répondants dirent que c'était la responsabilité de l'homme, 28% que c'était celle de la femme, et 70.3% que cette responsabilité devrait être partagée par le couple. Au sujet du commandement au foyer, 38.3% étaient d'accord pour dire que c'était l'homme, 3.9% disaient que c'était la femme et 57.8% préféraient le couple.

Cependant, là où les préjugés et les conceptions machiste apparaissent le plus c'est lorsqu'on a demandé aux hommes pourquoi ils ne font pas les travaux domestiques. Ainsi, 63.9% d'entre eux ont reconnu que les tâches domestiques étaient la raison principale

pour laquelle les femmes ne peuvent pas occuper comme les hommes des postes de direction. Les réponses sont variées mais révèlent la peur du jugement ou des railleries des voisins ou amis si un homme effectue des tâches associées à un travail féminin.

Quant à savoir si les femmes doivent s'occuper de la maison et des enfants tandis que les hommes se livrent à des activités extérieures ou politiques: 51.9% ont répondu oui et 48.1% non. Par contre, ces réponses sont contredites lorsque 56.4% des interviewés affirment que la femme, une fois mariée, doit continuer à étudier et/ou à travailler.

En résumé, l'enquête de la FMC a permis de saisir les multiples contradictions d'une société en transition vers le socialisme, mais un socialisme où des demandes révolutionnaires ont été faites aux femmes à la fois pour s'intégrer au marché du travail et aux activités politiques tout en maintenant son rôle d'épouse et de mère au sein du foyer. Les réponses de cette enquête nous révèlent à la fois les obstacles d'ordre objectif et ceux d'ordre subjectif qui empêchent les femmes de répondre aux nouvelles aspirations de la société cubaine socialiste.

Les obstacles d'ordre objectif résident dans de meilleurs services sociaux et législatifs que le gouvernement peut offrir aux femmes pour les libérer davantage de leurs doubles responsabilités comme travailleuse et comme mère de famille.

Quant aux aspects d'ordre subjectif, ils sont le résidu de vieilles traditions, d'une éducation arriérée et de mentalités dépassées qui s'accrochent à la population marquée davantage par les coutumes d'avant la Révolution.

C'est donc afin de répondre à tous les problèmes soulevés par cette enquête que le gouvernement cubain a entrepris une lutte idéologique par le biais des organisations de masse telles que la FMC, les CDR et la CTC et aussi par différents projets de lois que nous avons analysés dans la section sur les mesures législatives.

Les organes du Pouvoir populaire: 1975-1981

Les statistiques recueillies en 1975 sur les proportions de femmes occupant des postes de direction dans les organisations du Pouvoir populaire à Cuba présentent des chiffres révélateurs sur la sous-représentation des femmes dans celles-ci, soient: le Parti communiste cubain (PCC), l'Union des Jeunes communistes (UJC), la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC), les Comités de Défense de la Révolution (CDR) et l'Association nationale des Petits Agriculteurs (ANAP).

Au tableau 19, on remarque tout de suite que les femmes sont sous-représentées dans l'ensemble de ces organisations en tant que membres, d'une part, mais qu'elles le sont encore plus lorsque l'on

regarde les postes les plus hauts au niveau national, d'autre part. Une deuxième constatation concerne le fait que bien qu'au niveau des CDR, elles constituent 50% des membres, elles ne composent que le cinquième des représentant-e-s. au niveau national, soit 19%.

En ce qui concerne le nombre réduit de femmes membres du PCC, seulement 13.2%, il est explicable parce que la nomination au PCC dépend souvent du fait qu'il faut être un "travailleur d'avant-garde" dans son centre de travail pour y accéder. Alors, puisque la majorité des femmes ne font pas partie du travail salarié, elles ne peuvent donc pas être nommées "travailleur d'avant-garde"; par ailleurs, celles qui font partie du travail salarié sont moins nommées que les hommes pour différentes raisons que nous expliciterons ultérieurement.

L'Union des Jeunes communistes (UJC), par contre, recrute ses membres parmi la jeunesse de l'avant-garde. L'UJC a la responsabilité de former dans ses rangs les futur-e-s militant-e-s du PCC et elle travaille principalement par le biais d'organisations de masse de la jeunesse et des enfants, telle que l'Union des Pionniers de Cuba (UPC).

Donc, puisqu'elle trouve ses membres dans les écoles élémentaires et secondaires, il aurait été logique d'y trouver les femmes représentées à un pourcentage au moins égal à celui des hommes

puisque les filles représentent 50% des effectifs scolaires. Quant à l'ANAP, le modèle de représentativité des femmes suit le même modèle que pour les autres organisations de masse; on retrouve donc un faible taux de représentation des femmes qui passe de 16.4% au niveau municipal, à 0.8% au niveau régional, à 1.2% au niveau provincial et à un faible 2% au niveau national.

Afin de connaître les causes de la sous-représentation des femmes dans les organisations de masse, le PCC mit sur pied en 1974 une enquête par le biais de la CTC. Réalisée dans 211 centres de travail, auprès de 5,168 travailleurs et travailleuses, l'enquête permit de découvrir quelles étaient les facteurs qui empêchaient la promotion des femmes à des postes de leadership.

Les réponses démontrent que 85.7% des répondant-e-s considèrent que les tâches domestiques sont un obstacle majeur; le soin des enfants est la réponse donnée par 83%; 51.5% pensent que c'est le bas niveau culturel des femmes qui les éliminent, c'est-à-dire un manque de scolarisation. En fait, cette dernière réponse est surprenante car, selon les statistiques du Congrès du Parti, les femmes ont, dans la moyenne, un degré d'éducation supérieur à celui des hommes. Les autres réponses soulignent la résistance des maris (26.2%) et le fait que l'administration considère que les tâches domestiques affecteront le travail des femmes (22.8%).²¹⁶

Cette enquête a été à la base d'une vaste campagne de publicité pour amener les femmes à occuper des postes de direction dans les

organisations de masse. Elle déclencha aussi diverses mesures économiques telles que le Plan Jaba (ou sac à provisions), l'augmentation des cafeterias, la distribution de machines à laver et de réfrigérateurs, mesures que nous avons décrites dans la première partie de ce chapitre au niveau des instances économiques. Par ailleurs des mesures législatives, décrites précédemment, furent aussi adoptées.

La FMC a joué un rôle primordial dans cette campagne idéologique menée à l'échelle du pays. Un des objectifs premiers fut de conscientiser les femmes sur leurs droits et leurs responsabilités par le biais des mass media, notamment. Un autre moyen pour atteindre ce but a été celui des discussions des lois sous forme de cercles d'étude par lesquels les femmes ont pu comprendre et analyser les différentes implications de ces lois au niveau national.

Par ailleurs, la participation active des femmes dans les organisations de masse a sensiblement augmenté au cours des années 1975 à 1981. Des rencontres organisées sur une base régulière et les cercles d'étude ont permis aux femmes de s'impliquer davantage au niveau de leur communauté tout en leur donnant la possibilité d'être plus sûres d'elles-mêmes et de contribuer à élever leur conscience sociale.

Les statistiques obtenues pour les élections des délégué-e-s des organes du Pouvoir populaire du 10 octobre 1976 et d'avril

1979 nous permettent de croire que ces efforts n'ont pas été vains.

Le 5 juillet 1976, la loi no. 1304 sur les nouvelles divisions politico-administratives du pays fut promulguée et le 7 juillet 1976, la loi no. 1305 ou loi électorale sur la régulation des élections des délégué-e-s aux assemblées municipales et provinciales ainsi que celle des députés à l'Assemblée nationale fut votée. Cette nouvelle division établit un total de 10,735 circonscriptions où les élections des délégué-e-s prirent place dans des réunions tenues à cet effet en octobre 1976 et en avril 1982. Le tableau 20 nous permettra d'en analyser certains résultats.

Bien que partielles, les données du tableau 20 démontrent une participation politique supérieure des femmes à celle démontrée en 1974, lors des élections des délégué-e-s des organes populaires dans la province de Matanzas où il n'y eut que 7.6% de femmes qui furent candidates aux élections.

En 1976, le nombre de candidates à se présenter aux élections passa à 13.5% au niveau municipal. Le nombre de candidates élues déléguées au niveau des assemblées municipales fut de 3% en 1974, alors qu'il passa à 8% en 1976.

Si on compare les pourcentages obtenus en 1976 et ceux obtenus en 1979, on constate qu'il y a eu une baisse du nombre de candidates à se présenter et à être élues en 1979 par rapport à 1976. Bien que

les résultats de ces données ne sont expliquées nulle part dans les volumes que nous avons consultés, nous pouvons supposer qu'ils sont ou l'indice d'une stabilisation au niveau de la participation politique des femmes, ou l'indice d'une baisse d'intérêt qui s'est exprimé en 1979 faisant passer le taux de candidates aux assemblées municipales de 13.5% en 1976 à 9.9% en 1979; et celui des déléguées aux assemblées municipales de 8% en 1976 à 7.2% en 1979.

En examinant le tableau 21, nous pouvons remarquer que les femmes constituent 15% des membres des commissions de l'Assemblée nationale. Parmi les vingt commissions permanentes établies par le Pouvoir populaire de l'Assemblée nationale, les femmes jouent un rôle important dans chacune d'elles.

La plus importante pour les femmes est la Commission pour l'attention à l'enfance et à l'égalité des femmes. Formée de 15 membres, dont 10 sont des femmes, celles-ci représentent 66% du total des membres. De plus, la présidente et la vice-présidente de cette commission sont des femmes. La création de cette commission prouve la priorité et l'attention que le gouvernement cubain accorde aux femmes et aux enfants. Une des tâches de cette commission est d'assurer l'intégration des femmes dans le développement économique et social du pays, en suggérant au gouvernement l'adoption de mesures et de dispositions législatives et administratives qui permettent d'atteindre ces objectifs.

Nous examinons les pourcentages féminins présents dans chaque commission. Nous remarquons que les femmes sont majoritairement représentées dans cinq commissions, soient: l'éducation et les sciences (82.3%), la santé publique (53%), la jeunesse et l'enfance (52.3%), la culture et l'art (57%) et l'enfance et l'égalité des femmes (66%).

Ces secteurs sont traditionnellement des domaines où travaillent majoritairement les femmes à Cuba, sauf peut-être le secteur des sciences. Actuellement, cependant il y a autant de femmes que d'hommes qui s'orientent vers les sciences. Elles y occupent également des postes de leaders au niveau de la vice-présidence et du secrétariat.

La deuxième catégorie regroupe les commissions où les femmes occupent une représentation variant entre 18% et 36%. Ce sont les commissions numérotées de 5 à 11, et 13. Ces secteurs ne sont pas spécifiquement des domaines dits féminins: ils vont des affaires sociales, au commerce et au travail, en passant par les relations extérieures. De plus, les femmes y occupent des postes de direction dans chacune des commissions, sauf à la commission des affaires constitutionnelles et juridiques. Il est très encourageant de constater que les femmes composent près du tiers des membres de ces commissions.

Une troisième catégorie pourrait regrouper toutes les commis-

sions où les femmes se retrouvent avec une représentation faible de 15% et moins. Ces commissions, numérotées de 14 à 19, et 12 sont des secteurs traditionnellement masculins tels que: l'industrie (14.6% de femmes), la planification, les finances et le budget (13.3%), la construction (8.3%), la défense (7.6%), le transport et les communications (5%) et l'agriculture et l'élevage (2.5%).

Un élément surprenant est de constater qu'au niveau de la commission des Organes du Pouvoir populaire, où 15% des membres sont des femmes, aucune n'occupe de postes de direction. Elles n'occupent d'ailleurs aucun poste de direction non plus dans les commissions de la défense, du transport et des communications, et de l'agriculture et de l'élevage. Faut-il en déduire que l'on accepte la présence des femmes dans ces commissions mais que l'on ne les juge pas aptes à y occuper des postes de responsabilités où l'on doit prendre des décisions majeures pour l'économie et la défense du pays?

Nous mentionnons par ailleurs que dans certaines autres commissions les femmes occupent des postes importants de présidente et de vice-présidente bien que leur représentation globale soit assez faible. C'est le cas notamment des commissions de l'industrie: une femme est présidente; de la planification, des finances et du budget: une femme à la vice-présidence; et celle de la construction: deux femmes, l'une à la présidence, et l'autre, à la vice-présidence. Ces derniers faits pourraient par contre démontrer que l'on

tient compte du jugement des femmes dans des commissions majoritairement composées par des hommes.

Au niveau du PCC, nous constatons qu'il y'a eu une forte augmentation de la représentation des femmes à des postes décisionnels. Ainsi, si nous nous référons au tableau 22, nous voyons qu'il y a eu une augmentation du nombre de femmes nommées représentantes au niveau municipal; c'est-à-dire que leur représentativité a quintuplé en l'espace de trois ans, passant de 2.9% en 1975 à 16.5% en 1978. Nous ne comparons pas le niveau régional, puisqu'il est aboli depuis 1976. Au niveau provincial, le taux de représentation des femmes a plus que doublé, passant de 6.3% en 1975 à 15% en 1978. Au niveau national, l'augmentation, bien que moindre, est passée de 5.5% à 9%. Enfin, il y a dans l'ensemble une nette progression qui s'est amorcée depuis 1976 et qui est nettement identifiable dans l'augmentation du nombre de femmes occupant des postes de décision dans les organisations du Pouvoir populaire.

Le tableau 23 nous montre les dernières statistiques révélées lors du III^e Congrès de la FMC. Si l'on compare les taux de représentativité des femmes dans les organisations du Pouvoir populaire obtenus en 1980 avec ceux de 1974, il est indéniable qu'il y a eu dans tous ces organismes une très forte augmentation. Particulièrement dans les organisations de la jeunesse, tel que souligné par Fidel Castro lors du discours qu'il prononça à la clôture du III^e Congrès de la FMC:

"... j'ai appris qu'il avait donné des chiffres en ce qui concerne la jeunesse, où 40% des militants sont des femmes. Elles sont passées de 29 à 40%. J'estime que c'est un progrès notable. Nous avons aussi avancé au sein du Parti, où nous sommes arrivés à 18.9%. ...en ce qui concerne la Fédération des élèves de l'enseignement secondaire, 65% des dirigeants sont des femmes. Chez les Pionniers..., 75% des postes de responsabilité sont assumés par des fillettes. 217

Les augmentations les plus remarquables sont celles au sein des organisations de la jeunesse telles que l'UJC qui est passée de 29% à 40%; l'UPC et la FEES dont les taux de représentantes féminines respectifs sont de 75% et de 65%. La FMC étant constituée uniquement de femmes, elle a un taux de représentativité de 100%. L'ANAP a fait un bond substantiel de 3% en 1974 à 35% en 1980. La CTC a sensiblement augmenté son taux de représentantes féminines depuis la création des Fronts féminins à l'intérieur de chaque syndicat, faisant passer celles-ci de 25.3% en 1974 à 40.6% en 1980. Quant au PCC, les femmes y sont maintenant représentées à 18.9%, en 1980, alors qu'elles ne constituaient que 13.2% en 1974.

Ces données sont une preuve tangible que les efforts de la FMC et du gouvernement cubain entre 1974 et 1980 ont donné des résultats concrets. La FMC, par son travail constant au niveau de l'éducation politique, principalement par les cercles d'étude en collaboration avec les CDR et l'ANAP y a contribué grandement. Selon le rapport final du III^e Congrès de la FMC, tenu en 1980,

la participation moyenne des femmes à ces cercles a été de 65%.²¹⁸

Dans son auto-critique, lors du III^e Congrès de la FMC, cette organisation soulève certaines faiblesses au niveau d'une baisse de la participation politique des femmes lors des élections des déléguées au niveau des circonscriptions en 1979, et note que le nombre de femmes élues a été inférieur à celui de 1976.

La FMC souligne le fait que souvent ce sont les femmes elles-mêmes qui s'auto-limitent et que parfois ce sont des facteurs subjectifs qui prédominent chez les électeurs et les électrices leur faisant élire un homme en pensant qu'il a moins de limitations. Il s'agit donc d'une persistance de préjugés envers les femmes.²¹⁹

Néanmoins, d'autres chiffres sur l'incorporation des femmes au sein de l'Assemblée nationale et de différents comités établies en 1976, permettent d'être optimistes en ce qui a trait au rôle politique des femmes à Cuba. Le tableau 24 nous révèle que les femmes sont maintenant présentes dans l'ensemble des corps législatifs dans des proportions respectables variant de 8%, pour le Conseil des ministres, à 55%, pour le Conseil central de planification. En 1978, les femmes représentaient 22.2% des membres de l'Assemblée nationale.

Il y a quatre femmes au sein du Conseil de l'Etat qui représentent 13% de l'ensemble des membres. Vilma Espin, qui est aussi

présidente de la FMC, y siège. La présence de ces femmes, dans une proportion si minime soit-elle, au sein de corps législatifs aussi importants que le Conseil des ministres (8%), le Comité d'Etat des finances (23%), le Comité d'Etat des statistiques (15%), la Banque nationale de Cuba (16%) ou les organes mentionnés précédemment, est d'une signification capitale au niveau du droit de parole, de la considération et du pouvoir que le gouvernement cubain a décidé de donner aux femmes cubaines.

Les relations internationales

Pour terminer cette section, nous jetterons un coup d'oeil sur la participation politique des femmes sur le plan international. Au cours des dernières cinq années, la FMC a travaillé à renforcer ses relations avec d'autres organisations progressistes et révolutionnaires du monde en faisant connaître ses réalisations et le rôle joué par les femmes dans la Révolution cubaine et dans le socialisme.

La FMC a participé à de nombreuses réunions internationales dans le but d'exprimer sa solidarité avec toutes les femmes qui luttent dans le monde pour une vie meilleure. La FMC défend dans cet esprit les principes de la Révolution et les intérêts des peuples dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'apartheid. 220

En 1975, la FMC a participé à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico. Pendant l'année 1975, elle assista à trente réunions internationales dans le but de solidifier ses relations avec plusieurs organisations féminines du monde entier. La FMC a participé au Congrès mondial de Berlin, organisé par la Fédération démocratique internationale des femmes et d'autres organisations révolutionnaires et progressistes.

Les femmes cubaines occupent la vice-présidence de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) dont le Centre régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes se trouve à La Havane. Ce Centre a donné depuis 1978 quatre cours de formation pour les dirigeantes des organisations féminines affiliées à la FDIF. Quatre-vingts femmes originaires de différents pays de cette région y ont été diplômées entre 1978 et 1981. ²²¹

En 1976, la FMC est devenue membre de la Commission de la condition juridique et sociale de la femme des Nations unies. Cuba, par le biais de la FMC, a été désigné pour faire partie de la Junte du Conseil de l'Institut international de recherches et de formation pour la promotion de la femme.

La FMC a tenu un rôle important au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). C'est ainsi qu'en juin 1977, eut lieu à La Havane la première Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social d'Amérique

latine; c'est au cours de cette conférence que fut adopté le Plan d'action régionale pour l'application des accords de la Conférence de Mexico, tenue en 1975. Cuba occupait à cette occasion la présidence du bureau de direction. C'est dans ce cadre que Cuba dirigea des réunions et des séminaires à la Jamaïque, au Mexique et en Equateur où furent présentés des programmes de développement pour la femme.

Une autre conférence importante à laquelle participa la FMC, dans le cadre du Mouvement des pays non-alignés, eut lieu à Bagdad en mai 1979 et porta sur une coordination des positions de ces pays sur le rôle de la femme dans le développement.

Les relations internationales de la FMC se font d'une façon privilégiée avec les mouvements féminins des pays d'allégeance socialiste. Des liens d'amitié et de collaboration existent principalement avec le Comité des femmes soviétiques, avec les femmes de la République démocratique allemande, celles de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, de Hongrie, de Pologne, de Mongolie, de Roumanie, de Yougoslavie, de la République démocratique et populaire de Corée, du Laos et du Kampuchea.

En Europe occidentale, des échanges de délégations féminines ont eu lieu avec les organisations féminines du Portugal, de Chypre, d'Espagne, de France et de Suède.

En Amérique du Nord, la FMC a reçu principalement des délégations des Etats-Unis et du Canada formées de représentantes d'organisations féminines, religieuses, de juristes et de journalistes au siège social de la FMC à La Havane.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les liens de la FMC avec plusieurs pays se sont resserrés notamment avec les femmes du Nicaragua pour appuyer leur contribution à la Révolution populaire sandiniste. Ainsi, Cuba a envoyé en 1979-1980, 1,200 professeurs cubains pour aider le Nicaragua dans sa campagne d'alphabétisation. La moitié de ce contingent était formé de femmes et de mères de famille.²²²

La FMC maintient également des liens d'amitié avec le mouvement féminin New Jewel, de Grenade et collabora en 1978 avec le Mouvement féminin du Parti national populaire de Jamaïque. La FMC accorde son soutien aux femmes qui luttent contre la répression et la terreur au Chili, au Paraguay, au Guatemala, au Salvador et à Haïti.

Des relations existent avec le mouvement féminin de certains pays d'Asie tels que l'Union des femmes afghanes, des délégations féminines de l'Inde, du Sri Lanka et du Japon.

Au Moyen-Orient et en Afrique, la FMC a participé à plusieurs réunions nationales d'organisations féminines et à diverses rencon-

tres de l'Organisation panafricaine des femmes en qualité d'observatrices. Des plans de collaboration ont été signés entre les présidentes d'organisations féminines en Irak et en Syrie et la FMC. Des missions de collaboration ont été organisées pour aider l'Organisation des femmes angolaises à la libération de leur pays de l'oppression impérialiste. Une autre mission de collaboration pour la formation de cadres a été déléguée aux organisations féminines du Mozambique et du Congo.

La FMC offre, dans le cadre de plans de collaboration avec les organisations féminines d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, des programmes de formation politique adressés aux dirigeantes d'organisations féminines amies à l'Ecole Fe Del Valle. Nous avons eu l'occasion de visiter cette école lors de notre séjour à Cuba en 1982 et nous avons pu discuter avec quelques femmes d'origine africaine qui y étudiaient. En 1980, 174 femmes y ont suivi des cours.

Conclusion

Il ressort de l'étude des instances juridico-politiques que ce n'est que depuis 1959 que les problèmes de la discrimination envers les femmes ont vraiment été posés et mis en évidence à Cuba.

Dans ce sens, le processus de consultation populaire auquel a recours le gouvernement cubain socialiste par le biais des or-

ganes du Pouvoir populaire a contribué et contribue dans une large mesure à conscientiser les femmes et les hommes cubain-e-s des difficultés particulières auxquelles les femmes doivent faire face pour participer à part égale avec les hommes à l'édification d'une société nouvelle socialiste où les droits de tous et de toutes sont garantis législativement.

C'est sur ce processus de libération exercé dans la démocratie d'élections municipales et nationales que nous avons voulu mettre l'accent en démontrant d'une part, les mesures législatives promulguées à Cuba pour aider les femmes à participer davantage au niveau politique ainsi qu'économique et social; et d'autre part, en analysant les obstacles majeurs à cette participation politique des femmes et en montrant dans quelle mesure les organes du Pouvoir populaire de Cuba (FMC, CTC, PCC, CDR) s'étaient penchés sur la question pour tâcher d'y trouver des solutions.

Par ailleurs, la formation sociale cubaine doit faire face à d'autres barrières tout aussi ardues à surmonter que les barrières d'ordre économique ou juridico-politique pour poursuivre jusqu'au bout le processus de transformation dans lequel s'est engagé le gouvernement révolutionnaire cubain, c'est-à-dire les barrières idéologiques.

Celles-ci se traduisent par les conceptions traditionnelles, liées aux préjugés et à l'influence du machismo, véhiculées sur le

rôle des femmes dans la famille, la communauté, la société et l'éducation des enfants.. C'est à l'étude de ces barrières au sein des instances idéologiques que nous nous attaquerons dans la troisième section de ce chapitre.

2.3 - Au niveau des instances idéologiques

Dans cette partie, nous allons décortiquer les racines idéologiques de l'oppression des femmes. Avant 1959, les structures économiques de Cuba affectèrent toute la société cubaine: les hommes, les femmes et les enfants. Nous avons vu dans le premier chapitre, que ce système économique était basé sur les intérêts financiers d'une petite bourgeoisie nationale liés à ceux d'un groupe d'intérêts financiers étrangers, principalement américains.

Par ailleurs, ce système s'appuyait sur une idéologie basée sur un ensemble de traditions, d'attitudes et de valeurs qui justifiaient le fait que les femmes cubaines se retrouvèrent au bas de l'échelle économique dans la société cubaine. Cette idéologie, le machismo, fut utilisée et renforcée sous la domination américaine par le racisme, qui devint un instrument de plus pour maintenir la stratification sociale de la formation sociale de Cuba.

Nous en analyserons ici les racines ainsi que les concepts d'honor y vergüenza qui lui sont sous-jacents. Nous examinerons ensuite le rôle des mass media depuis 1959 dans ses diverses formes modernes: radio, télévision, cinéma, théâtre et presse écrite. Nous verrons, pour terminer, dans quelle mesure vingt-trois ans de Révolution ont pu contribuer à l'émergence de la "femme nouvelle".

Les racines du machismo

L'idéologie du machismo a été décrite par certains auteurs comme une sorte de désordre social psychologique typique aux mâles latino-américains dont le but est de maintenir les femmes dans une position inférieure ²²³. Il repose en fait sur une réalité beaucoup plus complexe. C'est un peu dans le but de démystifier l'usage technique que l'on en fait dans les discours scientifiques sans en expliquer la réalité qu'il représente que nous allons donc préciser ses racines et tenter de découvrir les diverses facettes qu'il dissimule. Pour ce faire, nous nous basons sur plusieurs écrits et analyses qui ont été faits sur le sujet, dont particulièrement ceux de Johnetta B. Cole ²²⁴, Margaret Randall ²²⁵ et Geoffrey E. Fox ²²⁶.

L'idéologie du machismo à Cuba prend ses racines dans l'implantation et l'influence que les cultures espagnole, africaine et américaine ont eue sur cette formation sociale. L'influence espagnole fut la plus forte et s'appuya sur quatre cents ans de domination coloniale. L'Espagne apporta sa langue qui restera le véhicule par lequel s'exprimeront toutes les valeurs et les traditions. Concrètement cette influence se manifesta par une division sexuelle des comportements et des attitudes spécifiques à chaque sexe à l'intérieur de la famille cubaine et catholique.

Dans ce modèle, l'homme travaillait à l'extérieur de la maison et y avait aussi certaines autres activités dans des clubs pour hom-

mes et les cafés. La femme, elle, était confinée à la maison où elle exerçait un contrôle sur les affaires domestiques, telles que la cuisine, le ménage et l'éducation des enfants. Ainsi, au 19^e siècle et au début du 20^e siècle; plusieurs Cubains supportaient une famille légitime et avaient une ou plusieurs maîtresses. Les signes de masculinité étaient reconnus par le contrôle qu'un homme avait sur sa femme, ses enfants et ses autres conquêtes féminines.

Tel que rapporté par Margaret Randall, cela se reflétait ainsi :

"Les enfants grandissaient avec ces images de "l'homme" et de "la femme"; les bonnes petites filles ne portaient pas de pantalons et ne sortaient pas sans être chaperonnées." 227

La deuxième influence du machismo vient de la culture africaine. Celle-ci a laissé plusieurs traits qui se sont mêlés à l'influence espagnole. Ces traits culturels se retrouvent encore aujourd'hui à Cuba dans l'art, la musique, la langue, les habitudes alimentaires. Bien que plusieurs auteurs américains ont soutenu que les rôles de l'homme et de la femme dans les cultures de l'Afrique de l'ouest étaient de type égalitaire, qualifiant même ces sociétés de matrilineaires, ce qu'on en rapporte à Cuba ne semble pas être le cas. Voici ce qu'en dit Randall :

"A Cuba, les religions africaines ont produit un autre aspect du machismo cubain qui a fortement in-

fluencé la vie des femmes cubaines: l'abakuá. Abakuá était une société secrète dont l'origine provenait de certaines sectes religieuses du Congo et du Nigeria lesquelles véhiculaient des croyances anciennes sur l'impureté et l'infériorité des femmes. Son dérivatif cubain s'est appelé ñáñigo. L'honneur masculin est un des éléments essentiels pour être membre de abakuá; ainsi en faisaient partie les bons maris, les pères et les fils, et même les tueurs professionnels et d'autres éléments délinquants. Etre abakuá devint aussi une condition pour travailler dans la construction, sur les docks et dans les ports de mer. Au début du 20^e siècle, environ 90% des travailleurs de ces secteurs étaient abakuá.

Les femmes étaient fières du fait que leurs hommes soient membres de cette société mâle ayant un statut et offrant la sécurité d'emploi. De sorte que cette fausse fierté basée sur leur propre infériorité était ancrée chez elles autant que chez les hommes... Les ñáñigos ne recrutaient pas seulement des hommes noirs, mais aussi un large pourcentage de blancs. " 228

Cette citation nous permet de saisir toutes les conséquences économiques et idéologiques qu'impliquait le fait pour un homme d'appartenir à la société ñáñigo. Par conséquent, on soupçonne la complexité de ses ramifications et la difficulté de lutter contre un système dont les racines sont implantées à plusieurs niveaux autant chez les hommes que chez les femmes. 229

La troisième racine du machismo cubain provient de l'influence américaine sur Cuba et date du début du 20^e siècle. Elle corres-

pond à la période où commença le début de la domination américaine à Cuba: de 1898 à 1959. L'influence américaine amena non seulement le sexisme mais aussi le racisme, c'est-à-dire toute une série de pratiques discriminatoires de ségrégation entre les Blancs et les Noirs. En effet, les Américains firent de La Havane, ville d'environ un million d'habitants en 1950, le repaire du jeu et de la prostitution pour les hommes d'affaires américains ou les marins de passage ou en permission. C'est ainsi que Cuba développa sa réputation internationale de reine la pornographie et de bordel de l'Amérique. Randall en a fait une description assez juste:

"La famille cubaine, sous les régimes de pseudo-républiques, prit de plus en plus les caractéristiques de la métropole: c'est-à-dire la famille de type latin -avec des liens inter-familiaux très forts, le père dominant et contrôlant économiquement le ménage, une mère sur-protectrice, un certain conformisme religieux et social particulièrement chez les bourgeois et les petits-bourgeois- ... tout ça ajouté à des habitudes nord-américaines de consommation, une dévotion à l' "American Way of Life", et une dépendance envers les produits américains et son idéologie." 230

Les guides touristiques publiés entre 1930 et 1950 montraient notamment des photos suggestives de femmes noires ou mulâtres:

"... dansant la rumba en transportant un panier de fruits tropicaux appartenant à United Fruit et le déposant au pied d'un palmier appartenant à Eisenhower via Batista." 231

Les Etats-Unis par leur domination sur Cuba ne firent que renforcer les bases d'une suprématie masculine déjà mise en place par les cultures espagnole et africaine . Cependant, ils sont entièrement redevables de l'implantation des pratiques du crime et de la prostitution.

"Les gros hôtels et les casinos de jeux appartenaient et étaient régis par des Américains tels George Raft, Meyer Lansky et d'autres noms de la mafia. La prostitution s'étalait au grand jour. La famille cubaine se modelait et s'alimentait à ces influences."²³²

De plus, de nouveaux stéréotypes d'inspiration américaine firent leur apparition par le biais des media tels la télévision et le cinéma. Le racisme se manifesta particulièrement dans la première moitié du 20^e siècle. La ségrégation accordait aux Blancs seulement l'accès aux plages, aux clubs et aux hôtels. Les couples mélangés étaient extrêmement rares dans les classes moyennes et supérieures; ils n'existaient que dans les milieux urbains marginaux et donnèrent naissance au type mulâtre cubain. Ainsi les femmes qui travaillaient comme vendeuses dans les magasins ou comme opératrices dans les ascenseurs de La Havane devaient non seulement être belles, mais aussi blanches. La télévision amena aussi d'autres stéréotypes masculins:

"Comme c'est souvent le cas avec l'exploitation culturelle tout autant qu'économique, les pires aspects de la tradition contemporaine américaine furent amplifiés et devinrent encore plus grotesques dans la colonie..."

Superman et Tarzan devinrent les nouveaux stéréotypes masculins pour s'infiltrer ensuite dans la classe dominante nationale jusqu'à la population, ajoutant un dernier aspect au machismo cubain." 233

Après ce bref survol des racines de l'idéologie du machismo cubain, nous verrons comment il se manifestait ou se manifeste encore dans la pratique quotidienne des relations hommes/femmes à Cuba depuis 1959.

Les concepts d'honor y vergüenza

La Révolution a changé beaucoup de choses dans le code de conduite entre les hommes et les femmes si nous comparons la situation en 1981 et celle de 1959. Les nouvelles législations qui ont été promulguées à Cuba depuis 1959 pour faciliter l'incorporation des femmes sur le marché du travail ont provoqué de nombreux bouleversements qui se sont soldés par un conflit entre la sécurité des traditions patriarcales et les aspirations modernes du gouvernement dans les relations entre les sexes.

Ainsi les femmes ont été amenées à occuper des emplois à l'extérieur du foyer et à accorder moins de temps aux tâches domestiques. Les hommes ont réagi à ces changements qui ont bouleversé leur concept mâle d'estime de soi. Les femmes que nous avons interviewées lors de nos séjours à Cuba étaient majoritairement d'avis que ces changements étaient considérés comme positifs par les jeunes qui

ont grandi avec la Révolution, mais que plusieurs hommes de la génération des révolutionnaires ou plus âgés ont eu beaucoup de réticence parfois à les accepter.

Selon Julian Pitt-Rivers ²³⁴, les concepts d'honor y vergüenza étaient à la base de la division sexuelle des rôles entre les sexes dans la société cubaine. Honor se rapportait, d'une part, à la vertu ou à un don qui ne pouvait être perdu ou taché par quelque acte que ce soit; d'autre part, il avait trait à la préséance qu'un homme avait sur d'autres hommes, comme lorsque quelqu'un remporte un honneur pour une action particulière. C'était en quelque sorte une sorte d'honneur-vertu qui présentait une certaine dualité et était le produit de la culture guerrière médiévale espagnole. Il se traduisait dans la réalité par le fait qu'un homme remplissait toutes ses obligations familiales et traitait les autres hommes avec respect.

Bien que l'honneur-vertu est un concept qui devait s'appliquer aux deux sexes, les obligations envers la famille étaient complètement différentes pour les hommes et pour les femmes. Par exemple, l'honneur-préséance était un attribut strictement masculin.

Quant à la vergüenza, elle est interprétée par Pitt-Rivers:

"... comme une sensibilité à l'opinion publique
..et une conscience du jugement de toute la communauté." ²³⁵

Bien que ce concept touche aussi les hommes, il est considéré comme plus important pour les femmes. Ainsi, une femme qui a perdu sa vergüenza a tout perdu. Elle doit projeter une image de pureté sexuelle et éviter tout soupçon de la communauté sur elle dans ce sens. Tandis que pour un homme, le fait d'être concerné à propos de sa propre chasteté sexuelle deviendrait un excès de vergüenza, et serait un signe de manque virilité. C'est ainsi qu'une division sexuelle du travail et des comportements précis pour chaque sexe se sont greffés à la vie quotidienne des Cubains et des Cubaines. Pitt-Rivers l'explique ainsi :

"La division du travail sous les aspects de l'honneur correspond...à la division des rôles à l'intérieur de la famille nucléaire. Il relègue la vertu exprimée dans la pureté sexuelle aux femmes et le devoir de défendre la vertu des femmes aux hommes. Ainsi, l'honneur d'un homme consiste à protéger la pureté sexuelle de sa mère, de sa femme, de ses filles, et de ses soeurs, mais pas la sienne.

Un ancien proverbe populaire l'exprime ainsi: 'La mujer honrada, la pierna quebrada y en casa'-("c'est-à-dire: la femme honnête, enfermée à la maison avec la jambe cassée")-". 236

Ces concepts d'honneur et de vertu révèlent que la femme doit rester confinée à la maison si elle veut être considérée comme honnête, tandis que l'homme a droit à un comportement qui lui accorde deux poids deux mesures. Son honneur est important pour garder le respect et l'estime des autres hommes, alors que l'honneur de la femme l'est pour garder l'estime de la société.

L'étude de Geoffrey E. Fox révèle à travers une série d'interviews d'émigrés cubains aux Etats-Unis que pour beaucoup d'entre eux les nouvelles politiques révolutionnaires axées sur l'incorporation des femmes au marché du travail et leur plus grande participation politique sont tout à fait contraires aux traditions d'une catégorie d'émigrés cubains issue de la classe moyenne supérieure.

Pour ces hommes, la Révolution a amené la destruction de la famille avec ses politiques d'émancipation des femmes. Par destruction de la famille, ils signifient destruction du patriarcat. Un vieux pêcheur blanc de soixante-six ans exprime ainsi sa perception de la femme idéale:

"La femme idéale pour moi est celle qui se consacre entièrement à sa casa, parce que celle qui sort dans la calle, elle peut causer toutes sortes de tort. C'est comme ça à Cuba du moins, vous comprenez?" 237

Ce discours sur la femme idéale vue par un Cubain blanc traduit toute la force et poids des traditions contre lesquelles le gouvernement cubain et les femmes doivent faire face et lutter. Bien que la perception de cet émigré peut sembler caricaturale d'un machismo extrême, il n'en est pas moins bien réel et peut donner une explication de tous les obstacles que rencontrent les femmes cubaines dans le quotidien. Et ce discours peut s'identifier à celui que les Cubains tiennent dans leur casa, mais pas sur la place publique aujourd'hui à Cuba.

Les mass media: véhicule d'une nouvelle idéologie.

Dès le début de la Révolution, Fidel Castro désigna les femmes parmi les groupes discriminés à Cuba. Aussi, dès le Premier Congrès du Parti communiste cubain, le Parti adopta une thèse spéciale pour le plein exercice de l'égalité des femmes à Cuba.

"Le Premier Congrès du Parti communiste de Cuba a décidé en outre, d'entreprendre, au moyen de toutes les formes possibles un profond travail idéologique, systématique et permanent, visant à éduquer la masse et la famille dans les principes élevés de l'égalité. "238

C'est un fait, nous l'avons démontré aux niveaux des instances économiques et juridico-politiques, l'élite politique cubaine s'est engagé pleinement à atteindre l'égalité des femmes à Cuba. Et les gains obtenus par les femmes sont tangibles et concrets à plusieurs niveaux. L'homme cubain permet à sa femme de travailler à l'extérieur du foyer parce qu'il ne veut pas paraître contre-révolutionnaire, mais son côté machismo, par contre, l'empêche de partager le travail domestique. 239

Tel que souligné par plusieurs auteurs, notamment Armand et Michèle Mattelart,²⁴⁰ les mass media jouent un rôle important au niveau de la transmission des images associées à un sexe ou à l'autre. C'est par les images véhiculées dans les media que la population dans une formation sociale s'identifie à des modèles et à des stéréotypes féminins et masculins spécifiques.

A Cuba, les mass media font partie intégrale du système social. La radio, la télévision, le cinéma, le théâtre, les journaux et les magazines ont été utilisés pour présenter de nouvelles images des femmes et des hommes dans la société cubaine depuis 1959.

A la radio, la diffusion d'informations sur les femmes fait partie des priorités. Ainsi, l'Année internationale des femmes, en 1975, fut largement couverte par les media. En 1976 et 1977, on accorda une diffusion spéciale au Plan d'action mondial pour l'égalité des femmes adopté par les Nations unies. Au niveau national, la radio accorda une priorité à la diffusion de la résolution du Premier Congrès du Parti communiste cubain sur l'égalité des femmes, au Code de la famille, aux droits juridiques des femmes, aux résolutions du II^e Congrès de la FMC et au XIII^e Congrès de la CTC, qui privilégie l'incorporation des femmes dans la production.

Les divers programmes radiophoniques sont orientés sur l'information nationale et internationale en ce qui a trait au rôle des femmes dans la société cubaine. On réalise des interviews avec les héroïnes nationales, c'est-à-dire les femmes qui sont choisies par les autres travailleurs et travailleuses dans leur centre de travail pour leur participation remarquable au niveau économique et politique.

La télévision diffuse des émissions sur la participation des

femmes du point de vue social, politique, économique, scientifique et culturel à Cuba et dans d'autres pays. Une émission radiophonique d'information juridique est diffusée par dix-sept stations de radio à travers le pays et informe les femmes sur les divers aspects de leurs droits légaux dans la société.

Au théâtre et dans des romans radiophoniques, plusieurs pièces présentent des femmes occupant une multitude d'occupations dans la vie économique et sociale. On y dénonce la discrimination et les préjudices qui s'exercent encore contre les femmes dans certains aspects de la vie quotidienne à Cuba et dans d'autres pays. ²⁴¹

Margaret Randall dans une interview avec la comédienne cubaine Raquel Revuelta s'entretient sur les différentes facettes du théâtre cubain actuel et comment les actrices ont maintenant en tant que femmes des rôles beaucoup plus diversifiés et intéressants qu'avant la Révolution. Ainsi, elle parle de la pièce de théâtre Mambrose Fue a la Guerra ²⁴², écrite par l'auteur cubain Hector Quintero. Cette pièce fut très populaire dans les années 1972-1973. Raquel Revuelta en donne les raisons:

"Je pense que Mambrose est un succès parce qu'on y voit la vie dans les autobus, les files d'attente, les coins de rue, la famille avec toutes ses contradictions entre le passé et le présent. Le Jeune Communiste, par exemple, qui est encore... il y a un moment dans la pièce où une jeune fille dit à son ami qu'elle veut qu'il soit celui qui porte les pantalons dans la famille, des choses comme ça. Ça montre les contradictions d'une période

de de transition. Je pense que c'est pour ça que tant de gens s'intéressent à cette pièce." 243

Le cinéma a fait de l'égalité des femmes dans la société cubaine une priorité dans la politique cinématographique. La majorité des productions reflètent le rôle des femmes tout autant que celui des hommes. Nous n'avons vu que trois films cubains. Parmi ces trois, deux sont plus connus pour leur perception de la vie des femmes cubaines. Le film Lucia, réalisé dans les années 1960, relate trois épisodes dans la vie de trois femmes cubaines. Le premier présente la vie d'une Cubaine petite-bourgeoise à l'époque coloniale et met en scène le confinement des femmes à l'intérieur des salons de thé occupées à faire de la broderie et discutant de leur prétendant et de leur mariage. Le second épisode, représente la vie d'une femme de milieu moyen, vers 1945-1950, tiraillée entre son amour pour un homme du régime au pouvoir et son amour pour son frère qui lutte pour changer la société. Le troisième épisode met en scène la vie d'une jeune Cubaine au début des années soixante qui doit lutter contre les préjugés de son mari qui refuse de la laisser aller travailler par jalousie et par principe. Cette scène fait ressortir toute la force du machismo et le désir de cette femme pour s'instruire et travailler.

Un film plus récent, Teresa, tourné en 1980, est très révélateur des pressions quotidiennes actuelles que vivent les Cubaines qui ont des enfants et un mari, et qui travaillent à l'exté-

rieur. Si d'une part, il fait voir toutes les facettes de la participation économique, sociale et politique des femmes par leur travail, leur participation à la vie syndicale et aux activités culturelles, il montre aussi toutes les résistances du mari face à l'implication de plus en plus grande des femmes dans la société.

Il fait voir aussi tous les préjugés et réticences de l'homme au niveau du partage des tâches domestiques et de l'éducation des enfants. La fin de ce film nous permet de comprendre que même si légalement le Code de la famille demande aux deux conjoints de partager les tâches domestiques et l'éducation des enfants, la pratique ne correspond pas encore à la loi. Et bien que les femmes cubaines ne portent pas plainte contre leur mari lorsque ceux-ci sont non-coopératifs dans ce sens, les pressions se font souvent de la part des organes du Pouvoir populaire (FMC, CDR ou CTC) lorsqu'il y a un problème et l'augmentation du taux de divorce à Cuba est un autre indice de cet état de fait.

Au niveau des films documentaires, plusieurs réalisations ont été présentées dans les cinémas et surtout à la télévision. Les principaux sont: Avec les femmes cubaines, Dialogue avec la Fédération des femmes cubaines et La Brigade sanitaire de la FMC.²⁴⁴

Au niveau de la presse écrite, les journaux quotidiens, Granma, et les magazines, Mujeres et Bohemia, présentent les mêmes

objectifs de représentation des femmes dans la nouvelle société en lutte pour leur égalité et leur participation à différents aspects de la vie du pays. Le journal Granma, le quotidien à Cuba, présente régulièrement des articles sur les femmes soulignant leur participation économique ou politique. Les journalistes travaillant à Granma se disent d'avant-garde et luttent pour l'égalité des femmes à Cuba, en Amérique latine et à travers le monde.²⁴⁵ Un éditorial du Granma hebdomadaire daté du 31 août 1975 a été consacré au militantisme des femmes travailleuses et aux étudiantes.²⁴⁶

Il sert aussi d'instrument de dialogue entre la population et les organes du Pouvoir populaire. Les thèses du Parti et les rapports de la FMC y sont publiés en entier afin d'être étudiés et discutés par la population. De nouvelles images des femmes y sont présentées continuellement sous forme d'interviews avec des travailleuses cubaines.

Les magazines Mujeres et Bohemia réalisent sur une base régulière des entrevues avec des femmes coupeuses de canne à sucre, des monitrices de garderie, des scientifiques et des artistes.²⁴⁷ On présente aussi des interviews avec des hommes qui participent au partage des tâches domestiques. En novembre 1974, Bohemia, qui est un magazine d'intérêt général, publia les opinions de vingt Cubains sur la double journée des femmes qui travaillent. Dix-neuf sur les vingt affirmaient aider leur femme à la maison, Un seul, âgé de 32 ans, présenta une opinion selon laquelle la première

obligation des femmes était de se dévouer à son foyer et à ses enfants: il était divorcé. ²⁴⁸

La revue Mujeres, qui le magazine officiel de la FMC, présente chaque mois une variété d'articles d'information axés sur la participation locale et nationale des femmes cubaines, mais aussi sur leur rôle au niveau international. Le numéro de mars 1981 présentait, par exemple, diverses rubriques centrés autour du 8 mars, journée internationale des femmes. Des articles soulignaient le rôle historique des femmes cubaines depuis 1929 à Cuba jusqu'à aujourd'hui par des interviews avec des femmes de tous les âges. Sur le plan international, un rapport de la Fédération démocratique internationale des femmes, une rencontre avec des femmes russes et des Cubaines, un rapport de la dernière réunion de la Conférence mondiale pour la décennie des femmes proclamée par les Nations unies comptaient parmi les sujets présentés.

C'est par la variété et la quotidienneté de ces diverses représentations de la femme cubaine à travers les media que les changements s'amorcent à Cuba et marquent l'émergence de nouveaux rapports entre les sexes. C'est sur la naissance de cette femme nouvelle et de cet homme nouveau que nous nous pencherons maintenant.

La femme nouvelle

Dans le but de mobiliser les femmes cubaines pour travailler à l'édification du socialisme, le gouvernement cubain a créé les organes du Pouvoir populaire dont la FMC qui a joué et continue de jouer un rôle primordial dans ce sens afin de créer la femme nouvelle.

Plusieurs activités de prise de conscience ont été orientées afin de changer les modèles traditionnels présentés aux femmes par des modèles de femmes révolutionnaires. De nouveaux slogans ont été adressés spécifiquement aux femmes sous forme de posters ou d'affiches publicitaires dans les rues. Leurs messages parlent ainsi:

"Mon engagement d'honneur: occuper un emploi disponible".

"Comme mère, ouvrière ou combattante, la femme prend sa place et construit." ²⁴⁹

La FMC, de concert avec le ministère de l'éducation a travaillé à réécrire les textes scolaires, en éliminant les images de femmes dans des rôles traditionnels et en y substituant des images de femmes du nouveau Cuba. Dans ces nouveaux livres d'école, les mères sont des travailleuses dans des manufactures ou sur des fermes d'Etat. On y voit des enfants qui fonctionnent à la maison de façon autonome pendant que leur mère travaille ou assiste à une réunion du CDR.

A Cuba, les femmes peuvent maintenant exercer des métiers autrefois strictement réservés aux hommes. Les femmes nouvelles travaillent comme coupeuses de canne, agricultrices, mécaniciennes, dentistes, médecins, ingénieurs, agents de circulation. Elles sont membres des Forces armées révolutionnaires ou administrateurs dans différents ministères. Ainsi, dans la province d'Oriente, les femmes gèrent et administrent toutes les opérations liées à la récolte et au commerce du café. ²⁵⁰

Un thème commun peut être perçu à la suite des quelques entrevues que nous avons réalisées et c'est ce sentiment de fierté que nous avons retrouvé dans toutes les conversations avec les femmes cubaines que nous avons rencontrées. Elles sont fières de pouvoir travailler et étudier autant qu'elles le désirent.

Chez les jeunes filles, un sentiment d'identité et d'autonomie par rapport aux garçons se rencontrent aussi fréquemment. Ainsi le mariage n'est plus un but ultime et unique pour elles. Le choix d'une carrière dans laquelle elles pourront s'épanouir est devenu une priorité aussi importante que pour les garçons.

Conclusion

Les facteurs idéologiques sous-jacents à l'existence de toute culture sont peut-être les plus difficiles à cerner pour étudier l'évolution d'un groupe social dans une formation sociale donnée.

Pour les bien saisir, nous avons retracé les origines de l'idéologie du machiismo afin d'en comprendre les mécanismes de fonctionnement. Nous avons donc en ce sens analysé les concepts d'honor y vergüenza qui en constituent plus ou moins le code d'éthique dans les relations hommes/femmes à Cuba.

Ces étapes nous ont permis de voir comment ultérieurement dans le processus de transformation amorcé par la Révolution, les mass media ont contribué à désamorcer les stéréotypes rigides du traditionalisme des rôles entre les femmes et les hommes. Nous avons ensuite démontré comment ces différents mécanismes idéologiques ont amené l'émergence d'images de la femme nouvelle à Cuba de 1959 à 1981.

CONCLUSIONS

Par ce mémoire, nous avons voulu montrer la place de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines au sein des pays du Tiers Monde latino-américains et de la Caraïbe. Nous avons choisi de rappeler l'historique de leur praxis en deux temps, soit: pendant les périodes coloniale et de pseudo-république, d'une part, et depuis la Révolution, en 1959, jusqu'en 1981, d'autre part.

Nous avons retracé le parcours de leurs luttes en tant que femmes latino-américaines aux niveaux des instances économique, juridico-politique et idéologique à partir d'une double perspective à la fois féministe et matérialiste historique où dans une approche tiers-mondiste, nous avons tenté de cerner la spécificité de l'oppression, de l'exploitation et de l'appropriation des femmes cubaines à travers l'analyse des rapports hommes/femmes sous-jacents à la formation sociale de Cuba.

En étudiant le cas de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines, nous avons démontré comment historiquement le colonialisme espagnol et le néo-colonialisme américain ont contribué à créer des liens économiques, juridico-politiques et idéologiques particuliers de dépendance entre la formation sociale cubaine et

ces Etats colonialistes: l'Espagne avant 1900, et les Etats-Unis jusqu'en 1959.

Nous avons expliqué comment ces liens particuliers ont imposé des structures de développement dépendant de la métropole et nous avons montré les répercussions de celles-ci sur la situation des femmes cubaines.

Les tenants de la théorie de la dépendance ²⁵¹ ont montré comment ces relations de dépendance entre les pays du Tiers Monde et les pays développés se répercutent à l'intérieur du Tiers Monde entre l'élite au pouvoir et la population locale. Ainsi, à Cuba, entre 1904 et 1958, se sont développées des relations de dépendance face aux Etats-Unis en raison des structures économico-politiques mises en place, notamment par l'Amendement Platt.

Nous avons vu en détail dans le premier chapitre, comment ces structures ont conditionné la vie des femmes cubaines aux niveaux des instances économique, juridico-politique et idéologique avant 1959.

Parallèlement, nous avons fait quelques comparaisons sur la similitude du vécu des femmes cubaines avant 1959 et celui des femmes d'autres formations sociales latino-américaines et de la Caraïbe. Nous avons montré le rôle économique des femmes comme main-d'oeuvre bon marché utilisée dans des secteurs précis tels

que l'industrie manufacturière et les services domestiques, principalement. Nous avons vu la précarité de leurs conditions de vie économique, leur absence de droits en termes d'éducation, de santé ou législatifs.

En dernier ressort, nous avons présenté l'impact énorme des influences idéologiques apportées par le colonialisme espagnol et l'impérialisme américain pour maintenir la femme à la maison, en héritage de l'idéologie machiste de l'Espagne; ou en l'intégrant au développement capitaliste comme domestique, ouvrière ou prostituée, en héritage de l'idéologie américaine. Domestique ou prostituée, les deux principales alternatives de la femme cubaine avant 1959. Rappelons que ces alternatives sont disparues à Cuba depuis la Révolution, mais qu'elles sont toujours présentes dans la plupart des autres pays latino-américains et de la Caraïbe.

De nombreux experts en développement international ont prétendu que la modernisation et l'industrialisation amènent plus de ressources et de liberté pour les femmes. En contre partie, d'autres auteurs ²⁵², ont démontré que les femmes perdaient le peu de pouvoir qu'elles possèdent avec l'urbanisation et l'industrialisation. Certaines de ces études ont même démontré que les paysannes dans certains pays d'Afrique et d'Amérique latine avaient plus de pouvoir politique et économique dans les secteurs traditionnels. ²⁵³

En fait, il s'agit de savoir de quel type de développement on parle. Les politiques de développement des pays capitalistes visent à l'intégration des femmes dans la modernisation et dans la vie urbaine dans un cadre modelé sur la technologie nord-américaine ou de l'Europe de l'ouest et un style de gestion dominé par les hommes blancs. Ainsi, comme le souligne Heleleth Saffioti à propos du Brésil:

"A l'intérieur du système capitaliste, il est nécessaire de restreindre le nombre de travailleurs. Le sexe devient une sorte de filtre antérieur et concomitant au processus de compétition, avec l'objectif de restreindre le nombre de personnes qui peuvent, légitimement, y participer." 254

La désignation "femme" justifie la marginalisation d'un nombre imposant de femmes dans la structure des classes sur la base de leur rôle dans la reproduction et la socialisation et en vertu de l'immaturité traditionnelle dont la société affuble les femmes depuis toujours. En faisant partie de la catégorie "femme", ces dernières sont marginalisées au niveau économique. 255

En 1959, la Révolution cubaine a permis aux femmes de modifier ces structures de dépendance en s'attaquant directement par leur praxis sociale aux institutions politiques, législatives et économiques qui contribuaient à maintenir leur dépendance au sein de la société et à l'intérieur des rapports hommes/femmes.

Les principales études réalisées sur la participation politi-

que des femmes en Amérique latine et dans la Caraïbe ²⁵⁶, nous révèlent que l'alphabétisation des femmes est souvent un pré-requis à sa participation politique. Par ailleurs, cette participation est généralement limitée aux femmes issues de l'élite bourgeoise, et tend à maintenir le statu quo.

La Révolution cubaine en accordant le droit à l'éducation à toute la population a permis aux femmes de franchir le premier pas essentiel à leur participation politique. Puis, au cours des années soixante et soixante-dix, les femmes cubaines ont lutté pour obtenir toute une série de mesures sociales et législatives axées sur la reconnaissance de leurs droits dans la société: les garderies, le Plan Jaba, le Code de la famille et la loi de la maternité de la travailleuse s'inscrivent dans ce schéma.

A travers un mouvement constant de consultations populaires, par le biais de la FMC, des CDR et des syndicats, les femmes cubaines ont pu et continuent à exprimer leurs revendications qui sont ensuite acheminées jusqu'au gouvernement. Politiquement, on retrouve à Cuba plus de femmes représentantes du peuple que dans tout autre pays d'Amérique latine et de la Caraïbe.

Depuis que les femmes ont obtenu le droit de vote à travers le monde, leur participation en tant que voteuses a augmenté mais elles n'ont pas fait de réels progrès en tant que représentantes du peuple. En Amérique latine, les femmes représentent moins de

2% des membres législatifs²⁵⁷. Tandis qu'aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe, moins de 5% des postes de nature législative sont tenus par des femmes. En comparaison, dans les pays scandinaves, elles représentent 15% des élues et entre 15% et 20% dans les pays socialistes, lesquels sont particulièrement engagés au niveau de la représentation féminine.²⁵⁸

Le taux de participation des femmes à la vie économique est un autre élément qui est révélateur du degré de liberté accordée aux femmes dans une formation sociale donnée. Ainsi, en 1973, il y avait 13% de femmes en Amérique latine économiquement actives en comparaison de 56.9% des hommes. A Cuba, en 1974, les femmes représentaient 25.3% de la main-d'oeuvre active totale. Alors que la moyenne mondiale pour les femmes était de 27.2% (en 1974); elle était de 34.6% au Canada (en 1971); de 28.1% en Asie (en 1974) et de 41.4% en Union soviétique (en 1974).²⁵⁹

Si les pourcentages de la participation économique sont un indicateur de leur degré d'implication à la vie économique d'un pays, les secteurs dans lesquels elles travaillent le sont encore plus. Depuis 1970, les femmes cubaines se sont insérées dans un grand nombre de secteurs de l'économie cubaine et ont eu accès à des emplois dans des domaines autrefois strictement réservés aux hommes tels que la médecine, le génie, les sciences, la construction et l'industrie de la canne à sucre pour n'en nommer que quelques-uns.

Pourtant, malgré tous les efforts réalisés pour éliminer la division des travaux à Cuba entre les femmes et les hommes, il persiste à y avoir un écart entre les deux à la fois au niveau de la force de main-d'oeuvre et au niveau du leadership.

Ainsi, la majorité des professeurs aux niveaux élémentaire et secondaire sont des femmes. Il n'y a que les femmes qui travaillent comme monitrices dans les garderies. Plus de 95% du personnel infirmier est féminin. Au niveau industriel, seulement 20% de la main-d'oeuvre totale est féminine. Mais, elles constituent la majorité de la main-d'oeuvre dans les industries de transformation alimentaire, du tabac et des textiles. Elles représentent 77% de la main-d'oeuvre dans le textile; 90% de celle des ateliers artisanaux et 68% de celle en éducation et dans la culture.²⁶⁰

Si, d'une part, il y a eu une incorporation des femmes cubaines dans de nouveaux secteurs économiques; d'autre part, il semble y avoir eu parallèlement une ghettoisation de celles-ci dans certains de ces secteurs. Ghettoisation qui ne nous apparaît pas exceptionnelle pour autant puisqu'elle existe dans la plupart des pays occidentaux développés et dans ceux du Tiers Monde aussi. Enfin, rappelons à titre de comparaison que dans la majorité des autres pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, les femmes sont pratiquement confinées à des emplois dans les secteurs des services, de l'agriculture et de la domesticité.

Au niveau des instances juridico-politiques, nous avons constaté les efforts du gouvernement cubain en liaison avec les divers organismes du Pouvoir populaire pour mettre en place des législations visant spécifiquement à améliorer les conditions de travail des femmes cubaines et l'augmentation de leur intégration au marché du travail. Ainsi, l'augmentation progressive de la participation politique des femmes cubaines entre 1974 et 1981 a révélé l'interaction qui existe entre les facteurs idéologiques présents dans le monde du travail et les conditions de vie des femmes qui, malgré toutes les mesures sociales et législatives promulguées, demeurent soumises à la double exigence du travail domestique et du travail salarié.

C'est pourquoi nous avons illustré dans la troisième partie du second chapitre toutes les facettes que recouvrent les instances idéologiques à Cuba. Nous avons démontré comment en faisant l'analyse des racines de l'idéologie du machismo à Cuba, nous pouvions en même temps en découvrir les origines et les failles. Nous avons retracé les influences espagnole, africaine et américaine imbriquées dans l'idéologie du machismo dans le cas spécifique de Cuba. Et qui plus est, nous avons illustré les rouages de l'idéologie au niveau du mimétisme des comportements et des attitudes qui se manifestent dans les stéréotypes féminins et masculins présents dans la formation sociale cubaine.

En contrepartie, nous avons désigné l'influence des mass media pour lutter contre ces stéréotypes et le rôle des organes du Pouvoir populaire, tels la PNC et les CDR pour créer des images de femmes nouvelles et d'hommes nouveaux à Cuba en accord avec les principes d'une société orientée vers l'égalité des femmes et des hommes.

Même si les changements idéologiques sont les plus longs à se réaliser, nous voyons cependant que ceux-ci se font en coordination avec des politiques économiques, juridiques et sociales axées vers les mêmes objectifs d'égalité. Enfin, il n'en demeure pas moins que ces changements sont visibles particulièrement parmi la jeunesse cubaine où filles et garçons ont accès sur un pied d'égalité à l'éducation et à un travail dans une société où les droits des femmes sont reconnus législativement et respectés dans la pratique quotidienne.

Rétrospectivement, si l'on tente de dégager une ligne directrice en regard de la praxis révolutionnaire des femmes cubaines au cours de la période étudiée, nous sommes portées à croire qu'il y a eu à Cuba une tendance à transformer l'oppression des femmes à travers un processus de modernisation de la société cubaine. En ce sens, 30% des femmes ont été incorporées au marché du travail et l'on a mené parallèlement une lutte active pour éliminer les barrières sociales (par des garderies, le Plan Jaba, etc), juridico-politiques (par le Code de la famille et autres lois) et idéologiques (par une campagne orchestrée des organes du Pouvoir popu-

laire et les media) qui entravaient la participation économique, sociale et politique des femmes dans le processus révolutionnaire de la formation sociale de Cuba.

Nonobstant toutes ces mesures, nous sommes à même de constater, en 1981, que la participation politique et la présence des femmes au niveau des postes de direction n'a pas encore atteint à l'égalité avec celle des hommes. Par contre, les données relatives à la participation politique des jeunes filles, celles qui ont grandi avec la Révolution, dans les organismes étudiants de la jeunesse révèlent que leur représentativité est égale à celle des garçons. Il nous est donc permis de croire que les résultats de la praxis des femmes cubaines en terme de pleine égalité entre les femmes et les hommes se manifesteront dans les prochains dix ans.

Parallèlement, nous avons assisté au cours des vingt dernières années en Occident à la naissance de différents groupes de femmes ayant chacun leur approche idéologique des plus révolutionnaires situant le problème au niveau de la lutte des classes jusqu'aux plus radicaux qui ont adopté une attitude extrême de lutte violente contre les hommes, c'est-à-dire le pouvoir patriarcal. Ces positions extrêmes sous-estiment les problèmes réels rencontrés par les femmes du Tiers Monde, c'est-à-dire la réalité problématique des femmes en relation avec la formation sociale dans laquelle elles vivent.

Les féministes s'appuient sur différents arguments dans différentes sociétés et leurs opinions et leurs priorités varient selon la classe sociale d'où elles tirent leur origine. Cependant, la véritable contribution du mouvement de libération des femmes à travers le monde jusqu'à ce jour n'a pas été de trouver la solution à la situation des femmes mais bien de mettre le doigt sur un problème sérieux et complexe qui jusqu'à maintenant n'avait été traité qu'avec mépris et indifférence par les sciences sociales et la politique. Ne serait-ce que pour cela, la contribution des femmes à ce débat aura été des plus importantes.

Néanmoins, les critiques les plus vives du mouvement féministe de gauche en Amérique latine ont mis l'accent sur l'individualisme et le manque d'implication sociale des mouvements féministes occidentaux. Nous croyons que, de la compréhension des relations qui existent entre les pays du Tiers Monde, maintenus dans un état de dépendance, et les pays développés, surgira une théorie adéquate à l'analyse des conditions de vie des femmes du Tiers Monde. Sans avoir la prétention de l'avoir trouvée, nous avons tenté d'en esquisser les grandes lignes.

C'est dans ce ~~bat~~ que nous avons montré comment les transformations structurelles dans la Révolution cubaine ont été influencées, d'une part, par la mobilisation des femmes cubaines, et dialectiquement, d'autre part, ces transformations se sont répercutées dans les rapports hommes/femmes à Cuba.

En ce sens, la Révolution cubaine a servi d'exemple pour illustrer comment, dans la conjoncture des pays du Tiers Monde, la participation des femmes cubaines a modifié considérablement la place réelle des femmes dans la praxis sociale.

NOTES DE RENVOIS

1. Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, Des Latino-américaines, Paris, Editions des Femmes, 1977.
2. Louis-Marie Morfaux, Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines, Paris, Armand Collin, 1980, p. 281.
3. André Lanlande, Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Paris, Presses Universitaires de France, 1976, p. 1271.
4. Friedrich Engels, Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande, Paris, Editions sociales, 1966, pp. 87,90.
5. Henri Lefebvre, Sociologie de Marx, Paris, Presses Universitaires de France, 1966, p. 43.
6. Lefebvre, op. cit., p. 44.
7. Selon Colette Guillaumin, les rapports de sexage "découle des rapports de classe de sexe qui se fondent sur l'appropriation matérielle de l'individualité physique et non sur le simple accaparement de la force de travail." Colette Guillaumin, "Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la nature", Questions féministes, no. 3 (mai 1978), pp. 5-28.
8. Guillaumin, op. cit., p. 19.
9. Jean Tepperman, "Les bases matérielles de l'oppression des femmes dans la société capitaliste", Unité prolétarienne, no. 26 (mars-avril-mai 1982), p. 20.
10. Tepperman, op. cit., p. 20.
11. Lire à ce sujet: Paul Phillips et Erin Phillips, Women and Work: Inequality in the Labour Market, Toronto, Canadian Issues Series, 1983; Pat Armstrong et Hugh Armstrong, The Double Ghetto, Toronto, McClelland and Stewart, 1978; Francine D. Blau et Carol L. Jusenius, "Sex Segregation in the Labor Market", Woman in a Man-Made World, Chicago, Edition Nona Glazer et Helen Youngelson Waehrer, 1977, pp. 194-207.
12. Guillaumin, "Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes", Questions féministes, no. 2 (février 1978), pp. 16-17, 29-30.
13. Monique Piètre, La condition féminine à travers les âges, Paris, Marabout-Université, 1974, p. 178.
14. Piètre, op. cit., p. 185.
15. Jean Préville, La femme et le communisme, Paris, Editions sociales, 1951.
16. Friedrich Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Paris, Editions sociales, 1971, p. 104.

17. Engels, op. cit., p.117.
18. Piètre, op. cit., pp. 192-93.
19. Paul Lafargue, La question de la femme, Paris, Edition Oeuvre-Nouvelle, 1904.
20. Maité Albistur et Daniel Armogathe, Histoire du féminisme français: de l'empire napoléonien à nos jours, tome 2, Paris, Editions des Femmes, 1977, pp. 511-12.
21. Piètre, op. cit., p. 191.
22. Albistur et Armogathe, op. cit., p. 513.
23. Aline Valette, Socialisme et sexualisme, Programme du Parti socialiste féminin, A.-M. Beaudelot, 1893; cité par Albistur et Armogathe, op. cit., p. 513.
24. Albistur et Armogathe, op. cit., p. 513.
25. Ibid., p. 515.
26. Jaggat, Alison M., Paula Rothenberg Struhl, Feminist Frameworks, New York, McGraw Hill, 1978, pp. 130-39.
27. Françoise Le Calvez, Féminisme et socialisme aux Etats-Unis, Paris, Union générale d'édition, 1979, p. 80; Jaggat, op. cit., pp.140-67.
28. Le Calvez, op. cit., pp. 88-90.
29. Christine Delphy, "L'ennemi principal", Partisans, no. 4, 1970, pp. 157-71.
30. Delphy, op. cit., p. 7.
31. Guillaumin, op. cit., pp. 3-30; et "Pratique de pouvoir et Idée de Nature (1) L'appropriation des femmes", Questions féministes, no. 2 (février 1978), pp. 5-30.
32. Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit.; ce livre est le résultat d'un travail collectif de femmes d'origine latino-américaine qui se sont réunies en exil à Paris pour écrire leurs perspectives féministes de la réalité des femmes latino-américaines et de la Caraïbe.
33. Lire à ce sujet: Germaine Tillion, Le harem et les cousins, Paris, Seuil, 1966.
34. Machismo: mot espagnol servant à désigner un phénomène mondial "consistant à établir une certaine supériorité de l'homme par rapport à la femme"; Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., p. 19.

35. Collectif italien, Etre exploitées, Paris, Edition des Femmes, 1972.
36. Maria Della Costa et Selma James, Le pouvoir des femmes et la subversion sociale, Genève, Librairie adversaire, cité dans Critique communiste, "Femmes-Capitalisme-Mouvement ouvrier", Paris, 1978, pp. 74-75.
37. Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., p. 24.
38. Ibid., p. 24.
39. Lire à ce sujet: Domitila Barrios de Chungara, Si on me donne la parole, Paris, François Maspero, 1979.
40. Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., pp. 83-99.
41. Ibid., p. 87.
42. Ibid., p. 88.
43. Ibid., p. 94.
44. Ibid., pp. 97-98.
45. Ibid., pp. 28-29. Citation d'Eduardo Galeano, tiré de Las Venas abiertas de America Latina, 2a. ed., Siglo XXI Editores, Mexico, 1973, pp. 9-10.
46. Ibid., p. 30.
47. Ibid., pp. 31-32.
48. Ibid., p. 33.
49. Ibid., pp. 33-34.
50. Ibid., p. 35.
51. Ibid., p. 38.
52. Fidel Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba - Rapport central, La Havane, Département d'orientation révolutionnaire, 1976, pp. 9-22.
53. Castro, op. cit., pp. 22-36.
54. Carolle Benglesdorf et Alice Hageman, "Emerging from underdevelopment: Women and Work", Cuba Review, "Women in transition", vol. 4, no. 2 (septembre 1974), p. 4

55. Fidel Castro, La Revolucion tiende en las mujeres cubanas hoy dia una impresionante fuerza politica, Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1974, p. 11.
56. Paula E. Hollerbach, Trends and Obstacles in Women's Labor Force Participation: A Case Study of Pre- and Post-revolutionary Cuba, New-York, Center for Policy Studies, p. 12.
57. Fernando Ortiz, Cuban Counterpoint: Tobacco and Sugar, New-York, Vintage, 1970; cité par Carolee Benglesdorf et Alice Hageman, op. cit., p. 4.
58. Benglesdorf, op. cit., p. 4
59. Un peso équivalait environ à un dollar américain.
60. Oscar Lewis, Ruth Lewis et Susan M. Rigdom, Trois femmes dans la révolution cubaine, Paris, Gallimard, 1980, pp. 140-85; notamment, le témoignage de Pilar Lopez Gonzalez qui travailla comme domestique dès l'âge de quinze ans puis comme prostituée.
61. C. Wright Mills, Listen Yankee: The Revolution in Cuba, New-York, Ballantine, 1960, p. 15; cité par Carolee Benglesdorf. op. cit., p. 4.
62. Isabel Pico, The Struggle for women's equality in Puerto Rico: The historical experience, New York, 1974, p. 3; cité par le Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., p. 223.
63. Ibid., pp. 224-228.
64. Ibid., pp. 225-28.
65. Ibid., p. 229.
66. Ibid., pp. 104-105.
67. Ibid., p. 229.
68. Carlos Franqui, Journal de la Révolution cubaine, Paris, Seuil, 1976, p. 15.
69. Mujeres en Revolucion, Collection Nuestra Historia, Edicion de Ciencias Sociales, La Havane, 1978.
70. Cuba Review, vol. 4, no. 2. (septembre 1974), p. 19.
71. Margaret Randall, Cuban Women Now, Toronto, The Women's Press, 1974, p. 4.

72. Cuba Review, (septembre 1974), op. cit., p. 19.
73. Mujeres en Revolucion, op. cit., pp. 23-27.
74. Ibid., pp. 15-20.
75. Agence canadienne de développement international, Cuba Post-Report, Hull, (avril 1974), p. 2. Traduction personnelle de l'anglais.
76. Randall, op. cit., p. 65.
77. Ibid., pp. 6-7, 108-111.
78. Franqui, op. cit., p. 64.
79. Ibid., pp. 65-68.
80. Ibid., p. 65.
81. Ibid., p. 65.
82. Ibid., pp. 70-71.
83. Ibid., p. 75.
84. Fidel Castro, L'Histoire m'acquittera, La Havane, Ediciones Politicas, Editorial de Ciencias Sociales, 1975, pp. 39-40.
85. Castro, L'Histoire m'acquittera, op. cit., p. 39.
86. Ibid., pp. 123-25.
87. Franqui, op. cit., p. 131.
88. Ibid., p. 150.
89. Ibid., pp. 561-65.
90. Randall, op. cit., pp. 295-97.
91. Ibid., p. 297.
92. Ibid., pp. 297-98.
93. Ibid., p. 298.
94. Ibid., pp. 299-300.
95. Franqui., op. cit., p. 583.
96. Mujeres en Revolucion, op. cit., pp. 125-33.

97. Ibid., pp. 115-21.
98. Randall, op. cit., p. 140.
99. Franqui, op. cit., p. 438.
100. Ibid., p. 489.
101. Margaret Randall, "Development of the family in Cuba", Two Thirds, vol. 1, no. 3, 1973-79, p. 29.
102. Ibid., p. 29.
103. Ibid., p. 29.
104. Voir note de renvoi no. 34.
105. "The Cuban Family, Foundation for a new Society", ORO interviews Margarita Matias, Cuba Review, vol. 4, no. 4 (décembre 1975).
106. Randall, Two Thirds, op. cit., p. 30.
107. Voir aussi: Cuba Review, "Women in Transition", (septembre 1974), p. 22.
108. Cuban Women's Federation, Memories Second Congress, La Havane, Edition Orbe, 1975, p. 14.
109. Cuba Review, (septembre 1974), op. cit., p. 21.
110. Boletín FMC, III Congrès de la FMC, Cuba, 1989, n. 10.
111. Heidi Steffens, "FMC at the grass-roots", Cuba Review, (septembre 1974), pp. 25-26.
112. ICAP, Cuban Women: 1959-1979, La Havane, 1981, n. 13.
113. Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, op. cit., pp. 217-18.
114. Margaret Randall, Women in Cuba: Twenty years later, New York, Smyrna Press, 1981, pp. 61-62.
115. ICAP, op. cit., p. 53.
116. Randall, Women in Cuba, op. cit., p. 62.
117. Cuban Women's Federation, op. cit., p. 43.
118. ICAP, op. cit., p. 54.
119. Ibid., p. 55

120. Ibid., pp. 55-56.

121. Randall, Women in Cuba, op. cit., p. 59.

122. Ibid., pp. 62-63.

123. Daralle **Benglesdorf** et Alice Hageman, "Emerging from underdevelopment: Women and Work in Cuba", Race and Class, vol. 19, no. 4, 1978, pp. 364-65.

124. Steffens, op. cit., p. 22.

125. **Benglesdorf**, Race and Class, op. cit., p. 365.

126. Constitution de la République de Cuba, La Havane, Instituto Cubano del Libro, 1975, pp. 8-9.

127. Ibid., pp. 366-67.

128. Virginia Clesen, "Confluences in social change", Journal of Inter-American Studies and World Affairs, vol. 17, no. 4, pp. 398-400.

129. **Benglesdorf**, Race and Class, op. cit., p. 366.

130. Ibid., p. 367.

131. Niccola Murray, "Socialism and Feminism: Women and the Cuban Revolution"-Part II, Feminist Review, no. 3, 1979, p. 100.

132. Murray, op. cit., p. 101.

133. **Benglesdorf**, Race and Class, op. cit., pp. 371-72.

134. Ibid., pp. 371-72.

135. Boletín FWC, op. cit., p. 15.

136. Niccola Murray, "Socialism and Feminism: Women and the Cuban Revolution"-Part I, Feminist Review, no. 2, 1979, p. 61.

137. Código de la familia, loi no. 1289 du 14 février 1975, Publication officielle du ministère de la Justice, La Havane, Edition Arbe, 1975, pp. 17-18.

138. Murray, Feminist Review, no. 3, op. cit., p. 69.

139. ICAF, op. cit., pp. 10-11.

140. Elaine Fuller, "Production Quotas and Profits", Substima, Spring 1981, pp. 1-11.

141. Mercedes Clivera, "The oppression of Women in the capitalist system", Two thirds, vol. 1, no. 3 (1978-79), p. 15.
142. Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., pp. 197-206.
143. Ibid., pp. 197-98.
144. Ibid., p. 198.
145. Ibid., pp. 299-306.
146. Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, op. cit., p. 149.
147. Ibid., p. 151.
148. Murray, Feminist Review, no. 2, op. cit., p. 67.
149. Murray, Feminist Review, no. 2, op. cit., p. 67.
150. Ibid., pp. 66-67.
151. Juan Gelman, "La pelle et la pioche, instruments d'éducation", Cariés, (novembre-décembre 1981), p. 33.
152. ICAP, op. cit., p. 5.
153. Ibid., p. 7.
154. Ibid., p. 7.
155. Ibid., p. 14.
156. Navarro, V., "Health, health services, and health planning in Cuba", International Journal of Health Services, no. 2, août, pp. 397-402; cité par Virginia Clesen, op. cit., p. 404.
157. D. F. Roberts, Supplement to Statistical Abstract of Latin America, Latin American Center, University of California, Los Angeles; cité par Clesen, op. cit., p. 404.
158. Clesen, op. cit., pp. 404-06.
159. Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, op. cit., pp. 141-43.
160. Boletín PMS, op. cit., pp. 20-21.
161. Granma, 19 août 1971, cité par Clesen, op. cit., p. 406.

162. Boletín FMC, op. cit., p. 20.
163. Cuba Review, vol. 7, no. 1 (mars 1978), pp. 20-25.
164. Randall, Women in Cuba, op. cit., pp. 68-69.
165. Ibid., p. 69.
166. Ibid., pp. 74-76.
167. Bonnie Mass, Population Target-The Political Economy of Population Control in Latin America, Toronto, Women's Press, 1976, pp. 59-63.
168. Ibid., p. 95.
169. Le Depo-Provera fut retiré du marché en 1974. Il consistait en une injection contraceptive pour une période de trois mois. Il s'avéra extrêmement dangereux, aboutissant même souvent à provoquer une stérilité permanente ou des hémorragies. Pour plus de détails lire: Mass, op. cit., pp. 179-181.
170. Collectif de femmes de l'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., pp. 235-26.
171. Ibid., pp. 235-36.
172. Mass, op. cit., pp. 95, 166.
173. Collectif de femmes de l'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., pp. 188-89.
174. Mass, op. cit., pp. 201-202.
175. Ibid., pp. 209-212.
176. Cuba Review, vol. 7, no. 1. op. cit., pp. 19-20.
177. Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, op. cit., p. 171.
178. Loi de la maternité de la travailleuse, Publication officielle du ministère de la justice, Institut cubain du livre, La Havane, Edition Orbe, 1975, pp. 8-13.
179. ICAP, op. cit., p. 20.
180. Ibid., pp. 22-24.
181. Ibid., p. 25.
182. Ibid., pp. 25-26.

183. Code de la famille, op. cit., pp. 12-13.
184. Ibid., pp. 19-43.
185. Ibid., pp. 19-20.
186. Ibid., p. 20.
187. Ibid., p. 31.
188. Ibid., pp. 28-32.
189. Ibid., p. 31.
190. Ibid., pp. 40-41.
191. Anuario Estadístico-1975-, cité par Nicola Murray, Feminist Review, no. 2, op. cit., p. 64.
192. Jean-Guy Pilon, "Margaret Randall parle des femmes cubaines", L'Escargot, Montréal, SUCC, 1975, p. 27.
193. Ibid., p. 29.
194. Loi de la maternité de la travailleuse, op. cit., pp. 3-4.
195. Ibid., p. 5.
196. Ibid., pp. 11-12.
197. Ibid., p. 20.
198. Ibid., p. 19.
199. Ibid., pp. 19-20.
200. Ibid., p. 19.
201. Ibid., p. 19.
202. Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, op. cit., pp. 207-227.
203. ICAP., op. cit., p. 40.
204. Ibid., p. 40.
205. Ibid., p. 41.
206. Ibid., pp. 41-42.
207. Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, op. cit., pp. 193-94.

208. ICAP, op. cit., p. 43.
209. Ibid., p. 45.
210. Emplois dont nous n'avons pu obtenir la liste.
211. Nous n'avons pu obtenir la liste de ces emplois non plus.
212. ICAP, op. cit., pp. 45-46.
213. Carollee Bengelsdorf, "A large school of Government", Cuba Review, vo. 6, no. 3 (septembre 1976), p. 10.
214. Cette enquête a été publiée en 1975 par le Comité central du Parti communiste de Cuba et fut présentée en annexe à la Thèse no. 3 sur L'exercice de la pleine égalité de la femme au Premier Congrès du PCC, en décembre 1975; cité par le Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., pp. 163-64.
215. Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, op. cit., pp. 163-66.
216. Murray, Feminist Review, no. 3, op. cit., pp. 100-101.
217. Boletín FMC, op. cit., p. 42.
218. Ibid., p. 15.
219. Ibid., p. 26.
220. Ibid., p. 27.
221. Ibid., p. 27.
222. Ibid., pp. 36-37.
223. Geoffrey E. Fox, "Honor, Shame, and Women's Liberation in Cuba: Views of Working-Class Emigré Men", Female and Male in Latin America, Londres, Editions Ann Pescatello, 1973, pp. 273-290.
224. Johnetta B. Cole, "Women in Cuba: the Revolution within the Revolution", Comparative Perspectives of Third World Women- The Impact of Race, Sex and Class, New-York, Beverly Lindsay, 1980, pp. 162-178.
225. Randall, Cuban Women Now, op. cit., p. 375.
226. Fox, op. cit., pp. 273-90.

227. Randall, Cuban Women Now, op. cit., p. 27. Traduction personnelle de l'anglais.
228. Ibid., pp. 27-28. Traduction personnelle de l'anglais.
229. Tillion, op. cit. Pour une analyse détaillée des racines idéologiques de l'oppression des femmes au Moyen-Orient.
230. Randall, Two Thirds, op. cit., p. 30. Traduction personnelle de l'anglais.
231. Randall, Cuban Women Now, op. cit., p. 7. Traduction personnelle de l'anglais.
232. Randall, Two Thirds, op. cit., p. 30. Traduction personnelle de l'anglais.
233. Randall, Cuban Women Now, op. cit., p. 7. Traduction personnelle de l'anglais.
234. Julian Pitt-Rivers, Honour and Shame, Chicago, Edition J. G. Peristiany, 1978. Cité par Fox, op. cit., p. 276.
235. Fox, op. cit., p. 276. Traduction personnelle de l'anglais.
236. Pitt-Rivers, op. cit., pp. 45-46; cité par Fox, op. cit., p. 277. Traduction personnelle de l'anglais.
237. Fox, op. cit., p. 280. Traduction personnelle de l'anglais.
238. Castro, Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, op. cit., p. 59.
239. Elsa M. Chaney, "The Mobilization of Women: Three Societies", Women Cross-Culturally Change and Challenge, Le Hague, Mouton, éditeur R.R. Leavit, 1975, p. 477.
240. Armand Mattelart et Michèle Mattelart, La mujer chilena en nueva sociedad, Santiago, Editorial des Pacifico, 1968.
241. ICAP, op. cit., pp. 47-49.
242. "Membru se fue a la Guerra" peut être traduit par: "Membru alla à la guerre"; Randall, Cuban Women Now, op. cit., pp. 339-350.
243. Ibid., p. 343.
244. ICAP, op. cit., pp. 50-51.

245. Article paru dans le journal Granma en 1974, p. 10; cité par Marjorie King, "Cuba's Attack on Women's Second Shift: 1974-1976", Latin American Perspectives, Women and Class Struggle, no. 12-13 (Winter-spring 1977), pp. 107, 113.
246. King, op. cit., p. 113.
247. Ibid., pp. 113-14.
248. Ibid., p. 112.
249. "Mi compromiso de honor: Ocupar una plaza vacante"; "Como madre, obrera y combatante, la mujer ocupa su puesto y construye."; paru dans Granma, 14 mars 1971, p. 5; cité par Susan Kaufman Purcell, "Modernizing Women for a Modern Society", Female and Male in Latin America, Londres, Edition Pescatello, 1973, p. 263. Traduction personnelle de l'espagnol.
250. Kaufman Purcell, op. cit., p. 266.
251. André Gunder Frank, L'accumulation dépendante, Paris, Anthropos, 1978. Samir Amin, Sociétés précapitalistes et capitalisme, Paris, Anthropos, 1978. Arghiri Emmanuel, L'échange inégal, Paris, François Maspero, 1972.
252. Esther Boserup, Woman's Role in Economic Development, Londres, St-Martin's Press, 1970.
253. Paul Désalmand, L'émancipation de la femme en Afrique et dans le monde, Abidjan-Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines, 1975.
254. Heleieth Iara Bongiovani Saffiotti, A mulher na sociedade de classes, Sao Paulo, Edition 4 Artes, 1969, p. 387.
255. Jane Jacquette, "Female Participation in Latin America", Sex and Class in Latin America, édité par June Nash et Helen Icken Safa, Massachusetts, J.F. Bergin Publishers, 1980, pp. 236-32.
256. Chaney, op. cit., pp. 475-77.
257. Ibid., p. 102.
258. Jacquette, op. cit., p. 237.
259. Chaney, op. cit., p. 131; aussi, Armstrong, op. cit., p. 17.
260. Ibid., pp. 482-83.

BIBLIOGRAPHIE

I DOCUMENTS OFFICIELS

A. CANADA.

AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL:

_____. Cuba Post-Report, Hull, avril 1974.

B. CUBA

DEPARTEMENT D'ORIENTATION REVOLUTIONNAIRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE CUBA:

_____. Rapport central du Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, par Fidel Castro Ruz, La Havane, 1976.

_____. Sobre el pleno ejercicio de la igualdad de la mujer, Tesis y Resolucion, La Havane, 1976.

DIRECTION DEMOGRAPHIQUE DU COMITE D'ETAT DES STATISTIQUES:

_____. Anuario demografico de Cuba-1979, La Havane, mai 1981.

DISCOURS DE FIDEL CASTRO:

_____. Discours prononcé lors de la trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, La Havane, Edition des Sciences sociales, 1979.

_____. L'Histoire m'acquittera, La Havane, Edition des Sciences sociales, 1975.

_____. Nous ferons face à l'avenir avec l'expérience de vingt ans et l'enthousiasme du premier jour, La Havane, Editions Politiques, 1979.

_____. La Revolucion tiene en las mujeres cubanas hoy día impresionante fuerza política, La Havane, Edition des Sciences sociales, 1974.

FEDERATION DES FEMMES CUBAINES:

_____. Boletin FMC, Rapport du III^e Congrès de la FMC, présenté par la présidente de la FMC, Vilma Espin, La Havane, 1980.

GRANMA:

_____. Parution hebdomadaire, mai 1981 et d'avril 1982.

INSTITUT CUBAIN D'AMITIE AVEC LES PEUPLES:

_____ . Cuban Women: 1959-1979, La Havane, 1981.

INSTITUT CUBAIN DU LIVRE:

_____ . Constitution de la République de Cuba, La Havane, 1975.

_____ . Memories Second Congress, Cuban Women's Federation, La Havane, Edition Orbe, 1975.

MINISTERE DE LA CULTURE:

_____ . Mariana Grajales, Santiago de Cuba, Edition Oriente, 1977.

MINISTERE DE LA JUSTICE:

_____ . Code de la famille, Loi no. 1289 du 14 février 1975, La Havane, Edition Orbe, 1975.

_____ . La mujer en Cuba socialista, La Havane, Edition Orbe, 1977.

_____ . Loi de la maternité de la travailleuse, Loi no. 1263 du 14 janvier 1974, La Havane, Edition Orbe, 1975.

MUJERES:

_____ . Mars 1981, La Havane.

SECTION D'HISTOIRE DE LA DIRECTION POLITIQUE:

_____ . Mujeres en Revolucion, La Havane, Edition des Sciences sociales, 1978.

_____ . Statuts du Parti communiste de Cuba, adoptés par le premier Congrès et modifiés par le deuxième Congrès, La Havane, Editions Politiques, 1981.

NATIONS-UNIES:

_____ . Participation of Women in the Development of Latin America, New York, United Nations, 1976.

II. LIVRES

- Albistur, Maïté et Daniel Armogathe, Histoire du féminisme français: de l'empire napoléonien à nos jours, tome 2, Paris, Edition des Femmes, 1977.

- Amin, Samir, Sociétés précapitalistes et capitalisme, Paris, Anthropos, 1978.
- Armstrong, Pat and Hugh Armstrong, The Double Ghetto, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.
- Boserup, Esther, Woman's Role in Economic Development, Londres, St-Martin's Press, 1970.
- Collectif de femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe, Des Latino-américaines, Paris, Editions des Femmes, 1977.
- Collectif italien, Etre exploitées, Paris, Editions des Femmes, 1972.
- De Chungara, Domitila Barrios, Si on me donne la parole, Paris, François Maspero, 1979.
- Découflé, André, Sociologie des révolutions, Paris, Presses Universitaires de France, 1968.
- Désalmand, Paul, L'émancipation de la femme en Afrique et dans le monde, Abidjan-Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines, 1975.
- Engels, Friedrich, Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande, Paris, Editions sociales, 1966.
- L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Paris, Editions sociales, 1971.
- Frank, André Gunder, L'accumulation dépendante, Paris, Anthropos, 1978.
- Franqui, Carlos, Journal de la Révolution cubaine, Paris, Seuil, 1976.
- Fréville, Jean, La femme et le communisme, Paris, Editions sociales, 1951.
- Gagnon, Gabriel, Coopératives ou Autogestion: Sénégal, Cuba, Tunisie, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1976.
- Galeano, Eduardo, Open Veins of Latin America, New York, Monthly Review Press, 1973.
- Harnecker, Marta, Cuba: los protagonistas de un nuevo poder, La Havane, Edition des Sciences sociales, 1979.
- Hollerbach, Paula E., Trends and Obstacles in Women's Labor Force Participation: A Case Study of Pré- and Post-revolutionary Cuba, New-York, Center for Policy Studies, 1978.

- Holt-Seeland, Inger, Women of Cuba, Westport, Edition Lawrence Hill & Co., 1981.
- Huberman, Leo, Paul M. Sweezy, Le socialisme cubain, Paris, Anthropos, 1969.
- Hugh, Thomas, Cuba, New York, 1971.
- Jaggar, Alison M., Paula Rothenberg Struhl, Feminist Frameworks, New York, McGraw Hill, 1978.
- Lalonde, André, Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- Lafargue, Paul, La question de la femme, Paris, Edition Oeuvre-Nouvelle, 1904.
- Le Calvez, Françoise, Féminisme et socialisme aux Etats-Unis, Paris, Union générale d'éditions, 1979.
- Lefebvre, Henri, Sociologie de Marx, Paris, Presses Universitaires de France, 1966.
- L'Etat du Monde 1981, Annuaire économique et géopolitique mondial, sous la direction de François Gèze, Alfredo Valladao, Yves Lacoste, Paris, François Maspéro, 1981.
- Lewis, Oscar, Ruth Lewis, Susan M. Rigdom, Trois femmes dans la Révolution cubaine, Paris, Gallimard, 1980.
- Marx, Karl, Le Capital, Paris, Flammarion, 1969.
- Mass, Bonnie, Population Target - The Political Economy of Population Control in Latin America, Toronto, Women's Press, 1976.
- Mattelart, Armand, Michèle Mattelart, La muher chilena en nueva sociedad, Santiago, Editorial des Pacifico, 1968.
- Morfaux, Louis-Marie, Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines, Paris, Armand Collin, 1980.
- Mottin, Marie-France, Cuba quand même: vies quotidiennes dans la Révolution, Paris, Seuil, 1980.
- Piètre, Monique, La condition féminine à travers les âges, Paris, Marabout-Université, 1974.
- Randall, Margaret, Cuban Women Now, Toronto, Women's Press, 1974.
- Cuban Women Now: Afterword 1974, Toronto, Women's Press, 1974.
- Women in Cuba: Twenty years later, New York, Smyrna Press, 1981.
- Saffiottini, Heleieth Iana Bongiovani, A mulher na sociedade de classes, Sao Paulo, Edition 4 Artes, 1969.

- Santamaria, Haydée, Haydée habla del Moncada, La Havane, Edition de Sciences sociales, 1978.
- Tillion, Germaine, Le harem et les cousins, Paris, Seuil, 1966.
- Woman in A Man-Made World, A Socio-Economic Handbook, Edité par Nona Glazer et Helen Youngelson Waehrer, Chicago, College Publishing Company, 1977.
- Women and the Cuban Revolution, Speeches & Documents by Fidel Castro, Vilma Espin & others, New York, Pathfinder Press, 1981.

III. ARTICLES

- Artous, Antoine, "Système capitaliste et oppression des femmes", Critique communiste, Numéro spécial: Femmes-Capitalisme-Mouvement ouvrier, Paris, 1978, pp. 3-81.
- Benglesdorf, Carollee et Alice Hageman, "Emerging from underdevelopment: Women and Work", Cuba Review, vol. 4, no. 2 (septembre 1974), pp. 3-12.
- "Emerging from underdevelopment: Women and Work in Cuba", Race and Class, vol. 19, no. 4, 1978, pp. 361-78.
- Blau, Francine D. et Carol L. Jusenius, "Sex Segregation in the Labor Market", Woman in a Man-Made World, Chicago, Edition Nona Glazer et Helen Youngelson Waehrer, 1977, pp. 194-207.
- Chaney, Elsa M., "The Mobilization of Women: Three Societies", Women Cross-Culturally Change and Challenge, Le Hague, Mouton, édité par R.R. Leavit, 1975.
- Cole, Johnetta B., "Women in Cuba: the Revolution within the Revolution", Comparative Perspectives of Third World Women- The Impact of Race, Sex and Class, New York, édité par Beverly Lindsay, Praeger Press, 1980, pp. 162-78.
- Croll, Elizabeth J., "Women in Rural Production and Reproduction in the Soviet Union, China, Cuba, and Tanzania: Socialist Development Experiences", Signs, vol. 7, no. 2 (décembre 1981), pp. 361-93.
- Cuba Review, "Women in Transition", vol. 4, no. 2 (septembre 1974), pp. 1-39.
- Delphy, Christine, "L'ennemi principal", Partisans, no. 4, 1970, pp. 157-71.
- Diaz, Amanda et Magali Krischke, "The situation of Latin American Women - Interview with Vania Bambira", Two Thirds, octobre 1978, pp. 38-42.

- Fox, Geoffrey E., "Honor, Shame, and Women's Liberation in Cuba: Views of Working-Class Emigré Men", Female and Male in Latin America, London, édité par Ann Pescatello, University of Pittsburgh Press, 1973, pp. 273-90.
- Fuller, Elaine, "Production Quotas and Profits", Cubatimes, (spring 1982), pp. 5-11.
- Gelman, Juan, "La pelle et la pioche, instruments d'éducation", Cérès, (novembre-décembre 1981), pp. 32-38.
- Guillaumin, Colette, "Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes", Questions féministes, no. 2. (février 1978), pp. 5-30.
- "Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la Nature", Questions féministes, no. 3 (mai 1978), pp. 5-28.
- Harrison, Paul, "Cuba's health care revolution", World Health, Genève, décembre 1978, pp. 2-7.
- King, Marjorie, "Cuba's Attack on Women's Second Shift: 1974-1976", Latin American Perspectives, Women and Class Struggle, no. 12013 (Winter-Spring 1977), pp. 106-119.
- Jacquette, Jane, "Female Participation in Latin America", Sex and Class in Latin America: Women's Perspectives on Politics, Economics and the Family in the Third World, Massachusetts, édité par June Nash, Helen Icken Safa, J.F.Bergin Publishers, 1980, pp. 221-44.
- Molyneux, Maxine, "Socialist Societies Old and New: Progress Towards Women's Emancipation", Feminist Review, vol 8 (summer 1981), pp. 1-34.
- Murray, Nicola, "Socialism and Feminism: Women and the Cuban Revolution", Part I, Feminist Review, no. 2, 1979, pp. 57-73.
- "Socialism and Feminism: Women and the Cuban Revolution", Part II, Feminist Review, no. 3, 1979, pp. 99-108.
- Olesen, Virginia, "Confluences in social change", Journal of Inter-American Studies and World Affairs, vol. 17, no. 4 (novembre 1975), pp. 398-410.
- Olivera, Mercedes, "The oppression of Women in the Capitalist System", Two Thirds, vol. 1, no. 3 (1978-79), pp. 3-17.
- Pilon, Jean-Guy, "Margaret Randall parle des femmes cubaines" (1), L'Escargot, vol. 2, no. 3 (mai 1976), publié par SUCO, pp. 15-17.
- Purcell, Susan Kaufman, "Modernizing Women for a Modern Society: The Cuban Case", Female and Male in Latin America, London, édité par Ann Pescatello, University of Pittsburgh Press, 1973, pp. 251-71.

- Randall, Margaret, "Development of the family in Cuba", Two Thirds, vol. 1, no. 3 (Winter 1978-79), pp. 25-32.
- Régnier, Hélène et Jocelyne Talbot, Femme et développement, non publié, Université d'Ottawa, 1980.
- Steffens, Heidi, "FMC: Feminine, not Feminist", "FMC at the grass-roots", Cuba Review, septembre 1974, pp. 22-26.
- Tepperman, Jean, "Les bases matérielles de l'oppression des femmes dans la société capitaliste", Unité prolétarienne, no. 26 (mars-avril-ma 1982), pp. 15-22.
- Thède, Nancy, "Margaret Randall parle des femmes cubaines (I)", L'Escargot, vol. 2, no. 4 (septembre 1976), publié par CUCO, pp. 26-30.

ANNEXE

TABLAU 1

SECTEURS OCCUPATIONNELS DE
FEMMES CUBAINES EN 1953 ET 1973

SECTEURS OCCUPATIONNELS	FEMMES CUBAINES EN ANNÉES	
	1953	1973
Éducation	15.0	30.0
Santé	2.0	17.5
Collet blanc/Commerce/Vente détail	20.0	15.0
Agriculture	5.0	12.0
Industrie légère (textiles ind.)	12.1	7.0
Tabac	6.0	5.4
Domestiques	30.0	0.0
Services et transformation aliment	5.4	7.5
Professions	1.5	3.6
Travail manuel	3.0	0.0
Transformation du sucre	0.0	2.0
TOTAL	100.0	100.0

SOURCE:

Recensement de la population à Cuba de 1953.
Bulletin statistique du JUCEPLAN, 1971.
Carollee Benglesdorf et Alice Hageman,
"Emerging from Underdevelopment: Women
and Work", Cuba Review, no. 2 (septembre
1974), p. 7.

TABLEAU 2

POURCENTAGE DES FEMMES PAR OCCUPATION
PAR RAPPORT A LA MAIN-D'OEUVRE
TOTALE CUBAINE EN 1953 ET 1973

OCCUPATION	1953	1973
Éducation	30.0	55.0
Santé	10.0	60.0
Vente au détail	2.0	32.0
Agriculture	2.0	5.0
Industrie légère	9.0	40.0
Industrie du tabac	35.0	44.0
Textiles	45.0	75.0
Hôtels et restaurants	30.0	38.0
Communications	15.0	38.0
Plastiques	0.0	75.0
TOTAL DE LA MAIN-D'OEUVRE	13.7	24.0

SOURCE: Recensement de la population à Cuba de 1953.
Bulletin statistique du JUCEPLAN, 1971,
Carolee Benglesdorf et Alice Hageman,
"Emerging from Underdevelopment: Women
and Work", Cuba Review, no. 2 (septembre
1974), p. 7.

TABLEAU 3

POURCENTAGE DES FEMMES OCCUPANT UN EMPLOI
REMUNERE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE
DE LA POPULATION FEMININE A CUBA

	1953	1973
Nombre de femmes	256 000	520 000
Pourcentage de la population féminine totale	13,79 %	24,0 %

R
SOURCE: Recensement de la population à Cuba de 1953.
Bulletin statistique du JUCEPLAN, 1971.
Carolee Benglesdorf et Alicè Hageman,
"Emerging from Underdevelopment: Women
and Work", Cuba Review, no. 2 (septembre
1974), p. 7.

TABEAU 4

DATE D'OBTENI DU DROIT DE VOTE
POUR LES FEMMES DANS
QUELQUES PAYS AMERICAINS

PAYS	ANNEE
Etats-Unis	1920
Equateur	1929
Porto Rico	1929
Brésil	1932
Uruguay	1932
Cuba	1934
El Salvador	1939
République Dominicaine	1942
Guatemala	1945
Panama	1945
Venezuela	1946
Argentine	1947
Chili	1949
Costo Rica	1949
Martinique et Guadeloupe	1949
Haïti	1950
Mexique	1953
Nicaragua	1955

SOURCE: Collectif de femmes d'Amérique Latine
et de la Caraïbe, Des latino-américaines,
Paris, Edition des Femmes, 1977, p.294.

TABLEAU 5

NOMBRE DE FEMMES CUBAINES INCORPORÉES
A LA MAIN-D'OEUVRE ACTIVE DE 1969 A 1974

ANNEE	NOMBRE DE FEMMES INCORPORÉES DANS L'ANNEE	AUGMENTATION NETTE
1969	106 258	25 477
1970	124 504	55 310
1971	86 188	-63 174
1972	130 843	37 263
1973	138 437	72 279
1974	127 694	69 748
TOTAL	713 924	196 903

SOURCE: Margaret Randall, Women in Cuba: Twenty Years
later, New York, Smyrna Press, 1981, p. 140.

TABLEAU 6

NOMBRE DE GARDERIES A CUBA

ANNÉE	NOMBRE DE GARDERIES	CAPACITE	FEMMES QUI EN PROFITENT
1962	109	10 470	---
1974	642	53 000	---
1975	658	55 000	---
1976	674	64 086	60 119
1978	782	86 000	77 333
1979	---	90 100	---

SOURCE:

Annuaire statistique de Cuba, La Havane, 1975. ICAP,
 Cuban Women: 1975-1979, La Havane, 1981, p. 12.
 Bulletin FMC, III Congrès de la FMC, La Havane, 1980, p. 25;
 Nicola Murray, "Socialism and Feminism: Women and the
 Cuban Revolution" - Part 1; Feminist Review, no. 2.
 London, 1979, p. 65; Carollee Bangelsdorf et Alice
 Hageman, "Emerging from Underdevelopment: Women and
 Work in Cuba", Race and Class, vol. 19, no. 4, 1978,
 pp. 371-72.

TABEAU 7

PARTICIPATION DES FEMMES CUBAINES
A LA MAIN-D'OEUVRE SALARIEE (1958-1979)

ANNÉE	NOMBRE (000)	POURCENTAGE DE M-O TOTALE
1958	194	14.0 %
1962	258	—
1964	282	—
1966	344	—
1968	—	15.6 %
1969	393	17.7 %
1970	421.4	—
1974	590	25.3 %
1975	647	—
1979	800	30.0 %

SOURCE: Castro, Rapporté dans Bonachea et Valdes, 1972; Mesa-Lago: 1971; Leimer, 1974; Castro, 1966b; Lewis, Lewis & Rigdon, 1977; Revue hebdomadaire Granma, 28, 12, 1975; Castro, 1974; Boletín FMC, III, Congrès de la FMC, 1980, p. 12.

TABLEAU 8

PROPORTION DE FEMMES PAR SECTEUR
DE LA MAIN-D'OEUVRE A CUBA
(1975)

SECTEUR D'EMPLOI	% FÉMININ SUR M-O TOTALE	% DE FEMMES OCCUPANT DES POSTES DE DIRECTION (Pers.adm. & cadres)
Ministère de la santé publique	64.0	31.5
Ministère de l'éducation	58.0	40.0
Cuba Tabaco	53.0	8.1
Ministère de l'industrie de transformation du lait	41.0	20.4
Institut de Tourisme national	41.0	15.7
Ministère du commerce national	36.0	26.6
Min. des Industries alimentaires	18.0	5.8
Inst. nat. réforme agraire	9.0	1.9
Ministère de l'ind. sucre	7.0	3.3
Total national	24.0	15.0

SOURCE: MEMORIES: Second Congress, Cuban Women's Federation, La Havane, Edition ORBE, 1975, p. 19; La mujer en Cuba socialista, La Havana, Edition Orbe, 1977, p. 143.

TABLEAU 9

PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES
PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ECONOMIE CUBAINE (1979-1980)

CATEGORIE OCCUPATIONNELLE	NOMBRE DE TRAVAILLEURS TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES
Industrie	518 895	128 924	24.8 %
Construction	357 847	42 657	11.9 %
Agriculture et élevage	600 124	88 598	14.8 %
Foresterie	22 973	2 579	11.2 %
Transports	171 042	22 989	13.4 %
Communications	25 994	10 639	42.0 %
Commerce	241 443	104 091	43.0 %
Services communautaires	53 105	15 566	29.3 %
Sciences et technologie	7 837	2 694	34.3 %
Éducation	304 462	197 801	65.0 %
Art et culture	35 289	13 529	38.3 %
Santé publique et bien-être	174 411	107 928	61.9 %
Finances et assurances	11 296	6 196	54.9 %
Administration	77 104	36 722	47.6 %
Autres activités productives		354 159	44.9 %
Autres activités non-productives	4 493	2 128	47.4 %
TOTAL NATIONAL	2 606 219	783 500	30.7 %

SOURCE:

ICAP, Cuban Women: 1975-1979, La Habana, Cuba, 1981.

TABLEAU 10

ACTIVITÉS DE LA POPULATION ÂGÉE DE 12 ANS
ET PLUS AU MEXIQUE, 1970

POPULATION TOTALE: 48 377 363				
ACTIVITÉS DE LA POPULATION ÂGÉE DE 12 ANS ET PLUS				
ACTIVITÉ	FEMMES %	HOMMES %	FEMMES NBRE	HOMMES NBRE
Population âgée de 12 ans et plus	100.0	100.0	15 117 695	14 670 613
Population économiquement active	17.5	70.1	2 660 706	10 808 966
Sans emploi	7.4	2.7	198 903	287 079
Tâches domestiques	69.6	2.8	10 536 353	418 264
Étudiants (es)	10.1	13.8	1 532 955	2 026 321

SOURCE:

9^o Recensement général de la population, Mexique, 1970.

TABLEAU 11

POPULATION ECONOMIQUEMENT ACTIVE,
PAR BRANCHES D'ACTIVITES ET PAR SEXE,
MEXIQUE 1970

BRANCHES	FEMMES %	HOMMES %
Agriculture	10.80	46.20
INDUSTRIE	19.60 (100.00)	23.60
- Pétrole	1.63	
- Extractives	1.15	
- Manufacture	92.56	
- Construction	3.66	
- Electricité	0.97	
SERVICES	59.80 (100.00)	25.20
- Transports	1.17	
- Services (domestiques)	71.55	
- Gouvernement	4.65	
- Commerce	22.60	
NON SPECIFIE	9.60	4.80
	<hr/> 100.00	<hr/> 100.00

SOURCE: 9^o Recensement général de la population,
Mexique, 1970.

TABLEAU 12

POPULATION ACTIVE EN AMERIQUE LATINE

PAYS	POPULATION ACTIVE (MILLIONS)		POURCENTAGE DES FEMMES ACTIVES M-O TOTALE (2 ÷ 1)	POURCENTAGE DES FEMMES ACTIVES DU TOTAL DE LA POPULATION FEMININE
	TOTALE FEMMES (1)	(2)		
Argentine (30-X-70)	9.0	2.3	25.4	19.4
Brésil (1-IX-70)	29.6	6.2	20.9	13.2
(10-XII-73)	37.8	11.7	30.9	23.6
Colombie (24-X-73)	6.0	1.6	26.2	15.2
Costa Rica (14-V-73)	0.6	0.1	19.3	12.1
Cuba (6-IX-70)	2.6	0.5	18.3	11.5
Chili (22-IV-70)	2.6	0.6	23.1	13.3
Rép. Dominicaine (9, 10-I-70)	1.2	0.3	25.7	15.9
Equateur (I-70)	2.2	0.5	22.7	13.2
(8-VI-74)	1.9	0.3	16.9	9.8
El Salvador (27-VI-71)	1.3	0.4	29.3	21.5
Guadeloupe (16-X-67)	0.09	0.03	34.4	19.5
(I-74)	0.1	0.05	43.9	
Guatemala (26-III-74)	1.5	0.2	14.0	8.4
Haïti (9-X-71)	2.3	1.1	47.3	49.1
Jamaïque (7-IV-70)	0.9	0.2	33.2	20.3
(X-75)	1.0	0.4	46.0	37.9
Martinique (16-X-67)	0.09	0.03	37.6	20.4
(31-XII-70)	0.1	0.04	39.4	22.9
Mexique (28-I-70)	13.0	2.5	19.1	10.2
(VI-75)	16.6	3.6	21.6	12.0
Nicaragua (20-IV-71)	0.5	0.1	21.9	11.5
Panama (10-V-70)	0.5	0.1	25.6	17.8
Paraguay (9-II-72)	0.8	0.1	21.4	13.6
Pérou (4-VI-72)	3.9	0.8	20.7	11.8
Porto Rico (1-IV-70)	0.7	0.2	31.0	15.4
(III-76)	0.9	0.3	31.3	17.4
Uruguay (16-X-63)	1.0	0.3	24.9	19.3
Venezuela (2-XI-71)	3.0	0.7	22.4	12.6
(IV-75)	3.7	1.0	27.8	17.3

SOURCE: COLLECTIF des FEMMES d'Amérique Latine et de la Caraïbe, Des Latino-Américaines, Paris, Edition des Femmes, 1977, pp. 298-299. Elaboré à partir des données de l'Annuaire des statistiques du travail, BIT, Genève, 1975 et 1976: (Chapitre premier: Population totale et population Active, Amérique.)

TABLEAU 13

POURCENTAGES D'INSCRIPTIONS FEMININS DANS
TOUTES LES INSTITUTIONS ET AUX TROIS NIVEAUX
DU SYSTEME D'EDUCATION A CUBA

NIVEAUX	1975-1976	1977-1978
Premier niveau: primaire (Âges: 5 à 11 ans)	48.0	47.4
Deuxième niveau: secondaire (Âges: 12 à 17 ans)	49.3	49.3
Troisième niveau: supérieur (Âges: 18 à 23 ans)	37.9	41.7

SOURCE: ICAP, Cuban Women: 1975-1979, La Havana, Cuba, 1981, p. 2.

TABLEAU 14

PROPORTION DE FEMMES CUBAINES
AYANT RECU UNE FORMATION TECHNIQUE
ET PROFESSIONNELLE (1975-1979)

	1975-1976	1978-1979
Formation industrielle (de base et supérieure)	21.4 %	22.5 %
Formation agricole (de base et supérieure)	20.3 %	21.3 %
Formation administrative et en Gestion (i.e., commerce marketing, méthodes de coopératives)	67.4 %	68.7 %
Pourcentages féminins dans la moyenne de toutes les institutions co-éducatives techniques et professionnelles.	N/D*	55.0 %

N/D*: données non disponibles

SOURCE: ICAP, Cuban Women: 1975-1979, La Habana, Cuba, 19-1,
p.6.

TABLAU 15

POURCENTAGES D'HOMMES ET DE FEMMES
SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL PURSUIVANT
DES ÉTUDES À CUBA EN 1979

TYPES D'ÉTUDES	HOMMES %	FEMMES %
Nbre de travailleurs qui étudient	23.5	31.5
Certificat d'études	51.5	70.2
Ens. moyen et professionnel	1.3	4.0
Ens. supérieur	1.7	2.9
Secondaire pour ouvriers & paysans	4.3	5.2
Faculté pour ouvriers & paysans	1.6	2.8
Cours d'introduction à l'Université	0.9	0.9
Formation technique	4.2	6.3
Cours de langue	0.3	1.4
Autres cours	1.8	4.9

SOURCE: Bulletin FMC, Rapport du III^e Congrès de la Fédération
des femmes cubaines, La Havane, 1979, p. 23.

TABEAU 16

INDICATEUR DE SCOLARISATION POUR
QUELQUES PAYS D'AMERIQUE LATINE
ET DE LA CARAIBE (1974-1979)

PAYS	INDICATEUR (3)		
	ANALPHABETISME	SCOLARISATION (12, 15 ans)	SCOLARISATION (15 ans et)
Cuba	4.0 (1975)	35 (1976)	17.4 (1978)
Rép. Dominicaine	31.9 (1975)	65 (1975)	10.1 (1977)
Haiti	33.5 (1979)	38 (1976)	0.3 (1977)
Jamaïque	5.9 (1970)	77 (1977)	6.7 (1974)
Mexique	25.3 (1978)	36 (1978)	6.6 (1977)
Puerto Rico	12.2 (1970)	37 (1976)	36.0 (1977)
Guatemala	45.4 (1973)	41 (1977)	4.8 (1977)
Honduras	40.6 (1979)	53 (1976)	7.2 (1977)
Nicaragua	50.0 (1979)	50 (1978)	10.2 (1977)
Bolivie	37.3 (1976)	70 (1976)	12.5 (1977)
Colombie	12.2 (1973)	31 (1973)	10.7 (1978)
Equateur	23.4 (1977)	30 (1977)	28.5 (1976)
Argentine	7.4 (1970)	76 (1977)	33.6 (1977)
Chili	6.1 (1979)	95 (1978)	12.7 (1978)
Paraguay	19.6 (1979)	67 (1977)	7.6 (1978)
Uruguay	10.2 (1975)	34 (1977)	17.3 (1977)

SOURCE: L'Etat du Monde - 1981; Annuaire économique et géopolitique mondial, sous la direction de François Gêze, Yves Lacoste, Alfredo G.A. Valladao, Paris, François Maspero, 1981, pp. 209, 272, 273, 278, 279, 294, 295, 300, 301.

TABLEAU 17

INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES POUR L'AMÉRIQUE
LATINE ET LA CARAÏBE (1970-1981)

PAYS	INDICATEURS		
	POPULATION (MILLION)	CROISSANCE ANNUELLE (%)	MORTALITÉ INFANTILE (°/00)
Cuba	9.973	0.9 k	19.0 (1980)
Rép. Dominicaine	5.946	2.56 k	33.9 (1979)
Haïti	5.317	2.39 k	150.0 (1979)
Jamaïque	2.192	1.41 k	16.2 (1973)
Mexique	69.994	3.34 k	54.7 (1976)
Puerto Rico	3.438	1.99 k	20.1 (1977)
Guatemala	7.262	3.02 i	32.9 i
Honduras	3.693	3.53 i	33.6 (1979)
Nicaragua	2.737	3.29 i	37.0 (1977)
Bolivie	5.572	2.60 h	157.0 h
Colombie	26.907	2.41 h	59.6 (1976)
Équateur	5.323	3.04 h	71.5 (1977)
Argentine	27.056	1.28 k	13.5 (1970)
Chili	11.107	1.71 k	54.7 (1976)
Paraguay	3.067	2.92 k	64.0 (1979)
Uruguay	2.925	0.57 k	48.6 (1973)

h.i. moyennes annuelles: 1973-1975; k. moyennes annuelles: 1975-1980.

*Dernier recensement utilisable: Cuba 1970; République Dominicaine, 1970; Haïti, 1971; Jamaïque, 1970; Mexique, 1970; Puerto Rico, 1970; Guatemala, 1973; Honduras, 1974; Nicaragua, 1971; Bolivie, 1976; Colombie, 1973; Équateur, 1974; Argentine, 1970; Chili, 1970; Paraguay, 1972; Uruguay, 1975.

SOURCE: L'État du Monde-1981, Annuaire économique et géopolitique mondial, sous la direction de François Gèze, Yves Lacoste, Alfredo G.A. Valladao, Paris, François Maspero, 1981, pp. 209, 272, 273, 278, 279, 294, 295, 300, 301.

TABLEAU 18

**POURCENTAGE FEMININ DU TOTAL DES HOMMES
ET DES FEMMES OCCUPANT DES EMPLOIS DANS
LA SANTE A CUBA, EN 1975, 1978 ET CHIFFRES PREVUS POUR 1985.**

EMPLOIS	ANNEE	ANNEE	ANNEE
	1975	1978	1985
Cadres-Gestionnaires responsables des Politiques et de la Planification	5 %	5 %	5 %
Personnel administratif haut placé	20 %	20 %	20 %
Gynécologie et spécialisation obstétrique	25 %	25 %	28 %
Autres spécialistes	35 %	37 %	40 %
Médecins sans spécialisation	37 %	39 %	40 %
Personnel infirmier	95 %	95 %	97 %
Personnel para-médical	30 %	82 %	83 %
Personnel d'assistance communautaire	75 %	75 %	75 %
Étudiantes en médecine	30 %	35 %	38 %

SOURCE: ICAP, Cuban Women: 1975-1979, La Havane, Cuba, 1981, p. 20.

TABLAU 19

POURCENTAGES FÉMININS DANS LES ORGANISATIONS
DE MASSE EN 1975 À CUBA.

NIVEAU ¹	PCC ² %	UJC ³ %	CTC ⁴ %	CDR ⁵ %	ANAP ⁶ %
Total des membres	13.2	29	25.3	50.0	S/D
Municipal	2.9	22	24.0	7.0	16.4
Régional	4.1	7	21.0	7.0	0.8
Provincial	6.3	7	15.0	3.0	1.2
National	5.5	10	7.0	19.0	2.0

1. Ces données ont été compilées avant la nouvelle organisation politico-administrative de 1976 qui élimina le niveau régional, diminua le nombre municipalités et de districts, et augmenta le nombre de provinces qui passa de 6 à 14.
2. PCC: Le Parti communiste cubain
3. UJC: L'Union des jeunes communistes
4. CTC: La Centrale des travailleurs de Cuba
5. CDR: Les Comités de défense de la révolution
6. ANAP: L'Association nationale des petits agriculteurs

SOURCE: Partido Comunista de Cuba, 1976, cité par Nicola Murray, "Socialism and Feminism: Women and the Cuban Revolution," Part Two; in Feminist Review, no. 3, London 1979, pp. 100.

TABLAU 20 **POURCENTAGES DES FEMMES REPRESENTANTES DANS**
LES ORGANES DU POUVOIR POPULAIRE LORS DES
ELECTIONS TENUES A CUBA EN 1974, EN 1976 ET EN 1979

LIEU DES ÉLECTIONS ANNÉE DES ÉLECTIONS POURCENTAGE	PROVINCE DE	TOUT LE PAYS	TOUT LE PAYS •
	MATANZAS 1974 %	1976 %	1979 %
1. Candidates aux assemblées municipales	7.6	13.5	9.9
2. Déléguées aux assemblées municipales	3.0	8.0	7.2
3. Déléguées aux assemblées provinciales	N/D*	13.9	N/D*
4. Députées à l'Assemblée nationale	N/D*	21.8	N/D*
5. Membres des Comités exécutifs municipaux	N/D*	14.6	N/D*
6. Membres des Comités exécutifs provinciaux	N/D*	16.9	N/D*
7. Membres des commissions de l'Assemblée nationale	N/D*	S/D	15.1

N/D* : Données non disponibles.

SOURCE: Collectif des femmes d'Amérique Latine et de la Caraïbe, Des latino-américaines, Paris, Édition des Femmes, 1977, p. 163. ICAP, Cuban Women: 1975-1979, La Havane, Cuba, 1981, p. 26.

TABLAU 21

PROPORTION DE FEMMES REPRESENTÉES DANS LES
COMMISSIONS PERMANENTES DU POUVOIR POPULAIRE DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 1979 A CUBA

NOM DES COMMISSIONS	NBRE DE MEMBRES	HOMMES	FEMMES	%	PRÉSI-DENTE	VICE-PRÉSIDENTE	SECRÉ-TAIRE
1. De l'Education et des Sciences	17	3	14	82.3		♀	♀
2. De la Santé publique	13	6	7	53.0			♀
3. De la Jeunesse et Enfance	21	10	11	52.3			♀
4. De la Culture et de l'Art	14	6	8	57.0			
5. De la Protection de l'environnement & Conservation Ressources	11	7	4	36.3	♀	♀	
6. Du Commerce national de la Récolte et Approvisionnement public	25	17	8	32.0		♀	
7. Des Sports et du Tourisme	21	17	4	33.3			♀
8. Du Commerce extérieur, Coopération écon. scient. & technique	16	13	3	18.7			♀
9. Du Travail, Sécurité sociale & Assistance & Prévention sociale	21	14	7	33.3			♀
10. Des Affaires constitutionnelles et Juridiques	13	10	3	23.0			
11. Des Relations extérieures	15	10	5	33.3	♀		
12. De l'Industrie	41	35	6	14.6	♀		
13. Des Plaintes & Suggestions des citoyens (nes)	19	13	6	31.5	♀	♀	
14. Planification, Finance-Budget	15	13	2	13.3		♀	
15. De la Construction	24	22	2	8.3	♀	♀	
16. De la Défense	26	24	2	7.6			
17. Des organes du Pouvoir Popul.	20	17	3	15.0			
18. Du Transport & Communication	20	19	1	5.0			
19. De Agriculture et l'Elevage	40	39	1	2.5	♀	♀	
20. Enfance et Egalité des femmes	15	5	10	66.0			

SOURCE: ICAP, Cuban Women: 1975-1979, La Havane, Cuba, 1981, pp. 27-29.

TABLEAU 22

POURCENTAGES DES FEMMES OCCUPANT DES POSTES
DÉCISIONNELS DANS LE PARTI COMMUNISTE CUBAIN
(DONNÉES RECEUILLIES EN 1975 ET EN 1978)

NIVEAU DE REPRÉSENTATION	1975 % DE FEMMES	1978 % DE FEMMES
Municipal	2.9	16.5
Régional	4.1	<hr/>
Provincial	6.3	15.0
National	5.5	9.0

SOURCE: ICAP, Cuban Women: 1975-1979, LaHavane, Cuba, 1981, p. 29.

TABLEAU 23

POURCENTAGES FÉMININS REPRÉSENTÉS DANS LES ORGANISATIONS DU POUVOIR POPULAIRE À CUBA (1974 ET 1980)

ANNÉE	PCC ¹ %	CTC ² %	ANAP ³ %	UJC ⁴ %	UPC ⁵ %	FEES ⁶ %	FMC ⁷ %
1974	13.2	25.3	3	29	3/0	7/0	100
1980	18.9	40.6	35	40	75	65	100

1. PCC: Parti communiste cubain
2. CTC: Centrale des Travailleurs de Cuba
3. ANAP: Association nationale des petits agriculteurs
4. UJC: Union des Jeunes communistes
5. UPC: Union des Pionniers de Cuba
6. FEES: Fédération des élèves de l'enseignement secondaire
7. FMC: Fédération des femmes cubaines

SOURCE: Nicola Murray, "Socialism and Feminism: Women and the Cuban Revolution", Part 2, Feminist Review, no. 3, London, 1979, p. 100. - Boletín FMC - 1980, III^o Congreso de la FMC, La Havane, Cuba, 1981, p. 10, 24, 26, 42. - Memories: Second Congress Cuban Women's Federation, Ed. ORBE, La Habana, Cuba, 1975, p. 88.

TABEAU 24.

PROPORTION DES FEMMES REPRÉSENTÉES AU SEIN
DES PLUS HAUTS CORPS LÉGISLATIFS DE CUBA
(1978 ET ANNÉES LES PLUS RÉCENTES)

A) CORPS LÉGISLATIFS	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE %
Conseil de l'État*	4	13.0
Assemblée nationale*	107	22.2
Conseil central de planification	434	55.0
Conseil des Ministres*	4	3.0
B) Représentants (es) publics ou personnes désignées comme directeurs dans les Ministères de la Planification, des Finances, de l'Économie, du Budget	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE %
Conseil central de planification	26	18
Comité d'État des finances*	21	23
Comité d'État des Statistiques*	24	15
Comité d'État des prix*	5	13
Banque national de Cuba	25	16
Comité d'État de l'Approvisionnement technique et matériel*	11	12

* Ces corps législatifs furent établis en novembre 1976, lors de la promulgation de la loi 1323 et en vertu de laquelle l'Administration centrale de l'État fut réorganisée, afin d'établir une nouvelle structure organique. Pour cette raison, il n'est pas possible de déterminer le nombre de femmes qui y siégeaient avant 1976.

SOURCE: ICAP, Cuban Women, 1975-1979, La Havane, Cuba, 1981, p. 31.